

# MÉMOIRE

Présenté par :

DUMONT Aurore et ESPINOZA HUETE Lesly Débora

Dans le cadre de la dominante d'approfondissement :



Stage effectué du (jj/mm/aa/) : 28 février 2022 au 26 août 2022

A :

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) - Bretagne  
15 Av. de Cucillé, 35000 Rennes

Sur le thème :

**“ Conditions et moyens d’une transition agroécologique, quelle stratégie phytosanitaire pour l’agriculture en Bretagne? ”**

**Pour l’obtention du :**

**DIPLÔME D’INGÉNIEUR D’AGROPARISTECH**

Enseignants tuteurs responsables de stage : Ambroise DE MONTBEL et Marianne REDON

Maître de stage : Hervé SIMON

Soutenu le : 13/10/2022

## **Clause de non responsabilité et d'engagement / plagiat**

« AgroParisTech et la DRAAF Bretagne n'entendent donner aucune approbation ni improbation aux thèses et opinions émises dans ce rapport ; celles-ci doivent être considérées comme propres à leur auteur. »

« Nous attestons que ce mémoire est le résultat de notre travail personnel, qu'il cite entre guillemets et référence toutes les sources utilisées et qu'il ne contient pas de passages ayant déjà été utilisés intégralement dans un travail similaire. »

Aurore DUMONT et Lesly ESPINOZA HUETE

## Présentation de la structure d'accueil

La Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) de Bretagne est un service déconcentré du Ministère de l'Agriculture en région. Sous l'autorité du préfet de région, elle contribue à l'application régionale des politiques nationales de développement rural, en soutenant continuellement la structuration des filières agricoles agroalimentaires et d'aquaculture d'eau douce (Légifrance, 2019) . Elle participe à la politique territoriale d'intelligence économique, notamment à travers l'établissement et la diffusion de statistiques agricoles. Elle assure le lien entre l'administration centrale du Ministère de l'agriculture et les directions départementales interministérielles. En outre, elle met en œuvre la politique de l'alimentation et de la gestion forestière à l'échelle régionale. Elle a également en charge la recherche et l'enseignement agricole technique et supérieur.

En ce qui concerne la transition agroécologique, la DRAAF Bretagne est chargée de la coordination des politiques agricoles en matière d'écologie, dont le plan Ecophyto est un pilier. Ce plan mobilise un bon nombre d'acteurs du monde agricole depuis sa naissance à la suite au Grenelle de l'environnement de 2007. Le plan Ecophyto a 3 objectifs principaux : réduire le recours, les risques et les impacts des produits phytosanitaires. Dès 2009 le plan Ecophyto est lancé sous le nom "Ecophyto 2018" et avait pour objectif de réduire de 50% l'utilisation de produits phytosanitaires en 10 ans (Potier, 2014). Ce plan a été amendé au cours du temps par Ecophyto II (2015) et Ecophyto II+ (2018). Sa déclinaison territoriale régionale est placée sous la responsabilité du préfet de région, avec un pilotage et une coordination assurés par la DRAAF. L'aspect opérationnel est à la charge de Florence FERNANDEZ, cheffe de projet Ecophyto à la DRAAF, qui a assuré un appui technique lors de ce stage. Au cours du temps, le pilotage du plan est ainsi devenu de plus en plus complexe. A l'origine piloté par le Ministère de l'agriculture seul, il est dans le cadre d'Ecophyto II+ en copilotage avec les Ministères l'Environnement, de la Santé et de la Recherche ; d'où la nécessité pour le directeur de la DRAAF et sa direction de s'appuyer sur le poste occupé par notre deuxième maître de stage, Hervé SIMON. Ce poste de Conseiller Gouvernance Ecophyto, rattaché à la Direction (Annexe 1), sert d'appui à la gouvernance et au pilotage du plan. Il reste en contact régulier avec les différents pilotes de l'agroécologie afin de suivre l'avancement des actions, identifier les freins éventuels, et les propositions de leviers. Dans ce contexte, notre stage permet d'appuyer la DRAAF Bretagne dans le choix d'actions prioritaires pour améliorer la feuille de route du plan Ecophyto.

## Remerciements

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont contribué à l'accomplissement de notre audit et celles qui nous ont aidées lors de la rédaction de ce rapport.

Tout d'abord, nos encadrants professionnels, Hervé SIMON et Florence FERNANDEZ, tous deux travaillant à la DRAAF Bretagne : merci à eux pour leur accueil, leur bienveillance, leur aide et leurs conseils au quotidien. Grâce à leur accompagnement et à leur confiance nous avons pu mener à bien chacune des missions qui ont jalonné cet audit.

Sans oublier le personnel de la DRAAF que nous avons rencontré, pour la culture sur l'agriculture bretonne qu'ils ont pu nous apporter. Surtout Eric PLAZE pour son accueil chaleureux et son intérêt pour l'avancée de notre travail.

Nous adressons également nos remerciements à Michel STOUMBOFF, Directeur régional de la DRAAF Bretagne et François GEAY, Directeur adjoint, pour la confiance qu'ils nous ont accordée en commanditant cet audit, ainsi que pour leurs conseils sur notre travail.

Nous remercions également toutes les personnes qui ont été auditées, pour nous avoir consacré de leur temps, lors d'échanges d'une grande richesse pour notre travail mais aussi pour nous personnellement. Nos professeurs et intervenants professionnels d'AgroParisTech, Ambroise DE MONTBEL, Marianne REDON et Vincent PUPIN, pour le temps qu'ils nous ont consacré à nous conseiller et nous aider à prendre du recul sur le sujet.

Nous arrivons vers la fin de cette page et nous tenons particulièrement à remercier Florence, pour son souci de notre bien-être en général. Elle nous a fait nous sentir à la maison, que ce soit à la DRAAF ou en dehors, en nous invitant à faire de nombreuses activités et en nous aidant à nous détendre dans les moments les plus compliqués, mais aussi pour les discussions jusque tard le soir, qui nous ont particulièrement touchées. Merci aussi à nos familles et amis respectifs, qui nous ont épaulées et soutenues pendant ce stage, notamment lors de la rédaction des diaporamas et de ce rapport. Enfin, nous tenions à nous remercier mutuellement, pour la bienveillance, la compréhension et le soutien de l'autre, que ce soit pour notre travail ensemble ou pour la vie extérieure. Merci.

## Table de sigles

**ANSES : Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail**

**ARS : Agence Régionale de Santé**

**BV : Bassin versant**

**CAE : Commission Agro-écologie**

**CDOA : Commission Départementale d'Orientation Agricole**

**CSP : Conseil Stratégique Phytosanitaire**

**CUMA : Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole**

**DRAAF : Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt**

**EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale**

**EPTB Vilaine : Etablissement Public Territorial de Bassin Vilaine**

**ETA : Entreprise de Travaux Agricoles**

**GES : Gaz à Effet de Serre**

**HVE : Haute Valeur Environnementale**

**IFT : Indicateur de Fréquence de Traitements phytosanitaires**

**INRAe : Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'alimentation et l'Environnement**

**MAEC : Mesures Agroenvironnementales et Climatiques**

**MSA : Mutualité Sociale Agricole**

**NODU : Nombre de Doses Unité**

**OAD : Outil d'Aide à la Décision**

**PAC : Politique Agricole Commune**

**PAT : Projet Alimentaire Territorial**

**PSE : Paiements pour Services Environnementaux**

**QSA : Quantité de Substances Actives**

**SAU : Surface Agricole Utile**

**SMAP : Syndicat Mixte Arguenon Penthièvre**

**PAC : Politique Agricole Commune**

**Safer : Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural**

**UE : Union Européenne**

## Sommaire

**Présentation de la structure d'accueil**

**Clause de non responsabilité et d'engagement / plagiat**

**Présentation de la structure d'accueil**

<b>Remerciements</b>	<b>1</b>
<b>Table de sigles</b>	<b>2</b>
<b>Sommaire</b>	<b>3</b>
<b>Résumé synthétique</b>	<b>4</b>
<b>Introduction</b>	<b>10</b>
<b>Partie I - Identification de la situation, des acteurs et des problèmes : La Bretagne, un territoire agricole dynamique aux qualités menacées par la dégradation de son tissu rural et de son environnement</b>	<b>16</b>
<b>Partie II - Diagnostic de l'action engagée : Le constat partagé d'un manque d'efficacité du mode d'action classique</b>	<b>32</b>
<b>Partie III - Prospective : Une évolution globale de la situation qui ne correspond pas aux souhaits des acteurs du territoire, mais dont la transition agroécologique pourrait être une réponse possible</b>	<b>46</b>
<b>Partie IV - Propositions d'actions et de stratégies : La nécessité d'un vrai dialogue pour prendre en compte les motivations et les possibilités d'action de chacun</b>	<b>54</b>
<b>Conclusion</b>	<b>74</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>81</b>
<b>Annexes</b>	
<b>Table des matières</b>	

## Résumé synthétique

### 1. Contexte de l'audit

Malgré le dynamisme économique affiché du modèle agricole breton, celui-ci fait émerger depuis plusieurs décennies des problématiques environnementales et de santé publique. En effet, les intrants agricoles sont omniprésents dans les eaux superficielles et souterraines de la région, et en particulier les produits phytosanitaires et leurs métabolites de dégradation. Ces préoccupations ne sont pas nouvelles. En effet, malgré les actions engagées dès les années 90 à travers le programme Bretagne Eau Pure et les plans Ecophyto successifs, cette problématique reste présente. Face à ce constat, la DRAAF Bretagne souhaite améliorer sa feuille de route Ecophyto, en identifiant les freins et les leviers à une évolution plus significative des pratiques agricoles et des systèmes de production en Bretagne. C'est pourquoi elle a décidé de commanditer l'audit patrimonial : **“Conditions et moyens d'une transition agroécologique, quelle stratégie phytosanitaire pour l'agriculture en Bretagne ?”** faisant l'objet de ce stage réalisé en binôme par Aurore Dumont et Lesly Espinoza Huete, deux élèves ingénieures à AgroParisTech. Cet audit a eu lieu en trois phases : une régionale, et deux locales sur les bassins versants de l'Arguenon et du Meu situés au Nord Ouest de Rennes ; avec la participation de 123 personnes concernées par la problématique, dont 50% appartiennent aux filières et institutions agricoles, 18% aux collectivités territoriales, 12% aux associations de la société civile, 11% à l'Etat (services déconcentrés et parlementaires), et 6% à l'enseignement supérieur et à la recherche, et 3% à d'autres activités économiques (grande distribution, conchyliculture)

### 2. Résultats de l'audit

Dans la partie Identification de la situation, des acteurs et des problèmes, beaucoup d'audités ont décrit la **Bretagne** notamment par le **poids important de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire dans l'économie** de la région, et par la **diversité de ses productions agricoles et de ses systèmes de production** (malgré la prédominance des systèmes intensifs, mentionnée par plusieurs audités). Les audités ont cependant décrit des caractéristiques propres aux territoires étudiés, avec une **urbanisation** et une **industrialisation** fortes sur le bassin versant (BV) du Meu, situé à proximité de la métropole Rennaise ; et un territoire **rural, avec une zone littorale touristique** sur le BV de l'Arguenon.

En ce qui concerne la question de la transition agroécologique et de la réduction de l'usage de produits phytosanitaires, les audités ont identifié de **multiples dimensions en jeu** : se jouent

les **qualités environnementales** et de la **santé humaine**, mais aussi la **qualité de vie des agriculteurs** et le *“bien vivre ensemble”* entre les habitants des territoires. De ces deux dernières dépendent le **renouvellement des générations agricoles**, la **dynamique économique** des territoires bretons, ainsi que leur **capacité à subvenir aux besoins alimentaires**. Ces qualités se jouent à **tous les niveaux**, selon les audités, de l’individu et son entourage proche aux niveaux national et mondial. Beaucoup estiment que *“tout le monde est concerné”*, vu la complexité des interactions entre l’agriculture et la société.

De nombreux audités sont préoccupés par les **problèmes environnementaux et de santé**, dont ceux concernant la **qualité de l’eau** ressortent de façon particulière. D’autre part, la détresse d’un grand nombre d’agriculteurs et la **déprise agricole en cours** est ressortie lors de la majorité d’entretiens. Face à ces problèmes, les personnes auditées ont souligné la **complexité des obstacles qui empêchent leur résolution** :

- le **système économique agricole et agroalimentaire** de la Bretagne a construit son équilibre sur la base de la production intensive, les agriculteurs sont “coincés” dans ce système selon beaucoup d’audités. En effet, selon eux, les techniques et les systèmes alternatifs s’adaptent rarement aux réalités actuelles de toute la filière ;
- le **manque de communication entre le monde agricole et le reste de la société** crée souvent des incompréhensions, de la méfiance, voire des conflits, les empêchant d’avancer ensemble ;
- le **manque de volonté politique** pour impulser le changement attendu par les populations agricoles et non agricoles.

Certains problèmes et freins sont ressortis plus ou moins suivant les phases de l’audit, témoignant des particularités de chaque territoire local ainsi que des différences de perception entre les acteurs régionaux et les acteurs locaux. Dans toutes les phases de l’audit, les **freins sociologiques et politiques** semblent être les plus prégnants : ce sont les problèmes de fond pour près de deux tiers des audités au total.

#### **L’avis de l’équipe d’audit sur la partie Identification**

Pour nous, cette première partie montre que loin de concerner uniquement le monde agricole, la transition agroécologique (dont la réduction de l’usage des produits phytosanitaires) est plutôt un **choix de société**. Le système global est très complexe, les enjeux et les problèmes identifiés par les audités sont majeurs et multiples. En particulier en Bretagne, où le secteur agroalimentaire a une place importante. Dans ce contexte, la mauvaise relation entre les

acteurs du monde agricole et ceux du reste de la société semble empêcher de **s'entraider** pour avancer ensemble vers un objectif commun gagnant-gagnant.

Dans la partie Diagnostic de l'action engagée, les audités ont évalué la **gestion de la situation par les acteurs**. Plusieurs types d'acteurs agissent pour améliorer la situation globale, même si la plupart des actions mentionnées et évaluées par les audités ont surtout l'**objectif de réduire l'usage de produits phytosanitaires**. Tout d'abord, beaucoup ont cité les **actions qui impulsent le changement** : c'est le cas des **réglementations**, des **orientations politiques** et des **financements**. Si ces actions sont souvent **nécessaires**, leur **manque d'ambition et de lien avec le terrain** peuvent dérouter les acteurs, selon les audités. D'autres actions pouvant **impacter positivement ou non** sur la situation ont été évaluées, notamment celles qui ont un **impact direct sur le monde agricole** (le conseil, l'enseignement et la recherche), et celles qui **influencent** la société civile et les politiques par la sensibilisation et le lobbying. Si toutes ces actions ont recueilli des avis partagés, certaines actions ont été reconnues comme **très impactantes** sur le territoire. C'est le cas des actions qui **rémunèrent l'agriculteur pour ses efforts** et sa prise de risque, mais aussi celles qui favorisent le **désherbage mécanique** ou le **travail de groupe** entre agriculteurs. Cependant, le **caractère volontariste** de plusieurs actions a été souvent critiqué, car il ne permet pas la massification rapide des changements souhaités selon beaucoup d'audités.

En ce qui concerne l'organisation de l'action, les audités estiment que les acteurs se retrouvent pour essayer de se mettre d'accord sur des **objectifs à atteindre**, mais souvent en vain : le **manque d'écoute** et de **représentation** de certains acteurs les empêche de trouver un **vrai consensus** selon les audités. Cela crée un **manque de stratégie commune** pour coordonner leurs actions, rendant l'ensemble **illisible** selon les audités. Cependant, plusieurs estiment que la **dynamique de travail ensemble** est plus efficace **au niveau local**, où les acteurs se connaissent personnellement, et ont parfois plus de facilité pour s'organiser entre eux.

Ainsi, si beaucoup d'audités estiment que cette gestion effective a fait des **avancées**, la majorité estime que c'est encore **largement insuffisant** vis-à-vis des enjeux et financements placés dans le plan Ecophyto. Le **manque de volonté politique** et de **gouvernance adaptée** ont été majoritairement identifiés comme causes de ce manque d'efficacité.

### L'avis de l'équipe d'audit sur la partie Diagnostic

De façon globale, les résultats du mode d'action actuel ont été jugés **insuffisants et inadaptés** vis-à-vis des qualités et des problèmes identifiés précédemment.

Par ailleurs, une **fracture paraît exister entre les acteurs au niveau régional et ceux au niveau local**, que ce soit dans leur vision des actions existantes ou dans leur perception sur l'impact qu'ils ont sur la situation globale. Pour nous, le manque d'échange et de coopération entre ces deux échelles, mais aussi entre les acteurs de la même échelle, les empêche de mieux coordonner leurs actions afin d'**avoir un impact plus fort ensemble**.

Dans la partie Prospective les personnes auditées se projettent sur des horizons spatio-temporels variables, à court terme en raison de **l'urgence d'agir** et à moyen-long terme pour prendre en compte **le temps nécessaire pour mettre en place les changements** et en **évaluer** les résultats.

Le **scénario tendanciel** est plutôt pessimiste, particulièrement pour les audités locaux. Il repose principalement sur deux axes d'évolution : **le mode de vie des citoyens** (notamment leur acte d'achat et leur lien avec le monde agricole) et **la durabilité** (environnementale, économique et sociale) **de l'agriculture bretonne**. Les audités s'accordent souvent sur le fait que si la tendance actuelle continue, cela mènera tôt ou tard à des **crises de tout type**, créant des **conflits sociaux**.

L'axe politique prend une importance particulière dans les *scénarii* négatif et positif. Le **scénario négatif** se caractérise soit par un **manque de volonté politique** pour réglementer et accompagner un changement à la hauteur des enjeux, soit par **l'imposition de trop de contraintes**, aggravant la déprise agricole ; dans les deux cas, la conséquence est la même : une **gravité accrue** des crises et conflits déjà prévues dans le scénario tendanciel. Le **scénario positif** dessine beaucoup de convergences entre les personnes auditées, avec une **action bien organisée entre les acteurs**, qui mène à une **amélioration globale des qualités** sociales, agricoles et environnementales importantes pour les audités.

Les enjeux de ces scénarii s'articulent autour de la capacité à avoir **une bonne qualité de vie dans la durée**. Mais l'absence d'**action avec une approche systémique et de long terme** est, selon les audités, **une menace** qui empêcherait d'arriver vers le scénario positif. Ainsi, pour une meilleure action, **le territoire a des atouts à valoriser** selon les audités, notamment ses acteurs, la diversité de son agriculture et son climat.

### L'avis de l'équipe d'audit sur la partie Prospective

Pour nous, la tendance actuelle de **l'évolution de la situation ne correspond pas à ce que les acteurs des territoires souhaitent, notamment sur le long terme**. Par ailleurs, une partie des acteurs du monde agricole (notamment du BV de l'Arguenon) craint une transition trop contraignante, ce qui aggraverait la déprise agricole et ses conséquences, selon eux. Cependant, une transition agroécologique bien réfléchie et organisée est vue par la majorité des audités comme une **solution pour arriver vers leur scénario positif**.

Dans la partie propositions d'Action, beaucoup d'audités estiment que seule une **ouverture d'esprit et un respect de chacun** pourrait permettre de comprendre l'autre pour **coordonner et massifier une action ambitieuse**.

Cela participerait à l'atteinte de deux **objectifs** selon les audités : **rendre le métier d'agriculteur plus attractif** afin d'augmenter les installations ; ainsi que **mieux engager la transition (agro)écologique** pour préserver la santé humaine et l'environnement.

Pour ce faire, les audités ont proposé de nombreuses **actions**. Pour répondre au premier objectif, ils considèrent qu'il faut garantir à l'agriculteur des **prix rémunérateurs et stables** pour leurs produits, ainsi qu'une **meilleure relation avec le reste des citoyens**, tout en **facilitant davantage les installations**. Pour répondre au deuxième objectif, les audités considèrent qu'il faut d'abord **améliorer la stratégie politique et augmenter ses ambitions**, notamment pour réduire l'usage des produits phytosanitaires : par des **contraintes et incitations économiques** d'ampleur, le tout en améliorant l'**accompagnement** des agriculteurs. Selon les audités, il faut aussi **améliorer la formation initiale et continue** des agriculteurs et techniciens, ainsi que leur **sensibilisation**. Plusieurs autres actions à diffuser ont aussi été partagées par de nombreux audités (désherbage mécanique, plantation du bocage, ...). Enfin, pour beaucoup, cette transition doit se faire en **recentrant les productions sur les besoins des territoires bretons**. Le **chemin du changement** des audités doit commencer par trois types d'actions prioritaires selon les audités : **la sensibilisation des acteurs, le changement de la stratégie politique, et l'amélioration des actions de terrain**.

Pour beaucoup, ces actions ne peuvent fonctionner que **si les acteurs s'organisent mieux** pour agir ensemble, tout en limitant l'influence des lobbies économiques lors des prises de décision. Selon ¼ des audités, il faudrait **faire de la co-construction** et **coordonner les**

**actions** (ainsi que leurs évaluations). Pour ce faire, plusieurs audités ont proposé de réunir **tous les acteurs**, notamment par petits groupes afin de faciliter un réel dialogue.

Les audités ont d'ailleurs considéré que la **DRAAF Bretagne** pouvait faciliter cette co-construction en faisant un **meilleur lien entre les acteurs locaux et régionaux** et en **réaffirmant son objectif** de diminution des produits phytosanitaires (par une augmentation des contrôles et des financements les plus efficaces).

Les **critères d'évaluation** de la réussite des audités concernent souvent le fait de **retrouver ce qui a été perdu**, comme la détérioration de l'environnement et de l'attractivité agricole.

#### **L'avis de l'équipe d'audit sur la partie Proposition d'Actions**

Nous avons remarqué que les **objectifs sont partagés, ou partageables**, entre les audités, même si chacun a une façon personnelle de regarder la situation. Cependant, les changements à faire pour atteindre ces objectifs sont très importants, et nécessitent une **mobilisation d'ampleur** dans toute la société. Par ailleurs, nous avons l'impression qu'il n'y a pas encore eu d'échanges entre tous les acteurs de divers secteurs (société civile, monde agricole, industries, politiques) pour connaître les **réelles possibilités d'action de chacun**. C'est pourquoi un **vrai dialogue** entre eux nous semble nécessaire, afin de **se comprendre** et de **réussir à co-construire** une action qui **les motive** et qui **les engage personnellement**.

### **3. Limites de l'audit**

Cet audit a plusieurs limites : d'abord la représentativité de nos audits vis-à-vis de la Bretagne. Certains acteurs et territoires sont peu représentés et donc leurs expertises apparaissent moins dans les résultats (par exemple les productions légumières, ou des territoires où l'enjeu "qualité de l'eau" est moindre).

Ensuite, nous avons remarqué que notre sujet, comprenant deux notions (la transition agroécologique et la stratégie phytosanitaire), a parfois dérouté les personnes auditées.

Enfin une autre limite, selon nous, correspond au caractère volontaire de l'action suite à cet audit (qui est en fait une des règles déontologiques de la méthode).

## **Introduction**

### **1. Contexte général et cadre local de la problématique**

La Bretagne est la première région française pour les productions animales (en valeur produite) et pour l'industrie agroalimentaire (en emploi et en chiffre d'affaires), deux secteurs étroitement liés historiquement (DRAAF Bretagne, 2019). Deux exploitations sur trois sont consacrées à l'élevage, notamment en bovin lait, mais aussi en porc et en volaille (Agreste, 2021), et 50% de la SAU de la région est couverte par des cultures fourragères (maïs, céréales, colza, etc) et des prairies (AGRESTE, 2021). Mais la Bretagne représente aussi 20% de la surface légumière de la France (choux-fleurs, artichauts, échalotes, etc.), avec des produits destinés au marché du frais et à l'industrie. Que ce soit en élevage ou maraîchage, les productions hors-sol sont particulièrement développées dans la Région (DRAAF Bretagne, 2017). Malgré le dynamisme économique de ce modèle breton, il semble intensifier les problèmes environnementaux et de santé. En effet, les intrants agricoles sont omniprésents dans les eaux superficielles et souterraines de la région, en particulier les produits phytosanitaires et leurs métabolites de dégradation, qui se retrouvent dans 99% des points de mesure des cours d'eau bretons (Observatoire de l'environnement en Bretagne, 2021). Par exemple, l'ESA métolachlore, un métabolite du s-métolachlore (herbicide du maïs), se retrouve dans l'eau du robinet de 43% de la population bretonne dans des concentrations dépassant - ou ayant dépassé ponctuellement - le seuil de qualité pour l'eau potable depuis avril 2021 (ARS Bretagne, 2022).

Mais ces préoccupations ne sont pas nouvelles. Le programme Bretagne Eau Pure visait déjà à améliorer la qualité de l'eau dans les années 1990 ; et près de 15 ans se sont passés depuis le lancement du plan Ecophyto en 2009, qui malgré les amendements apportés par Ecophyto II et Ecophyto II+, n'atteint pas son objectif (CRAB, 2020). Face à ce constat, la DRAAF Bretagne souhaite améliorer sa feuille de route Ecophyto, en identifiant les freins et les leviers à une évolution plus significative des pratiques agricoles et des systèmes de production en Bretagne.

### **2. La demande d'une étude de terrain pour améliorer la feuille de route Ecophyto de la Bretagne**

La réflexion sur le sujet de notre stage a eu lieu vis-à-vis des questions : Pourquoi les politiques développées ne produisent pas les résultats escomptés ? Comment améliorer la stratégie d'Ecophyto afin de mobiliser plus d'acteurs et "massifier" les progrès engagés ?

Comment s'assurer que cette stratégie s'adapte au contexte particulier de la Bretagne, et qu'elle réponde aux attentes des acteurs locaux?

Comme la réduction des produits phytosanitaires s'inscrit dans le cadre d'un objectif plus large visant une transition agroécologique globale, nous avons défini la question suivante lors des échanges avec nos maîtres de stage et avec nos professeurs référents : **“Conditions et moyens d'une transition agroécologique, quelle stratégie phytosanitaire pour l'agriculture en Bretagne?”**.

### **3. La méthode adoptée : l'audit patrimonial**

L'attente de l'organisme d'accueil était d'avoir à la fin de notre stage un diagnostic de l'état actuel de la situation, ainsi que des propositions d'actions adaptées aux attentes des acteurs concernés en Bretagne (monde agricole, société civile, collectivités territoriales, Etat, ...). La problématique étant complexe et multi-acteurs, nous avons proposé la démarche d'audit patrimonial.

#### **A. Une procédure de co-expertise organisée**

L'audit patrimonial est une procédure de coexpertise organisée, c'est-à-dire que c'est une démarche d'écoute active des acteurs en situation complexe et multi-acteurs. Chaque personne rencontrée a été auditée selon la même grille de questions IDPA se divisant en quatre parties :

- I pour l'**Identification** de la situation, des acteurs et des problèmes, selon la personne auditée ;
- D pour le **Diagnostic** de l'action qui a été engagée en réponse aux problèmes, selon la personne auditée ;
- P pour la **Prospective**, c'est-à-dire les *scenarii* possibles de l'évolution de la situation, selon la personne auditée ;
- A pour les Propositions d'**Action** émises par la personne auditée.

Les questions posées sont semi-ouvertes : la personne auditée nous partageait spontanément les informations importantes pour elle. Nous avons ensuite objectivé, anonymisé et reformulé les expertises des personnes auditées, pour ensuite les intégrer de façon constructive. Lors de l'intégration, nous avons mis en commun les entretiens, en reclassant dans la grille IDPA tous les éléments recueillis lors des entretiens. L'intégration vise à identifier la diversité des points de vue des audités, ce qu'ils partagent, et ce qu'ils pourraient partager dans le futur. A partir

de ces informations, nous avons fait une synthèse globale (sous forme de diaporamas et du présent rapport) qui suit la même structure que la grille utilisée lors des entretiens.

### **B. La déontologie**

L'audit patrimonial respecte des règles de déontologie stricte, qui visent à sécuriser toutes les parties impliquées :

- Les entretiens sont libres et volontaires.
- Les auditrices garantissent la stricte confidentialité individuelle des propos.
- L'expertise recueillie n'engage ni le commanditaire, ni les auditrices, ni la personne auditée dans une obligation d'agir.
- Les auditrices engagent leur responsabilité personnelle dans la rédaction des documents de synthèse.
- Les documents de synthèse sont gérés sur le plan de leur confidentialité et de leur diffusion par le seul commanditaire de l'audit patrimonial.

### **C. Les phases de l'audit**

Afin de recueillir une vision globale de la situation la plus complète possible, nous avons divisé l'audit en plusieurs phases :

- une phase macro-systémique, ou régionale, où des acteurs ayant un champ d'intervention régional ont été interrogés ;
- deux phases micro-systémique, ou locales, où des acteurs de deux territoires locaux ont été interrogés. Pour cette phase, nous avons souhaité comparer la situation de deux bassins versants (BV), en raison de l'enjeu de qualité des eaux de surface :
  - **Le BV de l'Arguenon**, pour la présence d'une zone de captage et de production d'eau, et car il est potentiellement représentatif des activités de polyculture-élevage de la Bretagne (bovin lait et porcin en particulier)
  - **Le BV du Meu**, avec l'hypothèse d'une mobilisation particulière des acteurs concernés, potentiellement en lien avec l'arrêté préfectoral de 2011 et les actions d'associations agricoles très dynamiques sur le territoire.

Ces choix ont été faits suite à des échanges avec la DRAAF, l'Agence de l'eau et la Chambre Régionale d'Agriculture de Bretagne, sachant que nous souhaitons simplifier nos transports quotidiens en choisissant des territoires à proximité de Rennes ([Annexe 2](#)).

#### **D. Le choix des personnes auditées**

Les critères majeurs de choix des personnes auditées ont été la prise en compte la plus complète possible de la diversité de points de vue sur la problématique abordée ; ainsi que la diversité des expertises (à priori liées aux secteurs de travail et d'engagement des audités).

Les choix des personnes à auditer pour la phase régionale ont été faits par l'équipe d'audit et par la DRAAF Bretagne, suivant une liste d'acteurs participant à la Commission Agro-Écologie (CAE), l'instance de gouvernance régionale du plan Ecophyto II+. Pour les phases locales, nous avons demandé des contacts aux syndicats de bassin versant concernés et fait des recherches internet.

123 personnes ont été rencontrées lors de 116 entretiens :

<b>Acteurs rencontrés</b>	<b>Nombre d'entretiens</b>	<b>Nombre d'audités</b>
<b>Filières et institutions agricoles :</b> dont 19 agriculteurs ; la Chambre (2 élus, 5 salariés) ; des associations du monde agricole (3 élus, 9 salariés) ; des coopératives, négoce et interprofession (1 élu, 15 salariés) ; 4 agriculteurs de syndicats agricoles; 2 ETA ; 1 entreprise de transformation laitière ; 1 firme phytosanitaire ; et 1 conseiller indépendant.	58	63
<b>Collectivités territoriales :</b> dont la Région Bretagne (1 élu, 1 salarié) ; 2 salariés de départements ; les syndicats de BV (3 élus, 2 animateurs) ; les EPCI (4 élus, 3 animateurs) ; et 5 maires.	21	21
<b>Associations de la société civile.</b>	14	16
<b>Etat :</b> dont 9 administrations régionales, 2 administrations départementales, 1 députée, et 1 sénateur.	13	13
<b>Enseignement supérieur</b> (dont 3 professeurs, 1 élève et 1 salarié d'exploitation en lycée agricole) <b>et recherche.</b>	7	7
<b>Autres activités économiques :</b> dont grande distribution (2 salariés), et conchyliculture (1 gérant).	3	3

Les entretiens ont duré entre 55 minutes et 4h10, pour une durée moyenne d'environ 2h, ce qui revient en tout à une durée totale d'un peu moins de 222h d'entretiens.

Dans le panel des personnes auditées (Annexes 3, 4 et 5), les acteurs du monde agricole sont très représentés, en raison notamment de la multiplicité des structures et des personnes concernées par le sujet. Par ailleurs, lors des phases locales, nous avons fait un "tirage au sort" afin d'auditer des agriculteurs "lambda". Pour ce faire, nous avons utilisé le logiciel *ArcGis* pour sélectionner des parcelles au hasard, puis nous avons contacté les agriculteurs (la DRAAF nous ayant fourni leurs contacts) en essayant de varier les productions représentées. Ce tirage au sort n'avait pas pour but d'être statistique ou représentatif de tous les agriculteurs des territoires choisis, mais seulement de recueillir l'avis d'agriculteurs autres que ceux déjà engagés sur la problématique. Sur 19 personnes rencontrées en tant qu'agriculteurs, 8 ont été sélectionnées de la sorte. Les 11 autres agriculteurs ont été contactés pour leur engagement dans des CUMA ou dans des productions bio ; ou sur proposition d'autres acteurs (selon leur appartenance à des groupes Ecophyto ou leur réflexion à ce sujet).

#### **E. Les entretiens, les intégrations et les restitutions**

Avec nos maîtres de stage, nous avons décidé de faire **4 intégrations** des entretiens : une macrosystémique (pour la phase régionale), deux microsystémiques (une pour chaque phase locale) et une intégration micro-macrosystémique (pour mettre en commun les phases régionale et locales). Cependant, seulement **trois restitutions-qualifications** auprès des audités ont eu lieu : les deux microsystémiques et la micro-macro systémique. Les résultats de l'intégration macrosystémique ont été présentés uniquement en interne à la DRAAF, car nous souhaitons prioriser la restitution micro-macro systémique et les restitutions microsystémique, qui font se rencontrer des acteurs qui ne connaissent pas toujours.

Ces restitutions ont pour but de **présenter et de faire qualifier les résultats de l'audit** par les personnes auditées. Ainsi, lors de chaque restitution, tous les audités de la phase correspondante ont été invités, et suite à une présentation de la synthèse des entretiens sous forme de diaporama, nous avons posé les questions suivantes aux audités présents :

- Vous retrouvez-vous dans ce qui vous a été présenté?
- Avez-vous des points à ajouter pour améliorer ou/et enrichir cette intégration?

Tous les audités souhaitant prendre la parole ont pu s'exprimer, et certains nous ont envoyé des retours additionnels par écrit. Suite à chaque restitution, nous avons modifié l'intégration correspondante en prenant en compte les éléments donnés par les audités présents lors des restitutions. Ces réunions ont également permis à des acteurs de divers secteurs et/ou territoires (qui n'ont pas forcément l'habitude d'interagir directement) de se rencontrer, et de discuter de façon constructive sur le sujet.

## **F. L'organisation du stage**

Avant de commencer les entretiens d'audit patrimonial, nous avons fait pendant deux semaines une **recherche bibliographique en préparation de l'audit** et des entretiens avec des chefs des services de la DRAAF Bretagne, dans le but de mieux connaître le contexte agricole et agroalimentaire breton.

Nous avons ensuite commencé les entretiens d'audit patrimonial, qui ont eu lieu entre le 14 mars et le 16 août 2022. L'organisation des entretiens, des intégrations et des restitutions a été la suivante :



**Figure 1. Organisation des phases de l'audit.** Chaque phase a duré environ 2 mois. Les carrés verts de chaque phase comprennent les entretiens et leurs intégrations.

La **restitution de la phase locale sur le BV de l'Arguenon** a eu lieu le 28 juin 2022 à Caulnes (14 présents sur 38 audités).

La **restitution de la phase locale sur le BV du Meu** a eu lieu le 25 août 2022 à Montfort-sur-Meu (12 présents sur 39 audités).

La **restitution finale** (issue de l'intégration micro-macrosystémique synthétisant toutes les phases de l'audit) a eu lieu le 29 septembre 2022 au Rheu (36 présents sur 123 audités).

## **G. Le rapport d'audit patrimonial**

Ce mémoire de stage correspond à un rapport d'audit patrimonial, et il a été rédigé sur la base des diapositives présentées lors de la restitution qualification finale du 29 septembre 2022. Les phrases en italique et entre guillemets sont des citations des personnes auditées,

éventuellement modifiées pour respecter la confidentialité des propos, sans pour autant altérer le sens. Les paragraphes encadrés à la fin de chaque grande partie correspondent à l’avis des auditrices.

## **Partie I - Identification de la situation, des acteurs et des problèmes :** **La Bretagne, un territoire agricole dynamique aux qualités menacées** **par la dégradation de son tissu rural et de son environnement**

### **1. Les qualités en jeu, selon les personnes auditées**

#### **A. La perception des audités sur la transition agroécologique et sur les produits phytosanitaires**

Au début des entretiens, nous avons demandé aux audités de nous faire part de ce que les termes “transition agroécologique” et “produits phytosanitaires” représentent pour eux.

La quasi-totalité des audités voit la **transition agroécologique** comme le chemin vers une agriculture qui **travaille davantage avec la nature et qui prend en compte les enjeux environnementaux, sociaux et économiques**. Toutefois, elle va plus ou moins loin en fonction de l’audité : de l’évolution des pratiques pour réduire les intrants externes (pour un tiers des audités), jusqu’au changement global des systèmes de production et/ou du modèle agricole (pour la majorité des audités).

Pour la grande majorité des audités, les **produits phytosanitaires** sont des substances (chimiques ou naturelles) qui préviennent le développement d’indésirables et permettent de **faciliter le travail de l’agriculteur, sécuriser une haute production** (assurant une garantie économique), et de garantir une **qualité visuelle et sanitaire des cultures**. Malgré toutes ces qualités, nous avons remarqué chez la presque totalité des audités une **volonté commune de réduire leur utilisation**, voire de l’arrêter ; ou du moins de mieux les utiliser, en raison de leurs effets très négatifs.

## **B. La Bretagne et ses activités agricole et agroalimentaire**

Beaucoup d'audités de toutes les phases ont souligné le **poids important de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire dans l'économie** de la Bretagne, et certains ont qualifié la région d'exportatrice. La **diversité de ses productions agricoles et de ses systèmes de production** est aussi reconnue, avec néanmoins une **prédominance de la polyculture-élevage** (notamment bovin lait, mais aussi porc, volaille, ...) et une **production légumière importante**. Les systèmes ont été qualifiés par plusieurs comme étant **majoritairement intensifs**, avec de plus en plus d'assolements maïs-blé selon les audités, mais coexistant avec des systèmes alternatifs, notamment herbagers.

*“C'est notre force : on est une des lères régions productives grâce à l'animal et pas au végétal. On n'est pas un terrain propice, on est sur un terrain de prairie, avec des jachères et on a orienté les cultures pour les productions animales.”*

*« La spécificité aussi de la Bretagne, c'est l'importance de l'industrie agroalimentaire par rapport à l'agriculture même, qui est incontournable en Bretagne économiquement, qui par l'emploi cautionne certains types d'agriculture qui ne sont pas sans conséquence »*

*“La Bretagne est sortie de la misère après la guerre grâce à la PAC, elle s'est donné comme objectif de nourrir toute la France et l'Europe avec de l'agriculture hors-sol, en cochon, en volaille de chair et pondeuse. Avec une forte concentration d'animaux.”*

Lors des phases locales, le bassin versant (**BV**) **du Meu** a été décrit comme proche de la métropole Rennaise, avec une **urbanisation** et une **industrialisation** fortes. L'enjeu eau y est important, selon les audités, par la présence d'un captage prioritaire d'eau potable qui alimente une grande partie du département d'Ille-et-Vilaine.

*“Le Meu c'est un territoire spécifique avec son arrêté préfectoral en 2011 interdisant l'usage de certaines molécules de désherbage sur 75% de la SAU du BV, suite au classement d'un captage comme captage prioritaire « Grenelle » à enjeu phytosanitaire.”*

D'un autre côté, le **BV de l'Arguenon** a été décrit comme un territoire plutôt **rural**, avec une zone **littorale** qui diversifie les activités économiques (tourisme, conchyliculture, etc).

*“Ici on est sur une zone littorale balnéaire, avec une partie hyper touristique et une peu plus rurale. Il y a des algues vertes... Maintenant il n’y a que du maïs et du blé : ils (les agriculteurs) sont opportunistes et c’est normal, mais du coup c’est plus trop diversifié.”*

### **C. De multiples dimensions en jeu sur la question**

De **multiples dimensions sont en jeu** sur la question de la transition agroécologique (TA) et de la réduction de l’usage de produits phytosanitaires (PP) selon les audités.

La très grande majorité ont mentionné l’importance de préserver la **qualité des équilibres naturels** : en particulier de l’eau (en quantité et en qualité), mentionnée par 7/10 des audités; mais aussi de la biodiversité, du climat, de la fertilité des sols, des paysages, de l’air, etc. Ces qualités impactent la **santé humaine** et la **capacité à “continuer à produire”**, selon les audités.

*“Les enjeux environnementaux sont des motivations, car les agriculteurs sont soucieux de continuer à améliorer l’environnement (poussières, odeurs, phytos, engrais) pour eux et leur voisinage, leur famille”*

*“Si le sol ne vit pas bien, la plante a des difficultés à combattre et des mauvaises herbes, la terre se compacte, c’est tout un système. L’eau va devenir un facteur limitant, on s’aperçoit qu’on a des grosses périodes chaudes, il faudra adapter nos fourrages pour consommer moins d’eau avec le réchauffement climatique, tout est lié, un sol qui vit bien laisse filtrer l’eau, retient l’eau.”*

La majorité des audités, de tous secteurs, ont également mentionné des enjeux sociaux et économiques :

- la **qualité de vie de l’agriculteur**, qui peut notamment être affectée par sa rémunération, son temps libre et la reconnaissance sociétale de son métier
- le **“bien vivre ensemble”** entre les habitants du territoire, notamment entre le monde agricole et le reste de la société, mais aussi au sein du monde agricole.

Ces deux qualités impactent le **renouvellement des générations agricoles**, la **dynamique économique** des territoires bretons, ainsi que leur **capacité à subvenir aux besoins alimentaires** ; des qualités mentionnées par de nombreux audités. Les **qualités économiques et alimentaires des territoires** ont été particulièrement mises en avant par des acteurs du monde agricole et des collectivités territoriales.

*“La profession doit respecter toute la société par la qualité de l’eau et de l’air ; et la population doit comprendre que pour les alimenter il faut produire à pas cher, car ils ne veulent pas payer : c’est un arbitrage entre les deux”.*

*“Leur qualité de vie (repos, finance, santé). S’il doit bosser dix fois plus pour avoir moins de revenu, il ne le fera pas, cela ne marchera pas.”*

*“Si on perd les emplois de ces industries-là (agroalimentaires)... en région Bretagne, le tourisme ne nous fera pas vivre.”*

Quelques agriculteurs ont mentionné l’importance des produits phytosanitaires pour **éviter certains organismes pathogènes pour l’homme et pour les animaux.**

*“On peut avoir des mycotoxines dans les céréales pour les vaches. Les phytos c’est malsain mais les champignons aussi. Lequel est le plus nocif ? Nous il faut qu’on assure une qualité sanitaire des grains et du fourrage.”*

Les enjeux techniques et politiques identifiés par les audits seront détaillés dans la partie : “4. Les problèmes, selon les audits”.

## **2. Les entités où se jouent les qualités, selon les audits**

**Ces qualités se jouent à tous les niveaux**, selon beaucoup d’audits.

La quasi-totalité des audits ont cité des **entités humaines et artificielles**, qui vont de l’individu aux échelles européenne et mondiale. Les plus citées ont été :

- l’agriculteur et son entourage (conseillers, collègues, riverains, famille), où se jouent sa mentalité, son économie, son système, ses pratiques, ses cultures, ses connaissances...
- les collectivités territoriales, où se joue notamment l’accompagnement des acteurs locaux. Le syndicat de BV a été particulièrement cité dans le BV de l’Arguenon.
- l’Etat et l’UE : où se jouent la PAC et sa déclinaison nationale, les réglementations, des stratégies politiques d’ampleur, les marchés pour les produits agricoles (en lien avec leurs prix).

*"Aujourd'hui les homologation de phyto sont faites au niveau national. Il y a eu des décisions franco françaises sur le glyphosate, les néonicotinoïdes : l'interdiction est en France mais les produits restent utilisables dans les pays voisins. C'est pas remis en cause mais ça doit être le cas partout sinon on est en concurrence".*

*"Il peut y avoir des disparités selon les cultures : il y a des cultures pour lesquelles il y a très peu de solutions : les légumes, le blé, les cultures maraîchères. Il y a très peu de solutions en phyto et encore moins en solutions alternatives."*

Plusieurs audités ont aussi cité des **entités naturelles**, ou **en lien avec la nature** : l'interaction homme nature, le bassin versant, le climat, la nature, le vivant, l'air, ...

*"Pour la pollution de l'air, il n'y a pas de frontières"*

### **3. Tous les acteurs sont concernés, selon les audités**

Vu la complexité des interactions entre l'agriculture et la société dans son ensemble, plus d'un tiers des audités ont mentionné que **"tout le monde est concerné"**. En effet, l'offre et la demande d'avoir un environnement, une alimentation, et une vie de bonne qualité concernent tous les acteurs.

*"Tout le monde, car tout le monde respire, boit, mange."*

*"Tout le monde a à faire des efforts"*

#### **A. Les acteurs agricoles, directement concernés**

Les acteurs agricoles ont été les plus cités en tant que directement concernés, particulièrement l'**agriculteur**, par les difficultés auxquelles il fait face (économiques, *agribashing*, réglementation,...), mais aussi par l'impact de ses pratiques sur l'environnement et la santé. Mais selon les audités, **tous les acteurs agricoles** (les conseillers, l'enseignement agricole, les syndicats, les instituts techniques, ...) sont concernés.

*"L'agriculteur : Il est un maillon privilégié et primordial de la nature et de l'écologie dans nos campagnes. Sans agriculteurs, les campagnes elles vont devenir quoi. [...] C'est à lui qui incombe la décision d'appliquer ou pas"*

## **B. Les autres acteurs économiques ayant un impact direct sur les acteurs agricoles**

D'autres acteurs économiques très cités pour leur fort impact sur les acteurs agricoles, mais aussi car ils sont impactés par la transition agroécologique (dont la réduction de l'usage de produits phytosanitaires):

- les acteurs des **filières amont** et **aval**, les coopératives et les industries agroalimentaires (particulièrement mentionnées), mais aussi les firmes phytosanitaires, les fabricants de matériel agricole, les interprofessions, les distributeurs de produits alimentaires... ;
- les **banques** et **assurances**.

*“On [les coopératives] est un de leurs interlocuteurs principaux [des agriculteurs] : on gère la collecte, l'agrofourniture, les dossiers PAC, on est présent sur tout le territoire. Le principe de coopérative est inhérent dans l'agriculture française, on est l'interlocuteur privilégié.”*

*“Tous les acteurs des filières, qui ont un coût supplémentaire avec la transition, qui ont des contraintes sanitaires difficiles à respecter si on utilise moins de produits chimiques.”*

## **C. Les institutions publiques et les responsables politiques, censés défendre l'intérêt général**

Les institutions publiques et les responsables politiques, concernés par leur **pouvoir décisionnel**, sont **censés défendre l'intérêt général** selon les audités : l'Union Européenne, l'Etat (dont le gouvernement et les parlementaires, mais aussi ses services et ses opérateurs), et les collectivités territoriales.

*“Les pouvoirs publics, l'Etat qui autorise ou pas certains phytos, il doit avoir la vue d'ensemble sur ce qui relève de l'intérêt économique et ce qui relève de l'intérêt général.”*

## **D. La société civile**

Selon la grande majorité des audités, le **citoyen** est concerné par son mode de vie qui impacte le monde agricole, et il est impacté, comme tout le monde, par les pollutions, les modifications de paysage, etc. D'autres acteurs tels que les **médias** ont été cités comme concernés par leur influence sur l'opinion publique (du monde agricole et non agricole).

*“Ça tient aussi aux consommateurs : c’est eux qui dirigent ce qu’ils vont mettre dans leur panier. S’ils se dirigent vers les produits issus de l’agro-industrie, on ne changera pas de système.”*

*“Le regard des habitants à un impact localement sur les actions des agriculteurs.”*

*“Les citoyens, c’est eux qui votent pour les élus au niveau national et européen.”*

#### **4. Les problèmes, selon les auditées**

##### **A. La dégradation de l'environnement et de la santé**

Les personnes rencontrées ont souvent décrit des **problèmes environnementaux et de santé** avec beaucoup de préoccupation. La **pollution de l’eau par des produits phytosanitaires** (notamment des herbicides, tels que le s-métolachlore) et **leurs métabolites** a été le problème le plus abordé. Cependant, certains audités ont nuancé en soulignant que la pollution de l’eau par les nitrates s’est beaucoup réduite.

*“Il y a une fragilité très spécifique de la Bretagne, plus de  $\frac{3}{4}$  de l’eau distribuée au robinet vient des ressources superficielles, pas des nappes, qui sont profondes et plus protégées. Donc le sujet est très en lien avec la vulnérabilité des rivières, réceptacles des pollutions. Tout ce qui se retrouve dans le sol est lessivé par les pluies va dans les rivières.”*

*“En Ille et Vilaine, les phytos sont le premier dégradant des bases d’eau, seulement 3% des masses d’eau sont en bon état dans le département. Il y a l’effet de temps au niveau des phytos : on retrouve encore de l’atrazine dans l’eau, il y a 20 ans de relargage, c’est une inertie forte.”*

De même, un **déséquilibre global du fonctionnement des systèmes naturels** a été regretté par beaucoup d’audités : l’**effondrement de la biodiversité**, le **dérèglement climatique**, la **dégradation des sols** (érosion, urbanisation, pollution), la **pollution de l’air**, ...

*“Le réchauffement climatique [provoque] des sécheresses plus longues, et des pluies intenses beaucoup plus importantes, cela pose souci pour les agriculteurs mais aussi pour nous [le syndicat de bassin versant], on sait pas trop comment les gérer, elles initient des ravinements, des dégâts, ne s’infiltrent pas dans le sol, n’alimentent pas les nappes, s’en vont*

*directement dans la mer [...]. Il faut que l'on apprenne à gérer cela. On arrive au plafond des quantités d'eau disponible en été..."*

*"Avant on avait énormément d'insectes, il y a toute une vie qui a disparu. Les hirondelles qui vivent d'insectes disparaissent. C'est tout un équilibre naturel qui se trouve déséquilibré. Il faudrait le retrouver car certaines maladies sont le résultat de ce déséquilibre."*

*"Au niveau des talus il n'y en a plus, plus de haies bocagères, pour les tempêtes il n'y a plus rien qui les arrête, avec plus d'arbres il y aurait moins de dégâts."*

Le lien entre la mauvaise qualité de l'environnement (de l'eau, de l'air, de l'alimentation, ...) et les **problèmes de santé humaine** a également été soulevé par la majorité des audités, dont beaucoup s'inquiètent surtout par l'**exposition aux produits phytosanitaires** provoquant des cancers et de l'infertilité notamment, mais aussi des conséquences encore méconnues (effets cocktail et conséquences de l'exposition de longue durée). L'exposition est accrue pour les agriculteurs et pour les riverains, notamment en raison de l'habitat dispersé en Bretagne, avec une population importante à proximité des champs, selon les audités.

*"On est dans une course sans arrêt vers des nouvelles molécules, la course à leur recherche de l'eau. C'est très complexe comme problématique, ces molécules se dégradent, donc on doit chercher toutes les molécules filles dans les ressources en eau, on en découvre tous les jours. Et puis une course à la connaissance sur leur impact sur la santé."*

*"Quand on traite sur un champ, il y a un voisin pas loin. C'est la raison pour laquelle beaucoup ne portent pas d'équipements individuels de protection : ça fait partie de l'acceptation de la profession par les riverains."*

*"On en connaît beaucoup dans ce secteur qui sont morts de maladie, c'est du chimique, c'est pas naturel."*

Plusieurs audités ont déploré également les **coûts curatifs** engendrés par le **changement climatique**, mais aussi par les **conséquences de l'usage des produits phytosanitaires** (la dépollution de l'eau pour la rendre potable, les soins de santé, ...), qui ne sont pas compris dans le prix d'achat des produits phytosanitaires.

*"Aujourd'hui, on en est arrivé de façon pas maîtrisée à consommer de l'eau en bouteille. Dans la baie de Saint Brieuc on dépense des sommes pour traiter les effets*

*délétères de ce que l'on aide d'un autre côté : les sous donnés par la PAC pour la production, les sous donnés aux collectivités locales pour traiter ce qui a été fait.*”

*“La non reconnaissance du vrai coût de cet enjeu environnemental. Ces pratiques et ces produits chimiques ont un coût sous-estimé en termes de coût-bénéfice pour les agriculteurs. L'agriculteur ne supporte pas l'intégralité du coût, le produit chimique est plus économique. S'ils ont ajoutait les coûts de traitement de l'eau, de la santé de la population, peut-être que l'on rendrait moins attractif l'utilisation de ces produits.[...]”*

Cependant, plusieurs audités de secteurs variés ont tenu à préciser que ces problèmes environnementaux et sanitaires **ne sont pas dûs uniquement à l'activité agricole.**

*“A côté de Rennes, il y a des fongicides dans l'eau, mais c'était des matières actives qui ne s'utilisaient pas dans l'agriculture, c'était des nouveaux lotissements avec les peintures. C'est pareil pour les algues vertes : on ne parle pas des stations d'épuration pour les algues vertes : elles sont trop petites pour la période estivale, les eaux usées non traitées finissent dans la mer. Et ça si personne du monde agricole ne le dit, tout le monde nous accuse.”*

### **B. Une déprise agricole en cours**

La majorité des audités a déploré une déprise agricole avec la **diminution du nombre d'agriculteurs**, l'**agrandissement et la céréalisation des fermes**, ainsi que la **difficulté à trouver des salariés** (en particulier en conventionnel, selon certains). Tout cela est lié principalement à deux facteurs, selon les audités :

- La **détresse d'un grand nombre d'agriculteurs**, en particulier des **éleveurs**, s'agissant d'un métier difficile, contraignant, isolé, mal reconnu et mal rémunéré.
- Aux **difficultés rencontrées par ceux qui souhaitent s'installer**, notamment l'accès au **foncier** très difficile hors cadre familial ; et le coût d'achat des **fermes** lié, devenu exorbitant en raison de leur agrandissement successif.

*“Beaucoup d'agriculteurs sont en difficulté, beaucoup trop se suicident, un chaque jour en France, très souvent c'est lié aux emprunts auxquels ils ne peuvent pas faire face.”*

*“Ils ne maîtrisent pas le prix. Ils n'émettent même pas de facture quand ils vendent leurs grains, c'est le seul métier qui n'émet pas de facture.”*

*“On a du mal à trouver des gens en production animale. Il y a une baisse significative de production bovine, les prix de céréales d’aujourd’hui incitent à arrêter de s’embêter tous les jours, avec des heures pas possibles, on se mettra à faire que de la culture et travailler à mi-temps ailleurs pour mieux vivre. C’est une vraie peur pour nous, cela m’inquiète vraiment de voir à quelle vitesse aujourd’hui des gens qui décident du jour au lendemain de changer complètement. Il y a une orientation vers la production énergétique, plus d’une centaine de projets de méthaniers sur le département.”*

*“On passe pour des pollueurs, tricheurs, empoisonneurs et c’est très dur à vivre.”*

### **C. Les obstacles à la résolution des problèmes**

Face à tous les problèmes décrits en lien avec le sujet de l’audit (d’environnement, de santé, de déprise agricole du territoire), les personnes auditées ont souligné **la multiplicité** et la **complexité des obstacles qui empêchent leur résolution** :

#### **C.1. Les obstacles technico-économiques**

Selon la majorité des audités, **l’équilibre économique des filières agricoles bretonnes s’est construit sur l’intensification de la production agricole**, avec une orientation particulière vers l’industrie agroalimentaire et l’exportation. Ainsi, la transition agroécologique a souvent un **coût important** pour tous les acteurs (agro-fournisseurs, producteurs, transformateurs, distributeurs), sans forcément leur garantir un **retour sur investissement**.

*“Tout le système s’auto-entretient. La Bretagne était une région pauvre qu’on a spécialisée dans l’agriculture : des abattoirs de proximité se créent, puis des ateliers de découpe, puis il faut que les coopératives s’intéressent à la production de céréales, et donc aux phytos. Une fois que t’es dans cette spirale, les coopératives quand tu leur parles d’agroécologie pour eux ça veut dire baisse de rendement et tout ce qui va avec n’est pas viable économiquement.”*

*“Nous [la coopérative] aussi les phytos pèsent énormément dans nos bilans [...] Si demain on perd ça, moi demain je supprime 1/3 de nos équipes [...] on n’est pas les bonnes œuvres : ça ne se fait pas sans rentabilité.”*

*“J’ai l’exemple en tête d’un industriel qui fait de la congélation de légumes. Ils aimeraient bien sortir des phytos, mais ils ont du mal car ça demande des rotations, donc d’intégrer de nouveaux légumes à leurs débouchés.”*

En ce qui concerne les **agriculteurs**, leur endettement et les contraintes imposées par les filières exercent une **forte pression économique** sur eux, ce qui **limite leur marge de manœuvre** selon les audités. D’autre part, leur **forte charge de travail** (notamment des éleveurs laitiers) limite leur disponibilité pour se former, réfléchir à leur système, mettre en place des changements, et participer à des groupes ou à la politique. D’ailleurs, outre le frein de la charge de travail, les audités jugent souvent les techniques et les systèmes alternatifs **plus coûteux, moins efficaces** que les produits phytosanitaires **sur le court terme** et/ou **pas adaptés** aux réalités des exploitations.

Par ailleurs, l’**agrandissement** implique un manque de temps encore plus important selon les audités ; en plus de la **céréalisation** et de la **méthanisation**, cela mène à la **simplification des assolements** et à la **sécurisation des rendements** par l’usage préventif des produits phytosanitaires. Par ailleurs, plusieurs audités se sont plaints de la **disponibilité décroissante de molécules**, souvent en soulignant la **difficulté de s’en passer** dans la culture de **légumes**, des **céréales**, ou pour le **non labour des sols**. Selon plusieurs audités (notamment régionaux), il manque de la recherche pour remédier à ces aspects.

*“Les légumes industrie sont plus consommateurs de phytos, car dans les sachets de congélation il faut des produits intacts, pas de taches, de trous, etc. Ce sont des contraintes qui font qu’on a une pression phyto plus forte en production légumière.”*

*“On leur demande de produire de nouvelles cultures mais sans leur apporter des débouchés derrière. Ça rejoint aussi les coop, qui ont un peu le monopole sur les débouchés.”*

*“Le consommateur veut des produits les moins chers possible, mais il y a un moment où tu peux pas. C’est aussi les grandes surfaces [qui baissent les prix], mais à un moment l’agriculteur ne peut plus réduire ses charges.”*

*“Le frein principal pour l’agriculteur c’est le temps de travail nécessaire à l’entretien du bocage. [...] C’est pas rémunéré donc c’est compliqué de prendre du temps.”*

*“Il n’y a pas de main d’œuvre pour extensifier les exploitations ou faire du désherbage mécanique.”*

*“Un gros frein pour passer à un système herbager c’est la structuration de la ferme avec des terres morcelées et non regroupées autour du bâtiment, elles sont difficilement accessibles pour pâturer depuis le bâtiment.”*

Pour ce qui est des **débouchés alternatifs**, ceux-ci ont été souvent jugés **rares, peu rémunérateurs et trop instables**. Un exemple particulièrement cité a été la crise du bio.

*“L’année dernière j’ai essayé le sarrasin, [...] Le problème c’est qu’une fois qu’on a récolté, la marge brute sarrasin et blé c’est pas la même, on revient à l’économie. Quand on voit le prix du blé, les gens ne vont pas s’embêter à faire du sarrasin [...] quand on rajoute tous les coûts de battage, de séchage, ... Ça ne vaut pas le coup de récolter.”*

*“La crise bio freine la transition, fait stagner le modèle agricole. La consommation n’y est plus, donc ça n’encourage pas à aller vers ce système. Pour HVE et Terre de sources on manque de lisibilité sur l’achat du consommateur et des collectivités. Donc ils [les agriculteurs] y vont doucement.”*

## C.2. Les obstacles culturels, relationnels, psychologiques et de connaissance

Plus de 2/5 des audités déplorent le **manque de compréhension et de confiance entre le monde agricole et le reste de la société**, ce qui crée souvent des tensions, voire des conflits. Des oppositions existent aussi **au sein du monde agricole**, entre les agriculteurs (exemple bio vs. conventionnels) ou entre les syndicats agricoles par exemple. Les audités l’ont souvent expliqué tout cela par :

- La **méconnaissance du monde agricole de la part de beaucoup de citoyens**, en lien avec l’agribashing et avec les demandes contradictoires. La moitié des audités ont cité l’exemple de **l’incohérence entre le discours environnemental et les consommations qui ne priorisent pas l’alimentation dans le budget**, même si pour certains, le pouvoir d’achat du consommateur et le manque de transparence des filières peuvent affecter les choix alimentaires.

*“Il y a souvent des incompréhensions entre les habitants et les agriculteurs. La population a du mal à imaginer que changer de pratiques c’est pas simple.”*

*“Si la population acceptait de payer son pain le double du prix, on n’aurait pas de fongicide.”*

*“C’est plus important de partir en vacances, de changer son téléphone tous les 3 ans, que de se nourrir.”*

- **La faible prise de conscience des enjeux de la transition agroécologique par un grand nombre d’acteurs du monde agricole**, liée notamment à leur histoire, à leur isolement, à leur entourage, mais aussi au manque de connaissances, notamment agronomiques et écologiques.

*“En campagne il y a beaucoup de qu’en dira-t-on, on se compare entre nous sur les rendements ou la propreté des champs], mais pas positivement. Il y a beaucoup de répétitions générationnelles aussi, où on fait comme les parents.”*

*“Les agriculteurs sont paumés par rapport au conseil, ils se reposent beaucoup sur nous, même pour leurs cultures.”*

*“Il y a un frein culturel, beaucoup de gens pensent que le bio c’est une agriculture de niche qui ne peut pas se généraliser; alors qu’il y a des études scientifiques menées démontrant que l’agriculture bio peut nourrir le monde entier avec des pratiques adaptées à chaque pays. Mais dans cette étude, il est écrit que les pays riches doivent diminuer la consommation de produits carnés avec les protéines végétales....”*

### **C.3. Les obstacles politiques**

Selon plus d’un tiers des audités, il y a un **manque de volonté politique** pour impulser les changements attendus par la population (agricole et non agricole). Beaucoup ont associé ceci à l’**influence des lobbies économiques**.

Plusieurs ont pointé notamment :

- Une **dérégulation des marchés internationaux**, responsable des prix agricoles trop bas et fluctuants et de la dépendance des systèmes aux intrants importés (engrais, énergie, soja).
- Une **PAC** qui oriente vers une agriculture peu vertueuse.
- Un **manque d’évaluation et de communication** sur l’efficacité des pratiques et des systèmes alternatifs.

*“Les politiques n’ont pas forcément la volonté de faire changer les choses, c’est la problématique économique avec des notions d’emplois. Ça risque de condamner des entreprises qui embauchent les gens.”*

*“Le principe de précaution devrait nous permettre de passer outre les démonstrations scientifiques, on ne devrait pas avoir besoin de preuves scientifiques irréfutables pour pouvoir agir.”*

*“De mon point de vue spectateur, il y a un effet retard important [dans la prise en charge des problèmes]. ils [les acteurs publics] essaient de résoudre les problèmes qu’ils n’ont pas résolu il y a 20 ans, plus que de travailler sur les problèmes d’aujourd’hui, ils restent sur les nitrates. Nous on leur dit que si l’on ne traite pas ce problème aujourd’hui, dans 20 ans ce sera encore pire pour gérer.”*

Plus d’un tiers des audités ont également déploré des **stratégies politiques réfléchies uniquement sur le court terme**, avec des décisions **changeantes**, qui au cours du temps finissent par **se multiplier et s’opposer**. Plusieurs audités du monde agricole ont souligné la **complexité de la réglementation** (notamment sans compensations pour les pertes de production engendrées) qui aggrave le mal-être économique et moral des agriculteurs.

Deux exemples de politiques contradictoires nous ont été particulièrement cités :

- Les mesures pensées séparément, **sans prendre en compte d’une façon globale tous les volets de la transitions agroécologique** (eau, sols, climat, air, aliments...).
- La demande de **produire plus et à pas cher, tout en polluant moins**, déplorée surtout par des audités régionaux.

*“C’est compliqué pour les agriculteurs car parfois les objectifs de différents plans peuvent se contredire : ils doivent faire du désherbage mécanique mais ça demande plus de gasoil car il faut faire plus de passages [qu’avec un pulvérisateur], et c’est donc pire pour les gaz à effet de serre.”*

*“On est dans l’incompréhension quelques fois avec le sans labour, où ils doivent utiliser du glyphosate quand même, alors qu’ils sont un puits de carbone. [...] On va finir avec de l’érosion à cause du labour. On ne peut pas gagner sur tous les tableaux, il faut savoir jusqu’où on veut aller.”*

*“On est tiraillé par des messages de sens opposés, donc il y a un immobilisme. Tous les facteurs sont antagonistes”*

*“Certaines fois ça n’a pas de sens : tu dois augmenter tes bandes enherbées, ça fait autant de terres en moins pour les agriculteurs, et zéro compensation en face. C’est un peu tant pis pour eux, ils sont obligés de le faire.”*

#### **C.4. Spécificités des territoires**

Certains problèmes et freins sont ressortis plus ou moins selon les phases de l’audit, témoignant des particularités de chaque territoire ainsi que des différences de perception entre les acteurs régionaux et les acteurs locaux. Suivant les phases, ils ont beaucoup mentionné :

- Sur le BV de l’**Arguenon**, le fort mal-être des éleveurs, l’influence de l’environnement rural proche de l’agriculteur (technico-commerciaux, famille, collègues), ainsi que la lourdeur des contraintes réglementaires sur les nitrates.
- Sur le BV du **Meu**, l’agrandissement des fermes, la difficulté à trouver de la main d’œuvre et le manque de débouchés alternatifs ; mais aussi le manque de volonté politique pour impulser la transition. Enfin, nous avons remarqué l’importance de la méthanisation de cultures vertes dans ce territoire, car un tiers des audités de ce BV en ont déploré des conséquences, notamment : l’intensification de la production qui augmente l’usage de PP et qui appauvrit les terres, l’impression de « gaspiller » de la nourriture, et l’augmentation des prix du foncier.

*“La méthanisation n’arrange pas les choses, car il faut sortir le maximum de fourrage, du rendement pour approvisionner la méthanisation. Ils essaient de sortir 3 récoltes en 2 années. On a une concentration de méthaniseurs... Il n’y a pas de contrôle du travail, ils font des heures pas possibles. Et niveau économie, il y a une surenchère du foncier. Au détriment de nos élevages, surtout de la production laitière. Qui recule. Le temps que les pouvoirs publics s’en aperçoivent ce sera trop tard, en Allemagne ils arrêtent et ici on aide trop la méthanisation.”*

- Dans la phase **régionale**, le manque de recherche de solutions alternatives, ainsi que la volonté de produire assez pour nourrir la France ou le monde.

*“Depuis un mois, on voit une nécessité de nourrir le monde, il va falloir nous accompagner, là le cap est encore plus dur qu’avant, notamment sur l’aspect économique.”*

### **5. Le coeur stratégique du problème, selon les audités**

Lorsque l’on a demandé aux audités si pour eux il y avait un problème de fond ; ils ont souvent repris un problème déjà évoqué, mais certains ont mentionné un nouveau, et d’autres n’en ont pas trouvé un seul. En tout cas, plusieurs types de problèmes de fond ont été cités :

- **sociologiques** (pour 1/3 des audités)
- **politiques** (pour 1/3 des audités)
- **économiques** (pour 1/3 des audités)
- **spécifiques aux agriculteurs**, tels que les difficultés économiques et le manque de temps et de main d’oeuvre (pour 1/3 des audités)
- **techniques**, liés à la recherche (pour 4 audités)

*“C’est difficile car c’est un problème systémique. Une déconnexion du vivant de toute la société, notamment au niveau du consommateur, qui ne priorise pas son alimentation [...] l’éducation au vivant et à l’alimentation, on ne passe pas. [...] On est rattrapé par des problèmes quotidiens [...]”*

*“On essaie de regarder les sujets les un après les autres, mais tous les sujets sont liés, c’est tout le système qui ne respecte pas les fondamentaux de la nature. [...] Ecophyto c’est bien mais si on veut être cohérent il faut éviter d’acheter du soja du Brésil.”*

*“La capacité à se parler, à admettre qu’on ne sait pas à la place des autres. [...] Comment faire si on n’a pas un objectif convergent ? On va tous dans un sens différent, on ne règle aucun problème, dans Ecophyto on est là. Ce n’est pas une question de technique, c’est des questions sociologiques, d’organisation.”*

#### **L’avis de l’équipe d’audit sur la partie Identification**

Pour nous, cette première partie montre que, loin de concerner uniquement le monde agricole, la transition agroécologique (dont la réduction de l’usage des produits phytosanitaires) est plutôt un **choix de société**. Nous avons remarqué également que **la vision de cette transition est partagée** entre les audités, même si le “point d’arrivée” se trouve plus ou moins loin du modèle agricole actuel en fonction de l’audité. De même, pour ce qui est des produits

phytosanitaires, malgré leur qualités reconnues par la plupart des audités, la quasi-totalité d'entre eux partage une **volonté de réduire leur utilisation et leurs impacts**.

Nous avons également constaté que le système global des acteurs et des problèmes est très complexe, les problèmes identifiés par les audités sont majeurs et multiples. Les prendre en charge nécessite ainsi une **mobilisation d'ampleur** sur tous les secteurs (agricole, industriel, civil, politique, etc). En particulier en Bretagne, où le secteur agroalimentaire a une forte emprise sur l'agriculture du territoire. Dans ce contexte, compte tenu des volontés partagées, la mauvaise relation entre les acteurs semble les empêcher de **s'entraider** pour avancer ensemble vers des objectifs communs gagnant-gagnant.

## **Partie II - Diagnostic de l'action engagée : Le constat partagé d'un manque d'efficacité du mode d'action classique**

### **1. Acteurs actifs, leurs actions, et évaluation de leurs actions par les personnes auditées**

Les acteurs interrogés ayant des points de vue souvent différents, leurs avis sur des mêmes structures ou actions peuvent parfois être contraires.

Aussi, le territoire étudié est très vaste, et les problèmes ont été considérés par les personnes auditées à la fois aux niveaux local, régional, national et mondial : les acteurs et actions évalués par les audités ont ainsi été particulièrement nombreux, et la liste développée ci-dessous n'est donc pas exhaustive.

#### **A. Trois grands types d'acteurs explicités par les personnes auditées**

##### **A.1. Les acteurs impulseurs du changement sur le terrain, selon les audités**

Ces acteurs sont ceux qui ont un impact sur la production agricole par leurs politiques ou orientations stratégiques.

Deux tiers des personnes auditées ont cité des **acteurs réglementaires**, tels que l'Union Européenne et l'Etat (comprenant les ministères, parlementaires, les services de l'Etat et le préfet). Leurs réglementations et stratégies ont été perçues majoritairement négativement, notamment pour leur manque d'ambition vis-à-vis de la transition agroécologique, souvent par manque de moyens, de contrôles et d'évaluation.

*“Les politiques, ils font un pas en avant, 2 pas en arrière, ça change tout le temps. Tu ne sais jamais quelle décision peut être prise et retournée pour un oui ou pour un non. »*

*“Je reste convaincu que cette notion de séparation de la vente et du conseil aurait mérité bien autre chose. [...] Avec ce qui est mis en place, on perd même la traçabilité du conseil de préconisation sur les produits phytosanitaires (qui de toute façon est fait), donc c'est pire que mieux. L'agriculteur va voir son conseil stratégique 2 fois en 5 ans, son vendeur de phyto passe tous les 2 mois, plus ou moins, c'est qui qui va l'emporter ? Je vous laisse deviner.”*

*“L'intérêt d'HVE est que c'est multicritère : il y a des volets en biodiversité, en économie d'eau, en phyto, mais rien sur le phosphore, nitrates dans l'air... Mais c'est un dispositif très négocié donc peu ambitieux.”*

Les acteurs cités majoritairement pour les **financements** qu'ils octroient, tels que l'Agence de l'eau, le Conseil Régional et le Conseil Départemental (plus faiblement mentionné que les autres), ont été cités par un quart des personnes auditées. Ils ont souvent été jugés comme nécessaires actuellement pour impulser le changement, mais manquant souvent d'ambition.

*“Les financeurs font des aides aux systèmes par les MAEC ; ou des aides à l'investissement selon des cahiers de charges très précis (désherbage mécanique ou du matériel pour récolter de l'herbe ; aides aux chemins pour les pâturages, ...). Parfois ils financent des pulvérisateurs pour moins utiliser de produits phytosanitaires, mais cela pousse à en utiliser, ça sert à éviter des gaspillages mais ça n'entraîne pas de diminution de doses, c'est dommage de subventionner cela.”*

Certains acteurs, comme les syndicats d'eau, les EPCI ou les communes, ont été cités comme **très mobilisateurs** sur leur territoire, en particulier par les audités locaux (seules quelques

personnes auditées en phase régionale ont cité leurs actions). Beaucoup considèrent en effet que **la qualité de l'eau** est importante pour ces acteurs (vis-à-vis des produits phytosanitaires ou non), et qu'ils peuvent être moteurs en sensibilisant le monde agricole et la population de leur territoire sur les produits phytosanitaires (en particulier les syndicats de BV et les communes "zéro phyto"), et en interagissant avec les acteurs de leur territoire, qu'ils connaissent bien selon les personnes auditées. Cependant, plusieurs personnes auditées jugent que certains de ces acteurs se sont emparés du sujet depuis peu et qu'ils manquent encore de compétence, ce qui fait qu'ils manquent parfois d'évaluer leurs actions.

*"La Communauté de communes met en place des choses pour favoriser l'installation. C'est aussi elle qui gère Breizh bocage. Breizh bocage, c'est incitatif, mais insuffisant : il n'y a eu que 8000 arbres de plantés alors que 3 fois plus ont été supprimés."*

*"Des communes font quand même pression et énormément d'efforts pour éviter l'agrandissement, et elles font parfois des préemptions."*

Plusieurs personnes auditées ont aussi considéré que certains acteurs sont mobilisateurs et particulièrement impactants sans en être contraints : une partie des consommateurs, qui choisissent d'acheter en faveur de la transition agroécologique ; certains producteurs d'eau ou autres entreprises qui choisissent de rémunérer les agriculteurs pour leurs changements de pratiques (notamment grâce aux fonds RSE) ; et le Parc Naturel Régional Vallée de la Rance sont des exemples qui ont été cités par plusieurs audités.

Au contraire, certains acteurs ont été cités comme ayant la possibilité d'être mobilisateurs pour la transition agroécologique, mais manquant encore de volonté : c'est le cas de la Safer et de la CDOA qui ne favorisent pas les installations selon plusieurs audités, ou de la MSA, qui n'accompagne pas assez les agriculteurs concernant les maladies professionnelles (en termes de communication et de reconnaissance de ces maladies) selon certains audités.

## A.2. Les acteurs apportant des idées et techniques aux agriculteurs, selon les auditées

Tout d'abord, selon la moitié des auditées, les **agriculteurs** sont considérés comme des acteurs actifs : selon eux, beaucoup d'entre eux font des efforts pour s'engager dans la transition agroécologique.

Les acteurs suivants sont ceux qui, selon les auditées, peuvent **apporter des connaissances techniques ou accompagner** les agriculteurs dans leurs choix de systèmes et de productions :

Les **conseillers** ont été très largement cités, car ils guident les agriculteurs dans les techniques qu'ils peuvent développer. Selon la moitié des personnes auditées, les plus impactants pour engager la transition agroécologique sont les **associations dédiées aux agriculteurs**, puisqu'elles peuvent leur proposer des accompagnements techniques et économiques, tout en améliorant souvent leur lien social. La **Chambre d'Agriculture** a recueilli des avis plus partagés : même si ses techniciens accompagnent la transition agroécologique (selon la majorité des auditées), ils sont parfois freinés par leurs élus ne souhaitant pas avancer vers cette transition (selon ⅓ des auditées).

*“Tous les groupes de développement agricoles (CIVAM, Adage, Agrobio, GAB), ils sont acteurs de cela, ils sont sur le terrain pour accompagner les agriculteurs dans leurs préoccupations et questionnements, c'est un gros levier. Ils ont un résultat de malade.”*

*“Le CETA ne travaille pas sur le changement, mais avec les agriculteurs tels qu'ils sont. Il a le gros avantage de travailler sur l'autonomie de décision des agriculteurs, [...] 19% des adhérents sont passés en bio en étant initialement au CETA : ils gagnent en ouverture d'esprit, ils étudient beaucoup les chiffres (chiffre d'affaires et revenu).”*

*“La Chambre fait des rendez-vous techniques ou de bout de champs [...]: Mais pas grand monde ne vient, par manque de temps, de communication, et les agriculteurs ne se déplacent pas loin sauf s'ils sont vraiment intéressés. Il faut vraiment avoir une bonne relation avec l'agriculteur.”*

Cependant, le conseil en faveur de la transition agroécologique touche moins d'agriculteurs que le conseil des technico-commerciaux des coopératives et négoce selon les personnes auditées (cités comme étant les plus présents auprès des agriculteurs). Cependant, si certains

audités reconnaissent que les coopératives et négoce font des avancées vis-à-vis de la transition (par le développement et la vente de biocontrôles et la mise en place de filières notamment), un quart des audités estiment qu'ils sont surtout motivés par la vente d'intrants et par la collecte de productions à fort rendement.

*“On [les coopératives] reste l'acteur privilégié qui vend les produits phytosanitaires, donc on donne des recommandations sur les produits phytosanitaires, on est les seuls à les donner sinon ce serait libre-service phytosanitaire, il n'y aurait pas d'accompagnement des agriculteurs. C'est utiliser les bons adjuvants, traiter dans les bonnes conditions : les agriculteurs continuent de le demander; et personne ne leur fournit ce conseil gratuitement comme on le fait.”*

Enfin, certains ont trouvé que les **conseillers indépendants** sont aussi actifs par leur souci d'autonomie des agriculteurs.

Les acteurs de la **recherche et développement** (en agronomie, génétique, mécanique, etc) ont été jugés par un quart des audités comme nécessaires pour trouver des techniques alternatives aux produits phytosanitaires (et ainsi pallier des suppressions de molécules).

L'**enseignement agricole** a aussi été cité par 1/6 des audités comme évoluant vers l'agroécologie (par l'agronomie et une meilleure utilisation des produits phytosanitaires), mais c'est encore insuffisant selon eux.

*"Les programmes en lycée agricole sont plein d'agroécologie en filière pro ou technologique depuis 12 ans, [...] mais on [les professeurs de lycées agricoles] n'a pas les outils technologiques pour mieux transférer les choses aux étudiants : ils ne peuvent pas essayer réellement les méthodes : les expérimentations système sont peu mises en place dans les écoles"*

Enfin, plusieurs ont cité les **ETA et CUMA** comme actifs car ils permettent de rendre disponible le matériel nécessaire au désherbage mécanique.

### A.3. Les acteurs influenceurs, selon les audités

Ces acteurs ont surtout été cités comme pouvant influencer sur les choix de la population ou des politiques, et pouvant ainsi impacter à terme la production agricole.

Un quart des audités ont cité des **collectifs, mouvements, associations de la société civile ou experts scientifiques** comme ayant à la fois un rôle de **sensibilisateur et d'accompagnateur** de la population et du monde agricole à l'environnement, à l'alimentation et aux effets des produits phytosanitaires, et un rôle de **lobby** auprès de politiques (par des participations aux réunions, des actions en justice ou des manifestations). Les personnes auditées ont été particulièrement mitigées concernant leurs actions.

*“Les associations environnementales, comme Eau et Rivières de Bretagne ou L214, ont le mérite d'appuyer là où ça fait mal des fois, et remuer la merde, faire bouger les choses. Mais ils ont souvent une position extrémiste, et pas suffisamment constructive, ce n'est pas en faisant la guerre aux agriculteurs que l'on va avancer, ça crée deux mondes qui ne se parlent plus.”*

D'autres acteurs ont été cités seulement pour leur rôle de **sensibilisation**. C'est le cas de l'**enseignement général**, qui a été mentionné par 1/12 des audités comme sensibilisant à l'environnement, mais pas encore à l'agriculture, et en mettant trop en avant la technique. Les **films et médias** (agricoles ou non) ont aussi été cités comme sensibilisateurs, même si certains trouvent leurs informations biaisées.

*“Les médias parlent de sujets qu'ils ne maîtrisent pas, ils font des reportages avec des incohérences, avec un vocabulaire qu'ils détournent. Ils essaient de trouver des choses choquantes à dire, mais elles ne sont pas représentatives de la réalité.”*

Enfin, d'autres acteurs ont été cités majoritairement pour leur rôle de **lobby** auprès des politiques et agriculteurs, en particulier les **syndicats agricoles et les filières amont et aval**. La majeure partie des audités qui les ont cités regrettent que ce sont surtout ceux qui ne souhaitent pas une transition agro-écologique aboutie qui ont le plus de poids dans les discussions et instances auprès des politiques.

*“L’échelle syndicale agricole négocie avec l’Etat pour produire toujours plus, je parle surtout de la FNSEA. C’est elle qui est en relation avec le gouvernement, les autres syndicats ne font pas entendre leur voix.”*

## **B. Les actions en place ayant un fort impact positif, selon les personnes auditées**

Plusieurs actions sont développées par différentes structures pour favoriser la transition agroécologique et ont été reconnues comme **particulièrement impactantes**.

En premier lieu, les actions qui **rémunèrent l’agriculteur** pour ses efforts et sa prise de risque permettent de massifier le changement selon de nombreux acteurs : c’est le cas de la mise en place de **certifications** et de **filières**, mais aussi des **MAEC et PSE** (jugés plus ou moins mobilisateurs selon leur faisabilité et leur adaptation aux besoins des territoires).

*“HVE3 est une des solutions si elle permet une redevance financière : elle permettrait d’en emmener un maximum vers là plutôt qu’une minorité pour faire du bio.”*

*“Les coopératives et industries agroalimentaires, dans la mesure où ils font évoluer les cahiers de charges et les contrats de filière, ils ont une vraie capacité de transformer ce qui se fait sur le territoire. La Cooperl par exemple, a une force de frappe énorme, quand elle décide de mettre en place des pratiques plus respectueuses ou zéro phyto elle arrive à entraîner une masse importante d’agriculteurs. Nous [les Collectivités] on n’arrive pas à massifier aussi vite. C’est un constat de manque de percussion de la force publique sur cette capacité d’agir par rapport aux organismes privés. Parce qu’avec les filières, derrière il y a une garantie économique, un soutien économique, une garantie de vente de produit, une sécurité pour l’exploitant.”*

*“Le principe des PSE, c’est l’amélioration : à l’année n+1 il faut faire mieux que l’année n, toujours avec une rémunération. Alors que les MAEC, c’est un cap à atteindre, c’est un engagement plus fort (donc le individuel est plus fort) mais moins mobilisateur. Les PSE c’est sur un territoire avec une animation sur ce territoire, ce qui n’est pas le cas des MAEC.”*

Les actions **favorisant le désherbage mécanique** (son financement, accompagnement technique, démonstrations), qui sont développées par de très nombreux acteurs bretons, notamment pour son efficacité sur les cultures de maïs et sa possibilité de massification à

grande échelle qui permettrait de diminuer significativement l'utilisation d'herbicides selon beaucoup de personnes auditées. Cependant, quelques-uns considèrent que le focus sur cette technique peut empêcher des changements plus ambitieux (en termes de financements et moyens humains).

*“Sur le Meu c’est le plus utile, car la problématique principale est le désherbage du maïs, et c’est la culture la plus facile pour faire le désherbage mécanique. C’est un levier énorme, mais c’est plus technique, donc l’accompagnement est très long.”*

Enfin, **le travail de groupe** (en particulier les groupes Ecophyto) est aussi considéré comme positif et à développer, en particulier car il permet d'empêcher l'isolement des agriculteurs en plus de favoriser les changements de systèmes de production, même s'ils touchent peu d'agriculteurs selon les audités.

*“Un agriculteur seul a plus de mal à bouger et en groupe il se trouve bousculé d’avantage : il a besoin de se confronter aux autres agriculteurs qui se retrouvent dans des situations similaires.”*

*« Moi je [éleveur en conventionnel] fais partie d’un groupe Dephy : l’avantage du groupe c’est qu’on a des différentes productions avec différents modes de production : on est tous ensemble avec des maraîchers, des bio, etc : il y a besoin de tout le monde.”*

### **C. Les problèmes désignés par les audités comme freinant l'impact de plusieurs structures**

Selon de nombreux audités, certaines actions **manquent de massification ou d'impact**. C'est le cas des actions **volontaristes** et des actions développées par les **associations (agricoles ou non), qui manquent souvent de moyens** pour toucher plus de monde sur la transition agroécologique.

Le manque de lien avec le terrain de certaines structures (en particulier l'Etat, les financeurs, l'INRAe et la Chambre d'agriculture) contribue selon beaucoup au développement d'actions non souhaitées par les acteurs ciblés (agriculteurs, coopératives, ...) et à un manque de diffusion de leurs résultats (en particulier pour la recherche).

*“Depuis les années 1990, l’Agence de l’eau subventionne énormément, avec le Département et la Région, pour financer des animateurs de bassins versants. Mais il faut se rendre à l’évidence que ça ne sert pas à grand-chose. C’est volontariste, et vu l’argent, on aurait pu l’utiliser autrement.”*

*« Le chercheur, son idée est bonne mais peut-être que ce n’est pas facile à mettre en œuvre, il ne prend pas en compte les contraintes du monde agricole. »*

*“Aujourd’hui, en Bretagne, la Chambre a un peu quitté en Bretagne tout ce qui est conseil aux agriculteurs. Ils sont beaucoup moins présents, seulement en partenariat. Avant ils avaient plein de plateformes d’essais, maintenant ils n’ont que quelques sites. Je les trouve moins actifs qu’il y a 15 ans. Ils restent sur du conseil, mais ça devient plus théorique : ils sont beaucoup moins sur le terrain.”*

## **2. Organisation et fonctionnement du système d’acteurs actifs, selon les audits**

### **A. Des discussions existent pour essayer de fixer des objectifs communs, mais le manque de collaboration entre acteurs freine la mise en place d’actions coordonnées**

Selon la moitié des audits, il existe des **lieux de discussions** sur le sujet entre les acteurs aux échelles régionales (en particulier les CAE, citées par les audits régionaux) et locales (citées par les audits locaux).

*“L’instance régionale avec le plan d’action régionale nitrate a donné la culture de travail ensemble avec la Chambre, les coopératives, la DRAAF sur les nitrates et a permis une fluidité de discussion sur d’autres sujets : il y a des lieux et instances pour parler, même si on n’est pas d’accord. C’est la spécificité de la Bretagne, car le problème de l’eau existe depuis 20 ans. On a une histoire en commun de travailler ensemble, avec des lieux d’échange.”*

*“La gouvernance qui définit la feuille de route à l’échelle de la Bretagne, c’est la CAE Ecophyto, elle réunit l’ensemble des partenaires, mais qui sont peu mobilisés en termes de débat, l’animation n’est pas la bonne.”*

Cependant, selon plus d'1/4 des audités (en particulier locaux), il est **difficile d'y fixer des objectifs communs**. En effet, de nombreux acteurs sont conviés à ces discussions, mais beaucoup regrettent un manque de représentativité et une écoute différenciée des acteurs (notamment selon le poids des lobbies). Par exemple, les avis et postures des acteurs sont cités comme étant opposés et fixes, ce qui ne crée pas de réel débat et apparente beaucoup de discussions à des réunions d'information selon les audités (en particulier lors des CAE). Selon la moitié des audités, ce manque d'accord sur un objectif commun entraîne un défaut de stratégie commune, et donc de coordination des actions entre tous les acteurs.

*« La difficulté de la démocratie participative, c'est qu'on arrive soit à un faux consensus, soit à un consensus mou. »*

*“On essaie tous à notre niveau, mais la stratégie n'est pas partagée. Tout le monde est un peu convaincu de réduire mais pour beaucoup, « si c'est l'autre qui fait le plus et pas moi ce serait mieux ».”*

*“Ecophyto est assez illisible depuis l'extérieur. L'agriculteur est incapable d'identifier tous les outils et comment on les mobilise (aides à l'investissement, accompagnement, diagnostic). Il n'a pas une vision claire de tout cela, et quand il veut s'engager il est obligé de contacter plusieurs acteurs différents.”*

*“Sur les subventions, on doit tout renvoyer pour les dossiers de chaque structure. C'est tellement compliqué par manque de mise en commun des structures (DDTM, DRAAF, région) qu'on n'essaie pas de prendre les subventions qui existent.”*

Ainsi, selon un quart des audités locaux, le partage d'objectifs ne peut se faire que lorsque le dialogue est organisé autour d'un enjeu commun à tous les acteurs.

*“Les actions entre acteurs restent ponctuelles. Pour réunir tous ces acteurs, il faudrait un exemple concret avec un objectif commun, qui est très dur à trouver, un objectif qui fédère. L'eau en est un, c'est un bel exemple. Si les acteurs pouvaient se réunir autour de l'eau, c'est ce qu'ils font dans les SAGE, c'est bien.”*

### **B. Existence de partenariats ponctuels sur les territoires**

Les partenariats cités par les audités ne concernent souvent que les structures de conseil et les agriculteurs. En ce qui concerne les structures qui organisent ces partenariats : les audités en phase régionale considèrent que la **Chambre d'agriculture** fait le lien au niveau local (en

particulier pour la formation et l'accompagnement, alors que les audités des phases locales considèrent que ce sont plutôt les **collectivités**, et en particulier les syndicats de bassins versants, qui organisent des actions communes avec un large panel d'acteurs.

Beaucoup de personnes auditées ont aussi cité des partenariats **entre structures de conseil**, lorsqu'elles s'organisent entre elles pour partager des techniques et données (notamment au sein des réseaux Cataé, RésAgri ou entre animateurs de groupes Ecophyto), ou lorsque certaines forment les techniciens-commerciaux sur les techniques alternatives. Cependant, selon environ des un quart des personnes auditées, ces collaborations restent **rares en raison de leur manque de temps et de la concurrence entre les conseillers**.

*“Il y a Agrobio qui est venu nous faire une formation [aux techniciens commerciaux d'une coopérative] sur la vie du sol et son analyse pour faire plus d'agronomie, c'était vachement bien parce qu'on ne connaît pas trop tout ça.”*

*« J'ai l'impression qu'il n'y a pas trop de partage entre elles sur les résultats des essais qu'elles font [les coopératives, la Chambre, et autres structures de conseil] ; ça reste compréhensible : chacun investit du temps et de l'argent pour essayer de chercher des solutions. »*

*« On est en concurrence à l'échelle des BV en termes de finance entre les organismes d'accompagnement (GAB, CEDAPA, etc...). La Chambre a 8 fois plus de jours (de financement) que nous, il faut payer ses salariés. »*

*“Ce serait bien d'avoir plus [de travail ensemble entre structures de conseil], mais quand je [animatrice agricole] vois le temps que ça prend, je ne trouve pas ça assez efficient en temps.”*

### **3. Evaluation de la gestion effective de la qualité**

#### **A. Des avancées visibles sur le terrain, mais souvent jugées insuffisantes**

Selon environ 1/3 des audités (majoritairement des audités locaux), **le monde agricole a pris conscience du problème et des changements de pratiques ont été entamés** (seuls quelques uns trouvent qu'il n'y a eu aucun progrès).

*“En termes qualitatifs, on peut voir l'évolution des mentalités lors des discussions que l'on a. Les mentalités évoluent grandement, notamment celles des agriculteurs. On aborde plus facilement des sujets d'agroécologie avec eux, ce que l'on ne pouvait pas faire il y a 10 ans.”*

*“Depuis que je travaille, depuis 2009, donc 13 ans, on a vu évoluer la part de l'agriculture bio, qui est passée de 4 à 12% de la SAU. En ce qui concerne les pratiques agroécologiques et l'agriculture durable, au tout début on en avait très peu et maintenant on est à 30% des exploitations engagés dans la transition agroécologique, alors qu'avant c'était 10%.”*

*“Il y a une minorité de gens convaincus et qui cherchent des solutions, une autre minorité de réticents complets que l'on n'arrivera jamais à faire changer, et la majorité des gens sont entre les deux.”*

Les audités ne sont cependant **pas d'accord sur les avancées faites**, que ce soit en termes de produits phytosanitaires ( leur utilisation ou leur impact) ou de qualité de l'eau, qui est toujours mauvaise selon une partie des audités du Meu, alors que plusieurs audités de l'Arguenon a souligné qu'elle s'est améliorée vis-à-vis des nitrates.

Cependant selon la majorité des audités de toutes les phases, ces avancées ne sont pas suffisantes vis-à-vis des enjeux et des financements placés dans Ecophyto.

*“On a des indicateurs qui ne représentent pas la même chose : on a le QSA, le NODU, et l'IFT, et certains peuvent baisser et d'autres monter. Il y a toujours la personne qui va chercher le chiffre qui va bien en disant que ça a augmenté. C'est impossible pour nous [coopératives] de dire à l'agriculteur que c'est bien car on n'en sait rien nous non plus.”*

*« Cela s'aggrave, même la qualité des eaux, où des fois les nitrates baissent et les phytos augmentent, un indicateur baisse et dix augmentent à côté. »*

*« Tout ça [les actions mises en place] a amélioré la situation, mais aucune de ces mesures n'a permis d'améliorer le nombre de bio, d'améliorer le revenu des agriculteurs ou de diminuer des phytos. Autant d'acteurs mettent en place les choses, mais c'est minime par rapport à l'urgence et la nécessité de l'effort, il faut aller plus loin. »*

## **B. Un problème politique et stratégique en cause**

Selon plus d'un tiers des personnes auditées, le manque de résultats est dû à un **manque de volonté politique** de la part de tous les acteurs institutionnels (Etat, collectivités, agence de l'eau, ...). Selon eux, le financement d'actions multiples et peu efficaces, ainsi que le manque de réglementation bien accompagnée en sont les témoins principaux. Cela est d'autant plus problématique selon un tiers des audités régionaux et du BV du Meu, pour qui la réglementation est une nécessité pour la transition agroécologique, à condition qu'elle soit bien réfléchie.

*« On ne donne pas de mesure réglementaire, il n'y a pas de réel accompagnement financier pour que le paysan ne se retrouve pas coincé, et on ne fait pas de contrôles non plus. »*

*« Quand je compare l'argent sur l'installation versus celui du programme Ecophyto ou des algues vertes, il y a un facteur 10 et je m'interroge, est-ce que les priorités sont au bon endroit ? »*

Par ailleurs, selon 1/3 des audités régionaux et du BV de l'Arguenon, il y a aussi un manque d'efficience à cause **d'un problème de gouvernance ; du manque d'évaluation des actions, et des actions qui visent uniquement le monde agricole.**

*"Aujourd'hui, il n'y a pas de gouvernance pour Ecophyto. Je suis incapable de savoir qui s'occupe de ça, qui est chef de file."*

*« Il y a tellement de sujets derrière la transition, et on s'y attaque les uns à côté des autres par petits bouts... et tout cela est inefficace. Quand tu attaques un sujet, tu risques de dégrader les autres. »*

*" Les acteurs restent les mêmes, et continuent de travailler sur les mêmes sujets depuis 10 ans, sans qu'il n'y ait de remise en cause, il n'y a pas d'auto-évaluations des BV par exemple. C'est pareil, on n'arrive pas suffisamment à relier tel changement de pratique conseillée à tel impact sur la réduction des produits phytosanitaires ou la transition agroécologique."*

*" [...] l'échec est imputable, plus encore, au fait que les actions n'ont sciemment ciblé que les agriculteurs et leurs conseillers, sans tenir compte des effets de "verrouillage sociotechnique", c'est-à-dire des interdépendances qui relient l'ensemble des acteurs*

*économiques engagés dans la logique de systèmes agricoles pour lesquels les pesticides jouent un rôle de pivot. [...] ”*

### **L’avis de l’équipe d’audit sur la partie Diagnostic**

De façon globale, les résultats du mode d’action actuel ont été jugés **insuffisants**, et ils semblent **peu adaptés aux problèmes**. En effet, il nous semble que la **grande majorité des actions visibles par les audités sont celles qui permettent d’améliorer la qualité de l’eau**, et donc de réduire la consommation en produits phytosanitaires. Pourtant, la partie d’Identification de la situation montre que le maintien du métier d’agriculteur et l’amélioration de ses conditions de travail sont aussi des qualités très importantes pour les audités, mais elles semblent très peu prises en charge.

Par ailleurs, une **fracture paraît exister entre : les acteurs au niveau régional**, qui semblent percevoir et évaluer majoritairement des actions réglementaires précises (comme le CSP très abordé par les audités régionaux, mais très peu par les audités locaux) ; **et ceux au niveau local**, en lien direct avec les acteurs de leur territoire (les syndicats d’eau et les EPCI, jugés comme ayant un fort impact sur leur territoire). Certains acteurs régionaux ont ainsi l’impression de toucher peu le terrain avec leurs actions, alors que beaucoup d’acteurs locaux semblent découragés car ils ont l’impression de s’investir dans de petites actions qui ne semblent « *rien changer* », souvent par manque de soutien réglementaire et financier.

Pour nous, le manque d’échange et de coopération entre ces deux échelles, mais aussi entre les acteurs de la même échelle, les empêche de mieux coordonner leurs actions afin d’**avoir un impact plus fort ensemble**. Ainsi, peu d’actions sont jugées réellement efficaces. Par exemple, à part les actions réglementaires, seules les actions qui garantissent un débouché rémunérateur aux agriculteurs (action coordonnée sur toute la filière aval) semblent pouvoir avoir un fort effet d’entraînement.

## Partie III - Prospective : Une évolution globale de la situation qui ne correspond pas aux souhaits des acteurs du territoire, mais dont la transition agroécologique pourrait être une réponse possible

Les incertitudes liées notamment au conflit en Ukraine, à la crise sanitaire Covid19 et au changement climatique ont influé sur la difficulté qu'ont eu plusieurs audités à répondre aux questions.

*“Il est difficile de se projeter dans l'avenir, la situation internationale des ces 3 dernières années nous démontre qu'il y a des changements et des incertitudes, on ne peut être sûr de rien. Il y a des incertitudes de marché de manière générale.”*

Par ailleurs, les scénarii décrits par les audités étant très divers, certains aspects qui étaient vus positivement par certains, étaient vus négativement par d'autres, c'est le cas notamment de :

- La forte diminution de la consommation de produits carnés et de l'élevage.
- L'intensification des productions (par la méthanisation, le hors-sol, la robotisation)
- Le développement de la technologie (numérique, génétique, etc.) et des bassins de rétention d'eau.
- L'orientation de l'agriculture vers le “100% bio”.

### 1. Horizons spatio-temporels choisis par les audités

#### A. Des horizons temporels choisis selon divers critères

Les personnes auditées se projettent sur des horizons temporels très variables qui vont de 2 ans à 50 ans. Les horizons à **court terme** ont été souvent choisis face à l'**urgence** et aux **échéances d'objectifs politiques** (Directive cadre sur l'eau, plan Ecophyto, ...). Les choix d'horizons à **moyen-long terme** sont corrélés au **temps nécessaire pour mettre en place les changements et pour en évaluer les résultats**, mais aussi à la prise en compte des conséquences du **changement climatique** et de l'**augmentation de la population** dans les scénarii. Les échelles les plus choisies par les audités sont comprises entre 10 et 20 ans.

*“2030, car il y a une urgence, on voit bien une accélération des phénomènes : sécheresses, canicules, inondations, il y a un emballement.”*

*“10-15 ans, parce que c’est un délai où tu as des actions qui peuvent se mettre en place au niveau technique avec un retour d’expérience, et au niveau climatique avec le rapport du GIEC, c’est un temps quand même assez court.”*

### **B. Des horizons spatiaux multiples**

Les horizons spatiaux choisis vont **de l’exploitation jusqu’au monde**, cette grande hétérogénéité rend compte à nouveau de la **complexité du sujet**. Cependant, **l’horizon le plus choisi** lors de chaque phase de l’audit a été **la Bretagne**, pour sa **cohérence en termes d’activités économiques, de climat et d’acteurs**, selon les audités.

### **2. Un scénario tendanciel globalement pessimiste sur deux axes principaux : le mode de vie du citoyen et la durabilité de l’agriculture bretonne**

Même si la moitié des audités régionaux étaient plutôt optimistes (souvent avec l’espoir que les actions qu’ils mettent en place donnent leur fruits à l’avenir), le **scénario tendanciel** est globalement pessimiste, particulièrement pour les audités locaux. La projection repose principalement sur deux axes d’évolution :

- **le mode de vie des citoyens**, notamment leur acte d’achat et leur lien avec le monde agricole.
- **la durabilité** (environnementale, économique et sociale) **de l’agriculture bretonne**, qui dépend de la disponibilité de main d’œuvre agricole, selon beaucoup d’audités.

Les audités s’accordent souvent sur le fait que si la tendance actuelle continue, cela mènera tôt ou tard à des **crises de tout type**, provoquant des pénuries d’aliments, d’eau (notamment potable), et d’autres ressources essentielles, créant des **conflits sociaux**.

*“Dans 10 ans ça ne va pas beaucoup changer dans les stratégies, mais dans les faits oui : 30% des agris auront pris leur retraite, et le courant majoritaire va absorber ces terres pour l’agrandissement des structures déjà en place. Il y aura moins d’animaux produits en Bretagne, et moins d’animaux en extérieur, le côté hors sol va toucher les ruminants. Je crains la ferme à production céréalière [...] A côté il y aura des îlots axés sur la bio et peut-être dans les 10 ans avec une organisation du commerce de proximité [...]”*

*“L’opposition entre le monde urbain et le monde rural, il y aura des incompréhensions croissantes. ”*

*“Avec le climat, certaines cultures se feront de moins en moins bien, les ravageurs arrivent de plus en plus. Quand il y a un problème, on peut partir dans les deux sens. Quelle réponse certaines personnes décident de faire à ça?. Ceux qui font de l’agroécologie sont résilients, donc ils seront assez peu impactés, en tout cas moins que les gros. Les autres au lieu de partir vers l’agroécologie ils peuvent partir dans l’autre sens : utiliser plus de phytos, de plus gros tracteurs, .... ”*

*“On va en savoir de plus en plus sur ce qu’il s’est passé et toutes les misères que ça induit (infertilité, maladie, ...). Je pense qu’on a besoin de ce genre de trucs pour avancer.. ”*

*“Cela va s’améliorer vers une baisse de l’usage des phytos d’environ -20%, mais pas dans les objectifs du plan Ecophyto. ”*

### **3. Un scénario négatif où l’axe politique prend une importance particulière**

Le **scénario négatif** mène globalement à une **gravité accrue** des crises décrites dans le scénario tendanciel (climatiques, sanitaires, économiques et sociales), en raison :

- de la **non évolution du mode de vie du citoyen** (notamment ses achats), et d’un accroissement des **oppositions** entre le monde agricole et le reste de la société ;
- de l’**industrialisation** et de la **financiarisation de l’agriculture bretonne**, ce qui mène à un **fort déclin de l’élevage et de maraîchage**. De plus, la céréalisation et le développement incontrôlé de la méthanisation mène à l’augmentation de l’usage d’intrants chimiques, dont les produits phytosanitaires.
- en fonction de l’audité, soit d’un **manque de volonté politique** pour réglementer et accompagner un changement à la hauteur des enjeux ; soit de **l’imposition de réglementations trop contraignantes** qui finit par aggraver la déprise agricole.

*“Si on n’a pas une volonté politique forte, les marchés nous mettront dans des crises les unes après les autres, on s’en tirera pour le moment en France, mais les pays soumis aux importations c’est le bordel. La guerre en Ukraine c’est une guerre de crise alimentaire. Dans les pays très dépendants de l’importation alimentaire, c’est les guerres locales, des crises locales qui entraîneront des migrations importantes et des tensions entre les pays. ”*

*« La suppression immédiate d’un certain nombre de molécules sans solutions techniques et économiques qui tiennent la route. Ça va aboutir à des impasses de protection*

*de cultures, qui pourront conduire à la suppression de filières concernées. [...] Au niveau qualité de l'eau, l'air, le sol : si on supprime des molécules, on risque d'avoir des effets de substitution d'une molécule pour une autre : comme elles sont moins efficaces on va en mettre plus et on va en retrouver plus dans l'eau ou dans l'air ».*

*“La reprise de la production par des capitaux financiers uniquement, qui peuvent arrêter leurs productions à tout moment s'il y a un manque de rentabilité.”*

*“On manquera de tout : de carburant, d'engrais, encore plus de main d'œuvre et il y aura plus de monde à nourrir. On devra produire plus car on sera de plus en plus nombreux sur terre, et les histoires d'agroécologie n'auront plus de sens car il faudra nourrir tout le monde.”*

*“On peut penser à une disparition des éleveurs [...] Il n'y aurait plus d'usines... On risque de se retrouver comme dans le nord de la France, avec un système économique qui est totalement tombé.”*

*“Des problèmes de santé en masse dans les familles d'agriculteurs à cause des phytos.”*

#### **4. Un scénario positif axé sur l'organisation de l'action commune et sur la volonté politique pour le changement**

Le **scénario positif** dessine beaucoup de convergences entre les personnes auditées, avec :

- une **action bien organisée** entre tous les acteurs en raison d'une **prise de conscience générale** sur les enjeux et sur les moyens d'agir.
- Une **forte volonté politique** qui prend des **mesures ambitieuses** avec une approche globale et cohérente (notamment réglementations accompagnées et incitations)

Tout cela mène à une **amélioration globale des qualités** sociales, agricoles et environnementales qui importent les audités :

- une **bonne relation** entre le monde agricole et le reste de la société ; une **revalorisation** (sociale et économique) **des métiers agricoles** ;
- un développement de **systèmes de production adaptés au territoire** (diversifiés et résilients, avec des débouchés locaux). Ces derniers cohabitent avec une production **intensive** (dans des zones à moindres enjeux), afin d'assurer une **autonomie alimentaire** selon certains audités locaux.

- une **amélioration de la qualité de l'eau** (diminution/arrêt des produits phytosanitaires et diminution de leurs impacts), **des sols, de la biodiversité** et atténuation des effets du **changement climatique**.

*“De plus en plus d’exploitations en bio ou raisonnées, ils [les agriculteurs] ont conscience qu’il faut produire différemment [...] si on consomme différemment, les assolements seront différents, il y aura moins de maïs en région Bretagne.”*

*“Que des jeunes se lancent, reprennent des fermes. Socialement, ce serait un nombre correct d’agriculteurs qui nous permettrait de ne pas nous sentir seuls. Ca ferait un renouvellement de générations et on pourrait partager du matériel des points de vue, de l’entraide. [...]”*

*“ Le consommateur paie pour les services environnementaux et pour la qualité du produit. Le bio n’est pas vu comme la seule pratique vertueuse, on se dit que le HVE peut être quelque chose de bien. On ramène tout le monde dans une démarche vertueuse.”*

*“Qu’il y ait des décisions politiques de prises, l’arrêt des pesticides...”*

*“Le Conseil stratégique phytosanitaire devient le cadre de réflexion de l’agriculteur en termes de stratégie phytosanitaire. Tout en découle : il impacte ses choix de productions, mais aussi de formations : il se forme sur des thèmes en lien avec la biodiversité, avec le choix des différents leviers agronomiques.”*

## **5. Des enjeux multiples pour assurer une bonne qualité de vie dans la durée selon les audités**

Les enjeux identifiés par les personnes auditées s’articulent autour de la capacité à assurer une **bonne qualité de vie dans la durée pour tout le monde**.

### **A. Des enjeux environnementaux et de santé humaine**

Selon beaucoup d’audités notre **capacité à préserver un environnement vivable** à l’avenir est en jeu, afin d’avoir une bonne **qualité de vie**, dont une bonne **santé** :

- La **limitation des effets du changement climatique**, par l’adaptation à celui-ci, et par la réduction des émissions de GES.
- Les **ressources naturelles en quantité et en qualité** (eau, sol, air, biodiversité, paysage, énergie, ...).

*“La pérennité des exploitations laitières, donc la pérennité des prairies permanentes et des haies.”*

*“L'enjeu c'est même de pouvoir continuer à produire, on a besoin des pollinisateurs”*

## **B. Des enjeux sociaux et économiques**

Des enjeux sociaux et économiques ont été beaucoup cités également, notamment :

- L'**épanouissement** (économique, social, ...) **des agriculteurs**, et donc le maintien d'**exploitations nombreuses et variées**.
- Une production (en volume suffisant et de qualité) qui garantit une **sécurité alimentaire**.
- Une **dynamique locale résiliente** (production locale avec un lien au sol), **créatrice d'emplois**.

*“ La main d'œuvre, il y a énormément d'exploitations à transmettre dans les années à venir, comment on aménage l'exploitation pour qu'elle soit viable et reprenable.”*

*“La connexion entre les différents acteurs. Soit on va vers une agriculture imbriquée avec les acteurs et avec le territoire, une agriculture plus durable avec vente directe etc... , soit vers une agriculture très industrielle.”*

*“L'attractivité du métier : il y a des gens qui ont 60 ans et qui n'ont jamais pris de vacances, les jeunes ne veulent pas ça, ils veulent une copine, des vacances, partir des semaines l'été avec sa copine. Et comme de moins de moins de femmes veulent s'installer, en général la copine a un travail à part, pas dans la ferme donc la vie familiale est difficile.”*

## **6. Des menaces liées à une action inadaptée face à la complexité des enjeux, à court et à long terme, selon les audits**

Les principales menaces identifiées s'articulent autour :

- du **manque d'action actuel** pour prendre en charge les problèmes actuels, mais aussi les crises qui arrivent (géopolitique, climatique, sanitaire, ...) ;
- du **manque d'approche systémique et de long terme** dans l'action, et du **manque de coopération** entre les acteurs.

*“La PAC 2023-2027, qui ne va pas dans le bon sens : il pourrait y avoir des déconversions en bio : les aides à la conversion existeront, mais celles au maintien ne vont plus exister, enfin 30€/ha c’est dérisoire. C’est un coup dur.”*

*“ [...] le plan France 2030, le président a suivi tout ce qui demandaient la FNSEA, c'est la génétique, la robotique, le numérique, pas d'agronomie, pas de réflexion systémique, on croit qu'avec une solution assez technologique la science pourra réparer les dommages de la science.”*

*“Le développement libéral de l’agriculture.”*

*“Le confort installé depuis la fin de Seconde Guerre mondiale, on n’a pas envie de le quitter, donc on prend des demi-mesures, on procrastine.”*

## **7. Le territoire a des atouts à valoriser selon les audits**

Les **acteurs déjà présents** (collectivités, agriculteurs, organismes d’accompagnement agricole, commissions locales sur l’eau, acteurs des filières, groupes d’agriculteurs Ecophyto, associations de la société civile, industrie agroalimentaire, etc.) sont un atout du territoire à valoriser selon beaucoup d’audits, par :

- leur **savoir-faire** et leur **caractère**, en particulier des bretons ;
- leur **forte capacité d’adaptation**, en particulier des agriculteurs ;
- Leur **capacité à proposer et organiser des actions**, notamment des actions collectives et des démarches ascendantes.

*“La ténacité et l’énergie des agriculteurs bretons pour mettre en place des nouveaux systèmes techniques, pour s’approprier une nouvelle orientation technico-économique. Les agriculteurs bretons, quand ils ont décidé quelque chose, ils le font et ils le font bien.”*

*“Les Bretons sont capables de fédérer tout le monde, du moment où ils se sont approprié un sujet et la solution, ils peuvent mettre tout le monde en route. Par exemple les CUMA et les ETA, ils travaillent ensemble sur un outil commun alors qu’ils sont ennemis, ils ne peuvent même pas se voir. [...] Ils ont une intelligence de faire ensemble. C’est un atout des hommes et du territoire”*

*“Certains gros acteurs, comme la Cooperl, qui prennent conscience et ont des actions concrètes sur le terrain et touchent un grand nombre.”*

*“Ici on a un bon réseau de formation initiale de la formation pour les adultes, par exemple pour l’expérimentation et la recherche et développement.”*

La **prise de conscience générale** sur les enjeux de la transition agroécologique (en particulier les nouvelles générations), ainsi que les **connaissances sur les solutions alternatives** aux produits phytosanitaires, ont aussi été cités comme atouts.

*“La jeunesse, qui a d’autres visions pour le métier d’agriculteurs [...] Leurs aspirations sont différentes par leur éducation et aspirent à des valeurs qui sont autres.”*

*“Les réponses on les connaît, les pratiques on les connaît, les outils existent. Il manque juste le twist pour que ça bascule mais foncièrement il y a beaucoup de choses qui ne demandent plus qu’à être appliquées.”*

*“Les atouts touristiques de la Bretagne, qui peuvent aider à sensibiliser les gens sur la préservation de l’environnement, en faisant le lien avec les produits phytosanitaires.”*

Enfin, le **climat** de la Bretagne, ses **fermes de taille encore familiale**, son **tissu agricole fort**, et la **diversité de ses systèmes et de ses productions**. Ces atouts sont vus par certains audités comme quelque chose qui donne bon potentiel d’alimentation locale à la région.

*“Nos différents types d’agriculture : bio, vente directe, il y a une telle richesse agricole sur la Bretagne, ce sera un atout pour la transition. Dans les régions moins agricoles et plus céréalières, c’est différent.”*

*“On fait de la polyculture-élevage donc il y a une synergie possible entre animaux et végétaux. On a des engrais organiques pour fertiliser les champs.”*

*“L’agriculture est un enjeu important en Bretagne. On a une densité Agricole forte, le nombre d’agriculteurs est important, donc il peut y avoir une mobilisation professionnelle agricole.”*

*“Ici on peut varier les cultures, faire des rotations pour éviter le maximum de désherbage chimique. Il fait beau, on a de la pluie, on a tout qui pousse, on a toutes les cartes, il suffit de bien les exploiter.”*

#### **L’avis de l’équipe d’audit sur la partie Prospective**

Nous avons remarqué que la grande majorité des audités locaux sont **très inquiets pour l’avenir de l’agriculture bretonne**. En effet, la **perte de la polyculture-élevage et de la dynamique économique** des territoires bretons apparaît très souvent dans leurs *scénarii*

tendancier et négatif. De plus, le scénario tendancier des audités mène *in fine* à des crises de tout type (environnementales, sanitaires, économiques, sociales, ...). Pour nous, cette tendance globale d'évolution de la situation, qu'énormément d'audités déplorent, semble être liée à une **priorisation des préoccupations économiques sur le court-terme** (avec des agrandissements, de la céréalisation, ...), **au détriment de ce que les acteurs des territoires souhaitent pour leur avenir à long terme.**

Il faut savoir également qu'une bonne partie des acteurs du monde agricole (notamment du BV de l'Arguenon) craint que les contraintes environnementales supplémentaires aggravent les problèmes de manque d'attractivité du métier. Cependant, une **transition agroécologique bien réfléchie** est vue par la majorité d'audités comme une solution pour arriver vers leur scénario positif (en rendant le métier plus attractif, en préservant la santé et l'environnement, en rendant l'agriculture résiliente aux aléas climatiques, etc.).

## **Partie IV - Propositions d'actions et de stratégies : La nécessité d'un vrai dialogue pour prendre en compte les motivations et les possibilités d'action de chacun**

### **1. Les exigences qualité des personnes auditées**

Pour commencer, nous avons demandé aux personnes auditées dans quel état d'esprit devraient se placer les acteurs afin de mieux agir.

Tout d'abord, selon plus de la moitié des audités, il faut que chaque acteur ait un **respect et une ouverture d'esprit** pour reconnaître aussi bien les **responsabilités**, mais aussi les **difficultés** de chacun. Selon ces audités, c'est le seul moyen d'arriver à avoir une **massification de l'action en incluant tout le monde**. Ils considèrent que cela ne peut se faire que par de la discussion qui permette de sortir des idées reçues, afin de comprendre l'autre et à terme d'arriver à partager des objectifs.

*“Tant que l'on aura une opposition entre agriculteurs et monde associatif, on n'avancera pas. Dans les deux camps, il y a une négation de l'autre. C'est important de*

*comprendre les logiques de fonctionnement de l'autre, nos contraintes, comment on peut s'aider. Si on me dit qu'il n'y a qu'à ne pas utiliser [de produit phytosanitaire], je dirais et ben je ne sais pas faire autrement."*

*"Partir des préoccupations des agriculteurs et ne pas venir avec des choses que l'on pense bonnes pour eux. Sinon on perd notre temps car ils n'auront pas envie."*

*"Il faudra accepter de perdre un peu de rendement (10-20%). Si le prix des phytos devrait payer les coûts de pollution derrière, il serait multiplié par 5 ou par 10."*

Selon  $\frac{1}{3}$  des audités, les acteurs doivent être **ambitieux** vis-à-vis de la transition agroécologique, ce qui demande d'être prévoyant et de prendre du recul, afin de ne pas faire des retours-en arrière. Ensuite, selon un quart des audités (notamment d'associations de la société civile), l'exigence est d'**accepter de changer nos modes de vie**. Il en va de même avec les **modes de productions**, même si les audités ne partagent pas la même vision de production vertueuse.

*"Il faudrait un virage très important. Cela demande énormément d'efforts car c'est un changement de mentalité. Que l'on sache de quoi on a besoin pour être heureux, on n'a pas besoin de posséder énormément. Il faut que tout le monde puisse s'alimenter et se loger. Pour le reste il faut savoir se satisfaire."*

*"Les niches ne nourriront pas le monde demain, il faut que ce soit cohérent en globalité. Avec la population que l'on a, on ne sait pas si on va pouvoir nourrir tout le monde, c'est une grande question. Il y a un juste milieu, il faut trouver un équilibre."*

Enfin, quelques audités considèrent que beaucoup de contraintes sont déjà imposées aux agriculteurs et **que leurs efforts doivent être reconnus** afin de les encourager à en faire plus.

## **2. Les objectifs qualité des personnes audités**

La grande majorité des audités partagent des objectifs, souvent liés aux qualités importantes pour eux (détaillées dans la première question de la partie Identification).

### **A. Rendre le métier d'agriculteur plus attractif**

Le premier objectif est de rendre le métier d'agriculteur plus attractif, en **améliorant leur qualité de vie** (notamment par leur revenu ou la reconnaissance sociétale), et/ou en **facilitant les installations**.

*“Nos produits ont un coût de production, et tant qu'on sera à se battre pour essayer de survivre on n'y arrivera pas.”*

### **B. Mieux engager et massifier la transition agroécologique pour préserver la santé humaine et l'environnement**

L'autre objectif est de réussir à mieux engager et massifier la transition agroécologique, ainsi que la transition écologique en général (dans les autres domaines, mais cette partie de l'objectif ne sera pas développée dans ce rapport car elle est peu concernée par le sujet de l'audit). Pour les audités, la finalité est de **préserver l'environnement**, que ce soit l'eau, l'air, le sol, la biodiversité, le paysage et le climat ; et donc de préserver **la santé humaine**. Selon les audités, plusieurs sous-objectifs peuvent se dégager :

- En premier lieu, seule une **bonne sensibilisation et formation des agriculteurs et techniciens** permettrait de les motiver, de les rassurer et de les outiller pour qu'ils engagent des changements de pratiques et de systèmes.
- Ce sont justement ces changements qui constituent le deuxième sous-objectif partagé par la majorité des agriculteurs : arriver à **diminuer les produits phytosanitaires** par une augmentation du nombre de fermes s'engageant dans la transition agroécologique.
- Enfin, pour une partie des personnes auditées, cette transition agroécologique doit être rattachée à la Bretagne, avec des **productions adaptées au territoire**.

Enfin, pour beaucoup d'audités, ces deux objectifs sont en lien : la transition agroécologique ne sera motivante que si elle améliore la qualité de vie de l'agriculteur, ce qui rendrait le métier plus attractif en même temps. De même, un renouvellement des générations agricoles et une meilleure rémunération des agriculteurs rendent la transition agroécologique plus faisable.

### 3. Les propositions d'actions faites par les audités

Les personnes auditées ont proposé une grande diversité d'actions à développer ou à améliorer. Ainsi, certaines actions proposées par certains sont contraires à d'autres, c'est le cas notamment des suppressions de molécules, de l'apport de connaissances aux agriculteurs sur une bonne utilisation des produits phytosanitaires (ce qui n'encourage pas leur diminution selon certains), à la mise en valeur du bio versus du HVE, etc...). Par ailleurs, la majorité d'entre eux a donné des actions qui pourraient correspondre à des objectifs plus précis que ceux mentionnés dans la question précédente.

Par ailleurs, plusieurs audités ont explicité des actions pour mettre en place une transition écologique (préservation de l'eau dans les communes, diminution des gaz à effet de serre par la population, ...), mais elles ne seront pas détaillées ici, puisqu'elles sont peu concernées par le sujet.

#### A. Propositions d'actions pour rendre le métier d'agriculteur plus attractif

Tout d'abord, selon 1/4 des audités, c'est surtout la **rémunération des agriculteurs** (quels que soient leurs méthodes de production) qui doit être augmentée, car en plus d'améliorer leur qualité de vie, cela leur permettrait d'embaucher afin de réduire leur temps de travail. Selon les audités, cela se joue sur les **prix de leurs produits**, qui doivent être **rémunérateurs** (et donc avec moins de concurrence déloyale des autres pays et/ou moins de marges pour la grande distribution) et **sécurisés** (en étant moins soumis à la spéculation du marché mondial). Plusieurs partagent aussi le besoin de **rémunérer les services rendus par les agriculteurs à la société**, car ceux-ci leur demandent du temps et du matériel : l'entretien du paysage, la protection des zones humides, la décarbonation des productions, etc... Cela serait vu, selon les audités, comme une récompense et une reconnaissance pour les efforts des agriculteurs.

*“Dans les prix de rachat, il faut regarder le prix minimum (à payer à l'agriculteur) en dessous duquel il ne faut pas descendre. Les lois Egalim ont essayé de voir le mécanisme des prix mais ne profitent pas forcément à tous les agriculteurs. Il faut vérifier la mise en place de la loi et avoir des mécanismes de soutien de l'agriculteur s'il y a une baisse de prix. Il faut analyser si les intermédiaires ne font pas trop de marge.”*

*“Cela doit partir de la base, le côté financier, que les exploitants aient de l'argent pour le faire, ce n'est pas avec un smic qu'ils vont changer, il faut mieux les rémunérer. Donner des subventions c'est mal perçu, donc il faut les rémunérer pour les services rendus*

*(par exemple le stockage de carbone en remontant le stock de matière organique dans les sols, maintien de la biodiversité, ...). Ça permet d'orienter les pratiques, et en plus ça permet à l'agriculteur de gagner en estime de soi, il est payé pour les services qu'il rend. Il faut montrer que c'est des services par la communication : ce ne sont pas des subventions mais des rémunérations, montrer ce qu'apporte l'agriculteur à la société. Les agriculteurs seront beaucoup plus respectés, ils se sentiront utiles et ils seront perçus comme tels."*

Ensuite, selon un tiers des audités, **la relation entre le monde agricole et le reste de la population est à améliorer**, que ce soit pour que les agriculteurs soient plus reconnus, ou pour attirer de nouveaux agriculteurs ne provenant pas du milieu agricole (qui apportent une ouverture d'esprit au monde agricole, selon certains). Les audités sont ainsi d'accord sur le fait que cela passe par l'amélioration de la sensibilisation **des enfants dans les écoles** (qui pourront d'ailleurs sensibiliser à leur tour leurs parents), mais aussi **les adultes** pour que l'effet soit immédiat. Selon quelques personnes auditées, le lien social des agriculteurs pourrait aussi être amélioré par l'**organisation d'événements festifs dans les communes**, pour que population et agriculteurs se rencontrent et se connaissent mieux. Selon plusieurs, il est aussi particulièrement important d'étendre cette sensibilisation **sur les réalités du métier d'agriculteur auprès de toutes les personnes travaillant en interaction avec eux** (personnel administratif travaillant dans le milieu agricole, Chambre, élus d'EPCI et de communes), afin qu'ils les accompagnent mieux.

*"Il faut une éducation grand public, ça passe par l'État, par les écoles. Ça passe aussi par les jouets des enfants, que la seule image qu'ils ont ne soit pas seulement la ferme des années 1950. Et visiter des fermes différentes aussi, quand tu fais du terrain ça parle aux enfants qui ont besoin de ça pour apprendre."*

*"Diffuser le film au nom de la terre, qui reflète parfaitement l'état d'esprit agricole, permet de comprendre les difficultés des agriculteurs : ce film devrait être étudié par tout le monde."*

*"Les personnes qui disent aux agriculteurs comment ils doivent agir, qui donnent des conseils, il faut qu'elles aient pratiqué dans les fermes avant. Pas sortir directement de l'école sans avoir travaillé dans une ferme avant, pour connaître les contraintes que l'on a, on [les agriculteurs] peut vouloir faire plein de choses mais il y a des choses que l'on ne peut pas faire, cela dépend de chaque ferme."*

Ces deux premiers leviers d'actions permettraient déjà d'attirer vers le métier d'agriculteur selon les audités, mais cela nécessite aussi, selon un tiers des audités, une **simplification de l'accès aux installations pour tous** (pour les personnes non issues du monde agricole et pour les femmes en particulier), ce qui permettrait d'éviter aussi l'agrandissement. Cela pourrait se faire par une **sensibilisation et un accompagnement des cédants et repreneurs**, tout en **augmentant les aides au rachat des fermes** (par l'Etat, les fonds Vivéa ou la généralisation de crédits bancaires), mais cela nécessite aussi une **priorisation des installations** (en particulier celles qui sont compatibles avec la transition agroécologique) **par les structures organisant les transmissions de terres** (SAFER, CDOA, DDTM, FNSEA).

Par ailleurs, plusieurs pensent que les communes ont aussi un rôle à jouer dans les installations, notamment en **rendant leur territoire attractif et vivant** par des politiques d'aménagement et de décentralisation, mais aussi en **s'assurant que les terres agricoles ne soient pas urbanisées**.

## **B. Propositions d'actions pour mieux engager et massifier la transition**

### **B. 1. Sensibiliser et former les agriculteurs, conseillers agricoles et personnels d'ETA**

Tout d'abord, comme dit dans la partie Diagnostic, plusieurs audités considèrent que la formation initiale (en lycée agricole) des futurs agriculteurs et conseillers est à améliorer, afin de permettre aux élèves d'avoir **plus de connaissances**. Ainsi, selon les audités, les programmes scolaires agricoles doivent être aménagés pour enseigner **plus d'agronomie** (notamment en passant de la théorie à la pratique), **d'écologie**, mais aussi **de gestion d'entreprise et de phytotechnie** (ce dernier dit seulement par certains audités, car cela permettrait de leur apprendre les dangers des produits, mais aussi leur bonne utilisation afin qu'ils gagnent en indépendance technique).

Aussi, plusieurs ont insisté sur le fait que l'éducation ne devait **pas cliver les différents types d'agriculture**. Selon eux, il faut ainsi augmenter l'**ouverture d'esprit des élèves** en organisant des interventions de tous types d'acteurs (de coopératives, associations environnementales, Chambre, ...), ce qui nécessiterait des aides financières aux lycées agricoles (pour payer les intervenants). D'autres pensent que les étudiants devraient avoir

l'obligation de faire des stages dans des **exploitations variées dans leurs productions et pratiques** afin de ne pas reproduire par défaut le modèle familial qu'ils connaissent.

*“Que les fermes des lycées agricoles soient les reflets de l'agroécologie et pas des exploitations de leur région.”*

*“Les jeunes qui arrivent ne sont pas assez formés [...] : ils ont 18 ans, et ils reproduisent des choses de la ferme familiale, sans être sortis de leur ferme : pour moi il faut un BTS minimum. Il faut des formations sur la responsabilité d'être chef d'entreprise, l'autonomie.”*

Cependant, selon un tiers des audités, il est aussi important d'**améliorer la formation et l'accès aux informations des agriculteurs et techniciens en activité**. En effet, en plus des informations théoriques qu'il faut rendre plus accessibles (que ce soit sur les techniques alternatives ou sur la qualité de l'eau de leur territoire), les agriculteurs et techniciens doivent **comprendre les avantages qu'ils peuvent tirer de l'agroécologie** (la Chambre pourrait plus les montrer dans ses brochures). Mais même avec cela, les agriculteurs ont besoin d'accompagnement, c'est pourquoi plusieurs audités considèrent que les **contacts utiles à la transition agroécologique** devraient être plus souvent transmis, et les **techniciens-commerciaux devraient être formés spécifiquement en agronomie, désherbage mécanique et animation du changement** (notamment pour sortir de leur posture de prescripteur). Plusieurs audités ont aussi ajouté que les techniciens pouvaient sensibiliser les agriculteurs, mais que l'inverse était aussi vrai : les agriculteurs peuvent quitter la coopérative ou le négoce si les conseils donnés ne leur conviennent pas.

*“Il faudrait que les agriculteurs aient des formations obligatoires sur la transition agroécologique pour pouvoir avoir droit à certaines aides (ex. PAC)”*

*“Motiver, informer un peu plus l'agriculteur sur les bienfaits de réduire les produits phytosanitaires, mettre plus en avant les chiffres (de rentabilité de l'exploitation par rapport à l'utilisation de PP), pour qu'ils voient les résultats financiers. Car il faut voir la rentabilité, ce qui reste (la marge), pas le volume de production”*

*“Il y a un site Ecophytopic, il y a plein de choses mais c'est plein de vieux documents (on ne sait pas si c'est à jour) plusieurs documents disent la même chose, c'est le bazar. On peut y passer un temps fou, il y a moyen d'améliorer les choses. En tant que formateur on a*

*du mal à trouver des informations, tous les formateurs Certiphyto devraient utiliser le même support, qui devrait être créé au niveau national, car sinon les informations sont sujettes à interprétations.”*

*“L’ANSES devrait faire comme dans les IRPeQ (Indicateur de Risques de Pesticides du Québec), c’est un code couleur sur le bidon de produit phytosanitaire qui montre le risque santé et environnement de chaque substance active.”*

## **B.2. Changer les pratiques agricoles pour mieux engager la transition**

Selon la moitié des audités, le changement agricole doit d’abord passer par **une action politique à toutes les échelles, qui doit être globale, stable et claire**, selon eux. Cela signifie que les réglementations doivent être **réfléchies sur le long terme avec une préparation préalable** (diagnostics, recherches d’idées extérieures), et **prendre en compte tous les aspects de la transition agroécologique** (produits phytosanitaires, nitrates, gaz à effets de serre, antibiotiques, érosion des sols, biodiversité, etc). Pour ce faire, les audités estiment que tous doivent être représentés lors des discussions sur les actions à mettre en place, notamment en diminuant le poids des lobbies, et que **les actions de chacun doivent être coordonnées avec celles des autres**. A titre d’exemple, plusieurs ont considéré que le projet politique de Stéphane Le Foll lorsqu’il était ministre de l’agriculture en 2012 était une bonne stratégie, mais regrettent sa non mise en place.

*“On ne juge la performance de la transition agroécologique que sur un critère (PP, NO<sub>3</sub>, GES) et on ne regarde pas qu’elle dégrade un autre. Il faut financer [et réglementer] une véritable transition agroécologique, avec les indicateurs pas que phytosanitaires, que l’azote, etc. que ce soit une globalité.”*

*“Il faut partager les résultats des essais trouvés entre régions, mais aussi entre pays où il faut se renseigner sur ce qu’il se fait ailleurs.”*

*“Avoir des vraies évaluations externes : que chaque BV ait une évaluation externe propre, et que ces résultats servent à un partage d’expérience avec les acteurs pour ne pas que les nouveaux projets conçus soient faits sans tenir compte des leçons. Avoir de vraies évaluations plus nombreuses, à tous les niveaux.”*

*“Que les chambres aient des élections parfaitement proportionnelles (et non pas majoritaires), pour avoir une meilleure représentation des différentes agricultures et les obliger à se côtoyer et à se parler.”*

*“Il faudrait une nouvelle gouvernance de la SAFER avec des citoyens, les élus et agriculteurs lambda tirés au sort - pas des syndicats - qui siègent dans cet organisme pour une politique d’attribution qui va prioriser l’installation, les systèmes herbagers, les systèmes bio, en faveur de la transition agroécologique, et arrêter de favoriser l’agrandissement.”*

Ensuite, selon presque trois quarts des personnes auditées, il faut avoir une réelle volonté politique pour engager la **transition agroécologique, notamment la réduction de l’usage des produits phytosanitaires, qui devrait devenir un enjeu de santé publique national et régional** selon ces audités. Certains estiment cependant qu’il faut mettre en place des actions par palier géographique, en commençant par les zones de captage prioritaire avant d’étendre les zones d’action. Selon les audités, cela passe principalement par des **suppressions de molécules phytosanitaires, en accompagnant les agriculteurs techniquement et économiquement, et en les prévenant plusieurs années à l’avance** pour qu’ils puissent s’y préparer. La majorité pense aussi qu’il faut avoir des **incitations économiques fortes** pour tous les acteurs, tout en mettant en place des **compensations** en cas de pertes économiques nettes de l’agriculteur (lorsque la perte est liée à une réduction de l’usage des produits phytosanitaires). En particulier, **la PAC** devrait être plus **ournée vers la transitions agroécologique** selon un grand nombre d’audités, notamment en **remunérant à l’actif** et non à la surface ; en **renforçant le deuxième pilier** pour favoriser les systèmes alternatifs et les assolements diversifiés ; et en rémunérant l’agriculteur de façon **proportionnelle aux efforts faits** pour engager la transition agroécologique. Aussi, il est important pour plusieurs acteurs de limiter l’accès aux produits phytosanitaires, que ce soit par la mise en place de **taxes ou de quotas de vente** pour ces produits, ou en ne les vendant que **sur prescription** pour éviter l’usage préventif. Par ailleurs, plusieurs ont insisté sur le fait que la volonté politique va jusque dans la **sensibilisation de la population à l’alimentation et à la nature**, qui doit être largement massifiée par tous les acteurs (en particulier par l’Etat et des collectivités), et en utilisant notamment les médias et les écoles.

*“Il faut faire quelque chose sur le maïs, qui représente un quart des surfaces agricoles. Commençons par annoncer que le désherbage mécanique sera rendu obligatoire avant une certaine date, pour continuer à financer la formation, le matériel, qu’on puisse évacuer les stocks d’herbicides à utiliser, et après ça on fait une restriction pleine de l’Etat : Ecophyto ne marche pas sur le volontariat”*

*“La PAC doit mieux orienter, il n’y a qu’elle qui peut faire changer, c’est elle qui conditionne tout. Il faut qu’elle oriente vers l’autonomie, vers le bio pour que ce soit incitatif.”*

*“Toutes les MAE devraient être revalorisées économiquement plus fortement qu’avant. Par exemple, sur une conversion bio l’aide est plafonnée à 15 000 euros aujourd’hui, il faudrait que ce soit à 20 000 euros. Et c’est pareil pour toutes les autres MAEC aussi.”*

*“La mise en place des PSE, les essais ont montré que ça marche, il faut que le ministère de l’écologie les développe, c’est un outil d’avenir de la rémunération des agriculteurs”*

*“Pour les aires d’alimentation de captage, il faudrait faire de la réglementation ou que les producteurs d’eau, les communes, achètent toute la surface pour éviter ça [que les agriculteurs produisent des cultures demandant l’utilisation de produits phytosanitaires].”*

*“Il faut aussi communiquer auprès des consommateurs pour expliquer que l’alimentation a un coût. Interdire les publicités qui diminuent le coût des phyto. Pour communiquer, c’est le Gouvernement, ou alors en accord avec des organismes techniques ou des syndicats. Il faut faire comme avec le Covid, avec des publicités partout et tout le temps, on voit qu’ils en sont capables.”*

*“Que ce soit mieux identifié les produits d’importation. Surtout les matières premières, certains produits sont transformés en France mais les matières premières ne sont pas issues du pays. Il ne faut pas utiliser le logo Français si facilement.”*

*“Arriver à discriminer l’utilisation des phytosanitaires, les rendre moins attractifs, comme un élément à éviter car problématique. Il faudrait que ce soit discriminant en termes économique, en produits finis, que cela se voit dans les informations d’étiquetage.”*

Enfin, les audités ont cité quelques **actions qu’il faut promouvoir auprès des agriculteurs**, afin de les aider dans leurs changements de pratiques. Inciter au **désherbage mécanique et aux productions alternatives (herbager, bio, HVE, etc)**, promouvoir le **conseil indépendant**, replanter du **bocage**, et favoriser le **travail de groupe** sont des exemples qui ont été très largement partagés. Beaucoup ont aussi insisté sur le fait que la **recherche en solutions alternatives aux produits phytosanitaires** devait être favorisée, en prenant mieux en compte les besoins du terrain et en améliorant la vulgarisation des résultats.

*“ Pour moi, il faut développer des filières d’utilisation de bois bocage, il faut que les collectivités, dont les intercommunalités qui mettent en place des PAT, payent plus cher le*

*bois de bocage que le bois forestier, ou qu'elles entretiennent le bocage, car le frein principal pour l'agriculteur c'est le temps de travail nécessaire à l'entretien du bocage."*

*"On butte sur des trucs sociologiques : pourquoi il y a des gens qu'on n'arrive pas à raccrocher à des groupes? Il faudrait une approche sociologique pour voir pourquoi il n'y a pas plus de groupes et pourquoi on stagne dans le nombre de groupes."*

*"La formation collective est importante, l'entraide. On devrait la faciliter, faire en sorte que les agriculteurs prennent le temps pour se former, il faudrait rémunérer cette formation. Il faudrait prendre sur un budget autre pour financer le temps que ça leur prend."*

*"Travailler sur l'aménagement du foncier en faisant des échanges parcellaires avec des dispositifs d'aide pour aménager la réunion de terres autour du corps de ferme [pour rendre plus faisables les systèmes herbagers]: Les BV et EPCI, appuyés par les services de l'Etat, la DDTM, la DRAAF ; il faut que cela vienne de l'Etat."*

### **B.3. Favoriser les produits locaux et de qualité**

Selon un tiers des audités, **les agriculteurs seuls ne peuvent pas faire une vraie transition agroécologique**, et il est important de **rattacher le territoire à ses productions**, et à la transformation et distribution de celles-ci. Notamment en favorisant les circuits courts et le développement de filières locales qui **valorisent les produits entre le bio et le conventionnel**. Tout cela doit être fait en rendant les **produits de qualité accessibles pour tous** par des **chèques alimentaires, une sécurité sociale de l'alimentation, ou une baisse de la TVA** pour ces produits de qualité.

*"Nous on travaille avec le logiciel Parcelle, mis en place par FNAB et Terre de liens pour calculer sur un territoire les choix de consommation des différents types de viande et de céréales et légumes, en bio ou pas, en simulant : quelle surface agricole il faut sur le territoire pour que ce soit possible de nourrir sa population. C'est une pratique à généraliser, et à partir de ces données, on peut planifier les installations en fonction des productions manquantes."*

*"Importance de cultiver des légumineuses pour remplacer le soja importé d'Amérique du Sud, réduire la dépendance."*

*"Sur la partie grande culture : faire des cultures associées, et faire en sorte que les coopératives et négoce fassent des collectes des mélanges. Pour que les agriculteurs aient*

*intérêt à produire ces mélanges.”*

*“Organiser la relocalisation de l'alimentation, faire en sorte qu'à terme, l'essentiel des produits alimentaires soient produits sur le territoire de consommation. Ce qui veut dire organiser des filières courtes avec des petits abattoirs liés à des ateliers de découpe, des plateformes pour les fruits et légumes, une nouvelle organisation pour acheminer les productions agricoles, en évitant l'agroalimentaire et la grande distribution.”*

*“Il faut développer des halles de vente, des marchés ouverts tous les jours dans les cités, il faut arrêter les systèmes de supermarchés.”*

*“Plus de moyens et de dispositifs différents pour accompagner les collectivités, dont les mairies, dans l'achat de produits locaux dans les appels d'offres. C'est en lien avec la loi Egalim, elle impose d'acheter du bio et du local mais elle ne trouve pas la solution pour le fait d'acheter plus cher, ce qui déstabilise les collectivités locales dans leur budget. ”*

#### **4. Le mode d'action ensemble à mettre en place selon les personnes auditées**

Un sixième des audités ne sait pas s'il est possible ou favorable d'augmenter l'action collective actuelle, que ce soit en raison du manque de temps, de la mésentente entre certains acteurs ou des changements fréquents d'élus.

*“C'est compliqué, car les structures ont des réalités différentes. S'organiser serait compliqué. Mais il y a une richesse et une diversité de réalités et de modes d'action. Faut-il s'organiser pour être plus efficace ? Je ne sais pas. Est-ce que c'est déjà efficace ce que l'on fait ? Cela prend du temps mais on ne peut pas changer les gens en un claquement de doigts. La richesse de structures permet de prendre en compte toutes les réalités.”*

*“L'idée que par les réunions on va avancer, il faut arrêter ça, il faut prendre des décisions politiques car la santé et l'avenir humain sont en jeu. Là on laisse croire que la concertation va aboutir, mais l'interdiction du glyphosate était prévue et ils ne l'ont pas mis dans la loi.”*

Cependant, la majorité des audités voit des améliorations possibles : il faudrait selon eux améliorer les discussions et mises en commun d'information aux échelles régionales et/ou locales, pour **se mettre d'accord sur les enjeux, sur les constats et sur les objectifs de la transition agroécologique.**

*“Si on n’agit que par la réglementation on aura la bataille en permanence, et il n’y aura pas de changement sociologique profond.”*

*“Comme le Grenelle de l’environnement, il faudrait un Grenelle de l’agriculture bretonne, donner des pistes, faire un état des lieux, réfléchir et savoir comment on oriente nos actions pour les 10 prochaines années.”*

Par ailleurs, dans un objectif partagé par de nombreux audités de diminuer le poids de lobbies, **les avis divergent quant aux acteurs qui devraient être conviés aux concertations sur la transition** : un quart des audités locaux considèrent que seuls les acteurs de terrain les plus actifs sur la transition agroécologique devraient participer, tandis que la majorité des audités considèrent que tous types d’acteurs devraient avoir leur voix. Justement, selon un quart des audités, ce sont ces discussions-ci (avec tous les acteurs) qui faciliteraient la **co-construction de projets**, ce qui permettrait de coordonner toutes les actions entre elles, et faciliterait leur évaluation. Afin de favoriser le partage d’idées constructives entre les différents acteurs, sans rester dans postures fixes, certains ont proposé de faire des **petits groupes de travail par filière ou par projet**, organisées par un responsable et chef de file « neutre » (qui pourrait être la DRAAF ou la Chambre par exemple, selon ces audités).

*“Il faudrait plus écouter les agriculteurs, les gens de base, mais c’est difficile.”*

*“Il faut que ce soit l’ensemble des acteurs, intégrer les centres de gestion, les banques, pour co-construire des choses”*

*“Il faudrait faire des petits parlements locaux de la transition agroécologique, en prenant exemple sur la structuration multi-acteurs du SAGE.”*

*“Dans certains lieux il y a des SIC (sociétés d’intérêt collectif), qui regroupent des sociétés, des collectivités, des agriculteurs... tout type d’acteur peut en faire partie dans le cadre d’un intérêt collectif. Par exemple, si toutes les communautés de communes, les paysans, les associations, les particuliers, on se dit qu’on va alimenter les écoles localement, on peut créer un SIC. Le travail est fait collectivement, avec les valeurs qui s’établissent à l’unanimité, avec des votes majoritaires à l’échelle locale.”*

*“Une fois qu’on a défini les objectifs, il faudrait une forme de cellule de veille avec tous les acteurs du territoire représentés, qui permet de voir si les objectifs fixés sont en bonne voie de réalisation grâce à des évaluations mises en commun.”*

## 5. Les propositions d'actions pour la DRAAF Bretagne proposées par les audités

Tout d'abord, un tiers des audités (notamment les audités locaux) connaissent peu, voire pas du tout la DRAAF et ses actions. Cependant, après une explication rapide de son rôle, la majorité des personnes auditées ont pu proposer des actions qu'elle devrait mettre en place ou améliorer.

Tout d'abord, selon un tiers des audités, la DRAAF doit faire un meilleur lien entre les acteurs nationaux (et en particulier le Gouvernement), et les acteurs locaux. Ces audités considèrent qu'il faut qu'elle fasse **plus remonter au gouvernement les difficultés vécues sur le terrain pour mieux adapter les orientations nationales**. Selon eux, cela nécessite de **rencontrer plus fréquemment** les acteurs de terrain pour connaître leurs problématiques. Selon plusieurs, elle doit aussi se charger d'évaluer les actions publiques.

*« Remonter le non-fonctionnement de la séparation conseil vente paraît essentiel : faire remonter les problèmes de terrain au niveau national »*

*“Il faut qu'ils soient plus accessibles, que l'on [les agriculteurs et conseillers agricoles] puisse avoir des échanges directs avec eux sans passer par les grandes instances. Qu'ils aient plus de relations avec les animateurs des groupes 30000. Qu'ils aillent chez l'agriculteur, voir ce que les décisions qu'ils prennent auront comme conséquence concrète chez l'agriculteur. Ils ont une vision globale, c'est bien, mais il faut aussi voir les problèmes sur le terrain.”*

*“C'est l'autorité régionale du ministère de l'Agriculture : elle doit faire remonter ses évaluations d'actions vers le ministère, elle doit regarder ce qui est efficace au niveau des financements pour la réduction des produits phytosanitaires pour qu'on arrête de financer des actions inutiles.”*

Ensuite, de nombreux audités considèrent que la DRAAF **doit plus communiquer et/ou vulgariser les informations importantes aux acteurs locaux** (les directives nationales, les expérimentations des autres départements de la région, et les données relatives à l'agriculture des collectivités), afin qu'ils puissent mieux comprendre les actions que la DRAAF met en place, et qu'ils aient les outils pour planifier leurs propres actions.

*“Il faut accompagner de façon plus positive dans les discours, car ils sont vus négativement par l’agriculteur. La DRAAF c’est le gendarme pour le monde agricole. Il n’y a pas le sentiment que ce soit constructif, ils nous imposent des trucs [aux agriculteurs]. Faut l’expliquer la réglementation, pourquoi on le fait, pour quelles raisons : les réglementations ne sont pas suffisamment claires. Et les décisions, on ne sait pas qui est mis autour de la table pour décider.”*

*“Il faut qu’elle rassemble, qu’elle fasse le lien entre ce qui se fait et les résultats que ça donne dans tous départements de la région.”*

*“Il n’y a pas d’état de l’art sur les usages orphelins : il faudrait voir ce qui est développé sur les vignes par exemple, pour voir si leurs techniques ne pourraient pas marcher sur certains légumes. L’Etat devrait être facilitateur.”*

*“Hors bio j’imagine [élu de collectivité] qu’il n’y a pas de fermes dont le traitement du maïs n’est fait qu’en désherbage mécanique. S’il y en a hors bio, est-ce qu’on communique sur ça? Est-ce qu’elle [la DRAAF] a le nombre d’agriculteurs qui le font, quelle surface le désherbage mécanique représente, quelle évolution pluriannuelle ; et est ce qu’elle s’est donné des objectifs à atteindre sur ça? Sans communication de ses objectifs, j’ai du mal à voir un résultat à atteindre, à voir jusqu’où on peut aller. Si on veut que les EPCI et les communes contribuent, il faut leur donner la donnée, sur les productions, les pratiques agricoles, sur les habitudes de consommation de leur territoire, et pas juste leur dire de mettre de l’argent pour mettre en place leur programme.”*

Par ailleurs, selon un quart des audités locaux, la DRAAF doit **continuer et augmenter ses contrôles auprès de divers acteurs** concernés (**agriculteurs ; vendeurs de produits phytosanitaires** pour vérifier la bonne mise en pratique de la loi de séparation vente-conseil ; les **lycées agricoles** pour vérifier l’agroécologie dans les programmes ; les **collectivités** pour vérifier leur mise en oeuvre de la loi Egalim, ...), en les ciblant mieux, et en faisant aussi des contrôles préventifs, sans sanctions (la première fois), selon ces audités.

*“Qu’elle cible mieux les contrôles des agriculteurs. Moi [agricultrice], j’ai été contrôlée 5 fois en 5 ans pour des choses différentes, j’ai jamais eu d’écarts. Il y a des agriculteurs, on sait qu’ils ne font pas bien, on le dit à la DRAAF, et personne ne les contrôle car ils menacent de se suicider, ils font du chantage.”*

Enfin, selon un quart des audités (en particulier des audités régionaux), la DRAAF doit **donner l'exemple et réaffirmer l'objectif de diminution de produits phytosanitaires** pour impulser le changement des autres acteurs. Pour ce faire, plusieurs possibilités d'actions ont été abordées, que ce soit en **organisant la co-construction**, en **simplifiant l'administratif**, ou en **finançant mieux les groupes Ecophyto et les prochaines MAEC** (qui seront déléguées aux DRAAF à partir de la prochaine PAC) .

*“Organiser un maximum d'espaces de co-construction et de concertation : la CAE est descendant, alors que là c'est organiser une place pour que chacun se sente engagé pour le travail collectif”*

*“Que l'administration soit plus moderne, en simplifiant les dossiers de subvention : il faudrait un regroupement entre la DRAAF, la DDTM et la Région, avec un fichier partagé.”*

*“Sur les dossiers breizh bocage, certains se posent la question d'arrêter breizh bocag à cause des lourdeurs administratives de la DRAAF (il faut faire une déclaration d'intérêt général à chaque fois qu'on fait des travaux dans le sens de la restauration de milieux). Ça nous [la collectivité] freine pas mal”*

*"Ecophyto" a une bonne intention mais on ne voit pas de résultats sur le terrain. Ils financent 50% de la journée des techniciens. Ils devraient mettre moins de groupes mais mieux les financer. Ils devraient donner un pourcentage d'aide plus important, et axer un peu plus sur les groupes qui fonctionnent, peut être en leur mettant une obligation de résultats.”*

*“L'administration peut aider les agriculteurs dans la transition agroécologique, donner de bonnes orientations et bien accompagner financièrement toutes ces actions. Maintenant l'Etat veut reprendre la main sur les MAEC, ils veulent saucissonner les MAEC et les rendre inaccessibles sur certains territoires, et la dynamique qu'il y a actuellement pourrait s'essouffler car il y a un manque de budget, alors qu'avant il y avait une bonne dynamique [lorsque le Conseil Régional les prenait en charge]”.*

Enfin, plusieurs personnes auditées considèrent que pour mettre en place ces actions, la DRAAF aurait besoin de plus de moyens humains, qu'elle n'a pas actuellement.

## **6. Le chemin de changement**

Dans la question du chemin de changement (c'est-à-dire, comment passer de la situation d'aujourd'hui à la situation à créer?), nous avons demandé aux audités quelles étaient les

**actions prioritaires pour engager l'action.** Les personnes auditées ont souvent explicité l'action qu'ils voudraient voir mise en place le plus rapidement possible, là où c'est le plus urgent d'agir rapidement.

Ainsi, selon un sixième des audités, le manque de prise de conscience de la part de tous types d'acteurs, et la mésentente entre le monde agricole et le reste de la population est le frein à toute action, et l'action prioritaire et préalable à toute autre action serait donc de **mieux sensibiliser tous les acteurs.**

*“Que les citoyens soient convaincus de la Transition écologique et agroécologie. Qu'ils élisent des représentants qui mettent en œuvre une véritable politique de transition et qu'ils mobilisent l'administration avec les acteurs concernés.”*

*“Montrer que ça marche, vulgariser auprès du plus grand nombre d'agriculteurs. On a le trait de caractère terre à terre nous les agriculteurs, il faut nous montrer quelque chose qui marche.”*

Ensuite, selon un tiers des personnes auditées, tous les acteurs doivent **mieux s'organiser afin de développer des actions coordonnées et durables**, et c'est donc sur la **stratégie politique** qu'il faut agir en priorité.

*“Tirer toutes les leçons de l'échec d'Ecophyto, on est en échec depuis 2008, 14 ans d'échec, pas la peine d'engager des nouvelles actions si l'on ne débat pas des raisons de l'échec ça ne pourra pas fonctionner, ce n'est pas un sujet nouveau ou inédit.”*

*“Le premier petit pas, c'est de réaffirmer un cap politique agricole fort, arrêter de dire qu'à cause de la guerre en Ukraine on vire les contraintes et que c'est pas grave.”*

*“Commencer par mettre les gens en réseau, que ce soit au niveau des communes ou à plus grande échelle, ça me paraît bien ce que fait la DRAAF avec votre travail. C'est un bon travail, ce diagnostic est très intéressant pour l'avenir.”*

*“Donner l'information, et dire aux professionnels d'où on part, où on veut aller et comment on fait pour y arriver. [...] arrêter les injonctions contraires.”*

Enfin, la majorité des audités ont pensé que la priorité était de **développer et massifier des actions concrètes sur le terrain en faveur de la transition agroécologique** (massification

du désherbage mécanique, mise en place plus de systèmes herbagers, ...), par un meilleur **accompagnement économique** (payer les changements de pratiques, notamment en augmentant les prix des produits agricoles ou par le développement de filières alternatives rémunératrices) **et technique** (au niveau du conseil et de la recherche de solutions alternatives) **des agriculteurs**. Beaucoup ont d'ailleurs insisté sur le caractère d'**urgence** de la situation, car même si les actions de sensibilisation et d'amélioration de la stratégie politique sont à développer, les actions sur le terrain sont à mettre en place le plus rapidement possible.

## **7. Les critères personnels d'évaluation de la réussite des personnes auditées**

Comme dans la totalité de l'audit, les personnes auditées ont retranscrit leurs deux objectifs majeurs dans leurs critères personnels d'évaluation de la réussite.

### **A. Critères de réussite sur la transition agroécologique**

En effet, pour se dire que les actions ont réussi, une grande majorité des audités trouvent qu'il faudrait voir une transition agroécologique massifiée, ce qui serait visible par une bonne qualité de l'environnement, de la santé, et des paysages diversifiés.

Certains ont mentionné des critères de réussite sur les moyens d'y arriver : présence de débouchés locaux ou atteinte d'objectifs chiffrés (de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires, de nombre d'exploitations engagées dans la transition agroécologique, ...). D'autres ont cité des critères d'évaluations de la réussite plus visuels, en fonction de la qualité de la biodiversité et du paysage notamment. Ces derniers ont ainsi parfois donné des réponses en lien avec les émotions et sensations perdues qu'ils aimeraient retrouver.

*"Que la vente des produits phyto de la Bretagne soit réduit de 50% dans 15 ans"*

*"Voir plus de vaches dans les prés."*

*"Entendre les chants des oiseaux et des insectes dans la nature."*

### **B. Critères de réussite sur le maintien du métier d'agriculteur**

Enfin, d'autres audités sont très inquiets par le maintien du métier d'agriculteur et du tissu agroalimentaire breton, qui est selon eux une nécessité préalable aux actions en faveur de la transition agroécologique : c'est seulement en voyant les agriculteurs s'épanouir (grâce à une reconnaissance sociétale et à des prix rémunérateurs) que ces audités considéreront que les

actions ont réussi. Plusieurs agriculteurs ont d'ailleurs donné des critères personnels de la réussite correspondant à leur propre exploitation.

*“Quand on verra moins de drames familiaux (suicides, dépressions suite à un échec).  
Quand on pourra vivre décemment de notre métier, quand on aura les moyens de diminuer les heures en embauchant une personne pour suppléer. Si ça tourne mal on verra l'inverse.”*

### **L'avis de l'équipe d'audit sur la partie Proposition d'Actions**

Il faut savoir que toutes ces actions sont issues d'une réflexion individuelle de chaque audité sur ce qu'ils souhaiteraient voir mis en place sur le territoire. Cependant, on a l'impression qu'il n'y a pas encore eu d'échanges avec les autres acteurs pour connaître les réelles possibilités d'action de chacun. C'est pourquoi ce dialogue nous semble nécessaire.

Par ailleurs, nous pensons que plusieurs stratégies d'action sont possibles pour améliorer la situation, dans une échelle allant :

1. D'une stratégie qui reste dans le modèle agricole actuel et qui continue de se concentrer sur les actions déjà entamées pour réduire l'usage et les impacts des produits phytosanitaires (désherbage mécanique, allongements des rotations, replantation du bocage,...). Compte tenu de l'homogénéité des productions en Bretagne, il nous semble que ces changements pourraient être plus diffusés. Pour autant, cette stratégie paraît centrée uniquement sur le monde agricole, et ne semble pas répondre aux enjeux identifiés par la grande majorité des audités : attractivité du métier, résilience des systèmes agricoles et alimentaires (notamment face aux crises climatiques et économiques), ...
2. ...A une stratégie plus globale qui vise à prendre en charge ces enjeux (sociaux, économiques, climatiques, ...) en même temps que tous les volets de la transition agroécologique A (eau, sol, climat, ...). Selon nous, cela nécessiterait de changer en profondeur le modèle agricole actuel et serait beaucoup plus compliqué à mettre en place, mais permettrait de concilier tous les enjeux qui préoccupent les audités.

Quelle que soit la stratégie choisie par les acteurs du territoire, il nous semble indispensable d'impliquer tous les acteurs concernés (qu'ils soient agricoles ou non).

## Conclusion

### Conclusion de l'équipe d'audit

Cette conclusion est l'occasion pour nous d'émettre notre avis sous forme de propositions suite aux résultats de l'audit patrimonial, qui ont permis une meilleure compréhension des freins à une mobilisation plus significative des acteurs.

Cet audit a montré que c'est tout un système d'acteurs qui impacte l'agriculture bretonne, la transition agroécologique ressort ainsi comme un choix de société. Cependant, nous avons constaté un problème de gouvernance de l'action, avec des résultats globaux que la grande majorité ne trouve pas à la hauteur des enjeux qu'ils ont identifiés, souvent à cause du manque de prise en compte des dimensions sociales et économiques importantes pour les audités. Par ailleurs, la prospective formulée par les audités rend compte du fait que les actions déjà entreprises actuellement ne permettent pas de se protéger contre des menaces importantes qui arrivent à grande vitesse : par exemple le manque d'eau et le non renouvellement des agriculteurs, engendrant la perte d'un quart des exploitations bretonnes en 10 ans (AGRESTE, 2022). Ainsi, selon nous, seule une transition agroécologique globale prenant en compte tous les enjeux pourrait être en mesure de garantir une amélioration de la situation sur le long terme. Cependant, cette transition semble très complexe à mener et nécessite donc la mobilisation de tous les acteurs.

Ainsi, tout le long de l'audit (entretiens et restitutions), nous avons remarqué chez beaucoup d'audités un souhait de co-construction des actions à mener, qu'elles soient volontaires ou réglementées. Cette co-construction semble nécessaire afin de considérer les difficultés des différents acteurs, mais aussi afin de mieux réfléchir à des stratégies suffisamment globales, qui puissent être cohérentes et rester stables sur le long terme.

Selon nous, elle doit être organisée en petits groupes (pour favoriser une écoute plus honnête) à deux échelles :

- **Régionale.** Pour organiser une action plus coordonnée entre les acteurs agissant à cette échelle. Pour nous, malgré le fait que la CAE regroupe beaucoup d'acteurs régionaux, son format semble peu adapté à une vraie co-construction. C'est pourquoi d'autres

instances de discussion nous semblent nécessaires, dans lesquelles la DRAAF pourrait être le chef de file.

- **Locale.** Pour mieux s'adapter à chaque territoire. Nous avons en effet remarqué que même si les productions et les types d'acteurs sont similaires entre les deux BV étudiés, les actions attendues semblent différer selon le territoire. Ainsi, nous pouvons imaginer que des disparités similaires existent entre chaque BV breton :
  - Les audits du Meu, attendent souvent des réglementations (mais bien réfléchies et accompagnées), peut-être en raison de l'expérience avec l'arrêté préfectoral (qui semble avoir sensibilisé les acteurs du monde agricole) ou de la proximité avec la métropole Rennaise. D'ailleurs, les agriculteurs tirés au sort dans ce BV s'avéraient souvent faire partie de groupes de réflexion, et/ou faire appel à des conseillers indépendants, ce qui est confirmé par l'étude bassins versants de l'Agreste de 2018 (Annexe 6).
  - Les audits de l'Arguenon, au contraire, attendent rarement des réglementations supplémentaires, souvent en raison de la complexité que cela provoquerait si des contraintes réfléchies "*en silo*" venaient s'ajouter à celles déjà imposées sur les nitrates. En effet, selon l'étude de l'Agreste, la problématique nitrate semble occulter celle des produits phytosanitaires.

L'échelle de co-construction reste cependant encore à définir par les acteurs : BV, EPCI, ...

Par ailleurs, il nous semble important que les échelles locale et régionale interagissent plus pour se compléter. En effet, nous avons remarqué un décalage entre les préoccupations des audits locaux et celles des audits régionaux. Par exemple, beaucoup d'audits régionaux semblaient vouloir aborder la transition agroécologique surtout par la technique (par recherche de solutions alternatives par exemple), alors que les préoccupations des audits locaux étaient plus centrées sur leurs problèmes du quotidien (économiques, sociaux, ...), ainsi que sur la perte du tissu breton auquel ils sont attachés (polyculture-élevage, dynamique économique).

### **L'avis des auditrices suite aux restitutions :**

Lors de la restitution du 29 septembre 2022, plusieurs audits ont souligné :

- l'urgence d'agir sans attendre ;
- la complexité des problèmes et des actions à mener ;
- le besoin de travailler ensemble : comment faire en sorte de recréer de la communication entre les mondes agricole et non agricole, mais aussi entre les différents types d'agriculture (notamment bio ou non-bio) ? Comment éviter des réunions peu constructives, avec des postures fixes et des oppositions systématiques entre les acteurs (sans réelle compréhension de ce qui motive les actions de l'autre) ?

Il est vrai qu'en commanditant cet audit, la DRAAF Bretagne souhaitait pouvoir en dégager des propositions d'action concrètes pour améliorer la stratégie phytosanitaire de la Bretagne. Mais pour nous, face à cette complexité, ce n'est ni à l'équipe d'audit, ni à chaque audité de proposer individuellement des actions à mener. En effet, les actions réfléchies individuellement resteraient probablement dans le mode de gestion « en silo », c'est-à-dire s'attaquant aux problèmes un à un, et rendant la stratégie illisible pour les acteurs de terrain.

Aussi, certains audités présents à la restitution se sont questionnés sur la méthode pour mettre en place la co-construction. C'est pourquoi nous souhaitons proposer une suite concrète et co-construite à cet audit. En fait l'audit patrimonial est souvent la première étape d'une démarche plus globale : la démarche patrimoniale, dont l'utilité est reconnue dans la résolution de problèmes environnementaux complexes et souvent conflictuels (plus de détails sur le site de l'Association Patrimoniale Internationale <https://www.api-patrimoinescommuns.org/nos-outils>).

La procédure complète passe souvent par trois étapes, où dans chacune d'entre elles, la confiance se construit et le co-investissement de chacun se constitue de façon sécurisée, grâce à la facilitation d'une équipe de tiers-acteurs neutres :

- L'audit patrimonial, qui mobilise les acteurs concernés pour établir un état des lieux partagé. La confidentialité des entretiens et le fait qu'aucune des parties n'est obligé à agir peut permettre aux audités de se livrer sincèrement (voire règles de déontologie de l'audit, diapo 7).
- Les séminaires de rencontre active où les acteurs audités issus de divers secteurs (dont les compétences sont complémentaires) sont regroupés à chaque fois en petits groupes

multiples (afin de faire participer tous les acteurs qui le souhaitent) ; ces groupes inter-changent leurs participants au fur et à mesure de l'avancement des séminaires. Ce fonctionnement permet aux acteurs de co-construire des projets : ils peuvent s'écouter réellement, se comprendre, connaître les moyens d'action de chacun, et se coordonner dans l'action afin de donner des réponses globales aux problèmes identifiés.

- La constitution d'une charte qui exprime un dessein commun et les actions qui peuvent contribuer à le réaliser.

Bien sûr, cette proposition se dirige surtout aux pilotes régionaux ou locaux de l'agroécologie ; et la démarche patrimoniale n'est qu'une des multiples solutions que les acteurs bretons peuvent choisir d'entamer pour améliorer la stratégie régionale, qui pourra être adaptée selon les préoccupations, le dynamisme et les possibilités de chacun.

### **Avantages et limites de l'audit**

Cet audit patrimonial peut constituer un réel atout pour la Bretagne. En effet, 123 personnes, regrettant souvent de ne pas être souvent entendues par les pouvoirs publics, ont été auditées, ce qui constitue un large panel. Nous remarquons alors que même si certains semblent avoir des volontés opposées de premier abord, ils partagent en fait de nombreux avis, concernant les qualités qui sont importantes pour eux, les problèmes vécus par chacun, et certains objectifs à atteindre. Ainsi, l'audit permettra peut-être de rapprocher plusieurs acteurs qui ne se connaissaient pas ou qui ne voyaient pas l'intérêt de collaborer avant l'audit. En effet, certains semblent être sortis de leur posture habituelle pour échanger avec nous (nous avons d'ailleurs remarqué que plusieurs audités se sont relâchés/tempérés/décontractés/nuancés au fur et à mesure de leur entretien), ce qui est encourageant pour l'avenir de l'action ensemble. Les restitutions/qualifications leur ont aussi permis de voir qu'un échange bienveillant, et dans l'écoute de l'autre était possible, même sur un sujet aussi sensible.

Par ailleurs, l'audit a aussi permis à plusieurs audités de se recentrer sur le territoire breton, et de prendre conscience des atouts de la région vis-à-vis de cette problématique.

Ainsi, la méthode d'audit patrimonial, nous a permis de présenter aux audités une synthèse qui aborde le sujet depuis plusieurs angles, dans toute sa complexité. Cependant, nous avons identifié plusieurs limites à ce travail.

D'abord, la représentativité de notre panel d'audités, que ce soit dans :

- le choix des deux bassins versants, qui ne représentent pas les réalités et problématiques de toute la région. Ainsi, les acteurs locaux des filières légumières ont été peu représentés, tout comme les bassins versants recevant peu de financements (comme ceux qui n'ont pas de zone de captage prioritaire ou ceux qui ne sont pas concernés par le plan algues vertes par exemple).
- la faible représentation de certaines catégories d'acteurs dans la phase régionale, notamment ceux qui ne sont pas encore en lien avec la DRAAF Bretagne, mais qui ont été cités comme ayant une forte influence sur l'agriculture du territoire : la filière aval et la société civile. En particulier, on a rencontré peu d'industries agroalimentaires (hors coopératives) alors que plusieurs audités ont insisté sur l'importance de l'agroalimentaire en Bretagne. De plus, nous avons rencontré peu de distributeurs de produits alimentaires, et aucune personne travaillant spécifiquement dans la mise en place de projets alimentaires territoriaux (PAT). Aussi, il aurait été intéressant de rencontrer plus d'étudiants de lycées agricoles (seul un a été rencontré) afin de connaître leurs volontés et leurs attentes pour le futur... Enfin, nous avons rencontré peu d'associations de la société civile, et donc il manque sûrement plus d'avis de consommateurs par exemple. Tout cela a participé à un déséquilibre des acteurs représentés, avec la moitié des audités appartenant au groupe des acteurs du monde agricole.

Ensuite, nous avons remarqué lors des entretiens que notre problématique, qui aborde deux sujets en même temps (la transition agroécologique et la stratégie phytosanitaire en Bretagne), pouvait perdre les acteurs, les amenant parfois à prioriser l'un des deux sujets, en laissant de côté l'autre. Néanmoins, cela nous apporte aussi une information : les audités se concentrent souvent sur ce qui les impacte le plus personnellement (ce sur quoi ils travaillent, ce qui les inquiète le plus).

Cela implique aussi que les propos recueillis sont très larges, et les résultats présentés peuvent donc paraître déjà connus depuis longtemps pour certains ; tant les problématiques sont multiples, multi-acteurs et complexes. En effet, malgré les particularités de la Bretagne en termes de polyculture-élevage et d'industries agroalimentaires, cette problématique posée à

l'échelle régionale est en fait aussi souvent abordée par les audités à des échelles plus grandes (nationales, européennes, voire mondiales), vu la forte influence de celles-ci sur la situation bretonne. Pour tout cela, le commanditaire de l'audit, la DRAAF Bretagne, pourrait avoir des difficultés à dégager les actions qui se trouvent dans son champ d'intervention. Cependant, cet audit patrimonial témoigne d'un problème de gouvernance à toutes les échelles dans les actions du plan Ecophyto et de la transition agroécologique plus globalement. C'est pourquoi, pour nous, l'audit patrimonial pourrait être une bonne base pour présenter l'état des lieux de la situation actuelle aux acteurs concernés : les problèmes, leur prise en charge actuelle et la tendance actuelle d'évolution de la situation. Cela pourrait d'ailleurs faciliter la co-construction attendue par de nombreux audités. Mais la dernière limite de notre travail est justement que sa suite est volontariste : ni les audités, ni la DRAAF Bretagne ne sont engagés dans une obligation d'agir (c'est une des règles déontologiques de l'audit patrimonial). Cependant, plusieurs audités ayant assisté aux restitutions ont exprimé leur souhait de s'inspirer de ce travail pour réfléchir à leurs stratégies et leurs actions propres. Dans le cas où la DRAAF Bretagne choisirait de prendre en compte les propositions faites dans nos conclusions, les suites de notre travail pourraient permettre notamment d'améliorer la gouvernance de la transition agroécologique et du plan Ecophyto en Bretagne, une attente majeure et partagée par les audités.

### Ce que ce stage nous a apporté

Nous avons proposé la démarche d'audit patrimonial afin de mieux connaître les enjeux et les problématiques de l'agriculture bretonne, au plus près de ses acteurs. Les rencontres que nous avons pu faire ont été particulièrement riches et captivantes : c'était très intéressant de travailler sur un sujet aussi vaste et complexe, qui nous a rassuré toutes les deux dans notre envie de travailler dans le milieu agricole dans le futur. En effet, la multiplicité d'acteurs que nous avons eu la chance d'auditer nous a donné une vision globale de la situation, avec des avis très variés, voire opposés, qui nous ont enrichi humainement. C'est notamment pour cette richesse que nous considérons que faire cet audit en binôme était un réel atout. Même si le travail à deux était complexe et prenait souvent plus de temps, il nous a permis d'aller plus loin dans la réflexion et de rendre plus claires nos synthèses. En effet, nous avons pu nous rassurer dans nos perceptions de la situation et nous apporter des idées complémentaires. Ayant un caractère très différent, nous avons su écouter l'autre même lors de désaccords.

Par ailleurs, l'audit a été particulièrement formateur pour nous améliorer en gestion de projet. Nous avons travaillé en autonomie complète (bien que sous la tutelle de nos commanditaires et professeurs référents), et avons donc organisé notre emploi du temps, choisi et contacté les personnes à auditer, et traité les informations recueillies. Nous avons appris à être flexibles, que ce soit sur l'organisation de nos journées, les personnes à auditer selon les phases ou notre gestion du temps. En effet, nous avons mal jaugé la quantité de travail que l'audit représentait avant de commencer le stage, et le rythme a donc été intense. Notamment, la phase régionale ayant été particulièrement difficile pour respecter nos *deadlines* d'intégration, nous avons adapté la méthodologie d'intégration dans les phases suivantes afin d'être plus efficaces.

Enfin, les retours positifs sur l'objectivité et l'exhaustivité de notre travail nous ont donné plus de confiance en nous et en notre travail, notamment car des personnes aux points de vue très différents ont été satisfaites de ce celui-ci.

## Bibliographie

AGRESTE (2016), *France Régions*, Ministère de l'Agriculture de l'Agroalimentaire et de la Forêt. 64 pages.

AGRESTE (2021), *Fiche territoriale synthétique RA 2020*, Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Bretagne. Consulté le 22 septembre 2022 :  
[https://draaf.bretagne.agriculture.gouv.fr/IMG/html/fts\\_ra2020\\_bretagne.html#surfaces-agricoles](https://draaf.bretagne.agriculture.gouv.fr/IMG/html/fts_ra2020_bretagne.html#surfaces-agricoles)

AGRESTE (2022), *Recensement agricole 2020 - La Bretagne perd un quart de ses exploitations en dix ans*, AGRESTE. Consulté le 9 septembre 2022 :  
<https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/disaron/R53Et2104/detail/>

ARS Bretagne (2022), *Pesticides et métabolites*, Agence régionale de santé Bretagne, consulté le 5 septembre 2022 :  
<https://www.bretagne.ars.sante.fr/pesticides-et-metabolites>

CRAB (2020), *Le plan Ecophyto en Bretagne*. Chambres d'Agriculture de Bretagne. Consulté le 24 septembre 2022  
:<https://www.bretagne.synagri.com/synagri/ecophyto2018-00020723>

DRAAF Bretagne (2017), *Tableaux de l'agriculture bretonne*, Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Bretagne. 170 pages.

DRAAF Bretagne (2019), *La Bretagne agricole et alimentaire*, Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Bretagne. Consulté le 25 septembre 2022 :

<https://draaf.bretagne.agriculture.gouv.fr/agreste-bretagne-synthese-la-bretagne-agricole-et-alimentaire-a1542.html>

LÉGIFRANCE (2019), *Décret n° 2010-429 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt*, Légifrance. Consulté le 15 septembre 2022 :

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000022150106/>

POTIER, Dominique (2014), *Pesticides et agroécologie les champs du possible*, Rapport au Premier Ministre Manuel Valls. 252 pages.

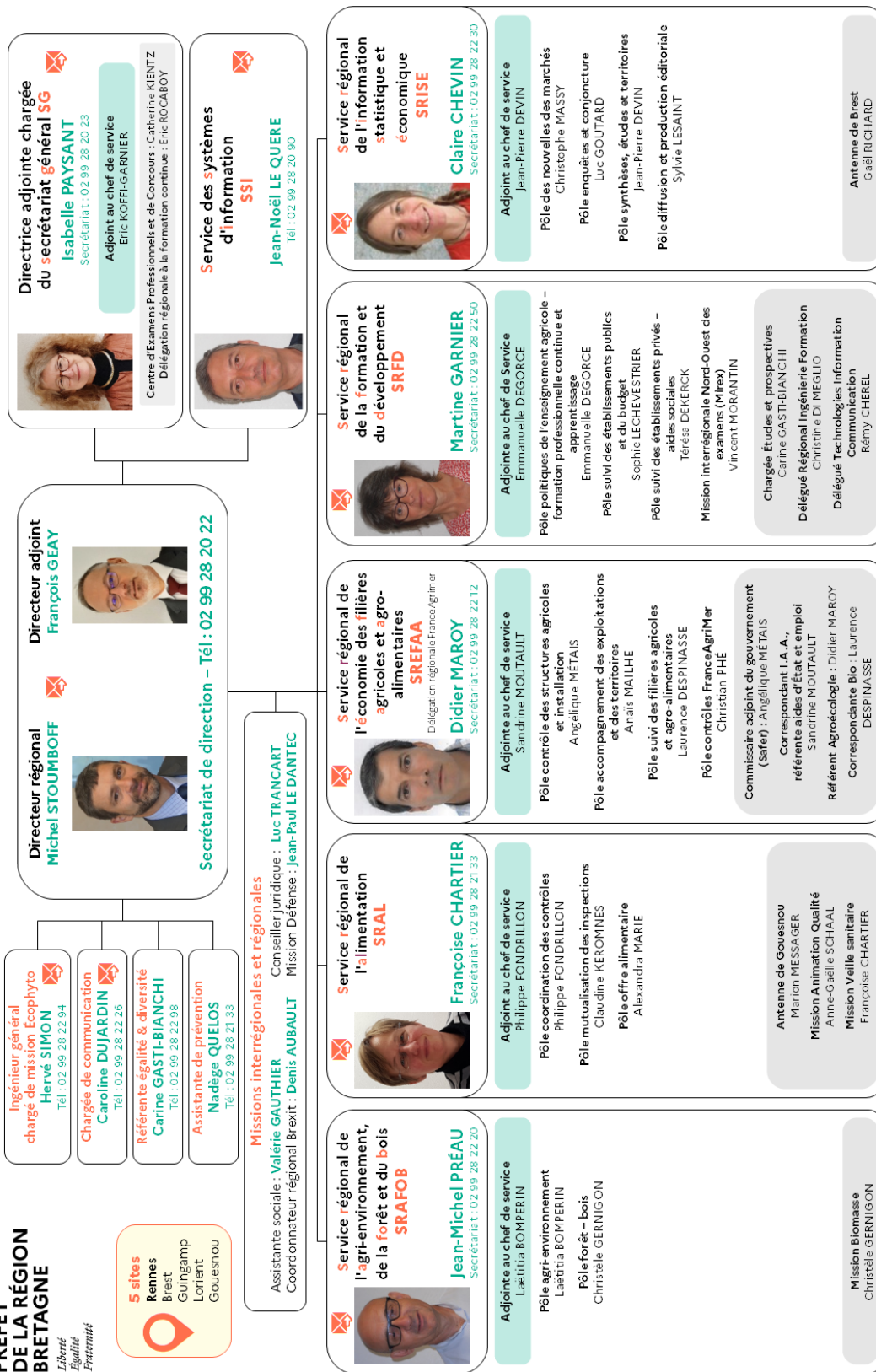
OEB (2021), *Une contamination généralisée des eaux bretonnes par les pesticides*, Observatoire de l'Environnement en Bretagne. Consulté le 20 septembre 2022 :

<https://bretagne-environnement.fr/contamination-pesticides-eaux-bretonnes-article>

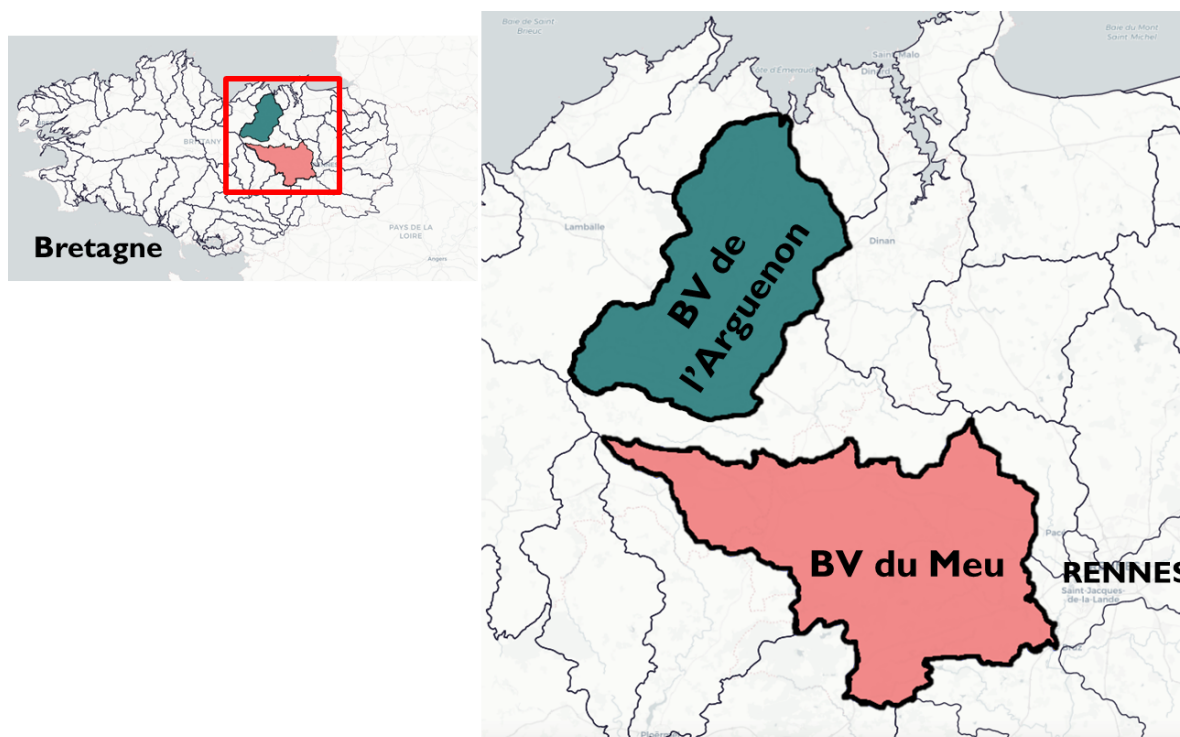
VALO, Martine (2022), *Réduction de l'usage des pesticides : les raisons d'un échec*, Le Monde. Consulté le 25 mai 2022 :

[https://www.lemonde.fr/planete/article/2022/03/23/reduction-de-l-usage-des-pesticides-les-raisons-d-un-echec\\_6118856\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2022/03/23/reduction-de-l-usage-des-pesticides-les-raisons-d-un-echec_6118856_3244.html)

# Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Bretagne



## Annexe 2 : Carte des Bassins versants du Meu et de l'Arguenon



## Annexe 3 : Liste des personnes auditées

Nous tenons à rappeler que la DRAAF Bretagne a souhaité lever la confidentialité sur les personnes auditées.

### **1) Nom – structure - fonction : Phase Régionale (total 46 personnes mais 41 entretiens)**

**Didier Maroy** – DRAAF (Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt) de Bretagne - Chef du Service régional de l'économie des filières agricoles et agro-alimentaires.

**Florence Fernandez** – DRAAF (Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt) de Bretagne - Cheffe de projet Ecophyto.

**Eric Plaze** - DRAAF (Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt) de Bretagne - Responsable enseignement agricole.

**Pascale Ferry** – DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) de Bretagne - Cheffe division eau.

**Hervé Duvallet** – OFB (Office Français de la Biodiversité), Direction régionale Bretagne - Technicien de l'environnement en charge du dossier Ecophyto.

**Hervé Guillotel** – MSA (Mutualité sociale agricole) des Portes de Bretagne - Responsable Santé Sécurité au Travail

**Jérôme Martin** - Agence de l'Eau Loire Bretagne - Chef de service espaces ruraux Délégation armorique.

**Yvan Hurvois** - Agence de l'Eau Loire Bretagne - Chargé mission Ecophyto et actions territoriales.

**Anne Serre** – ARS (Agence Régionale de Santé) Bretagne - Directrice adjointe Santé Environnement.

**Elisabeth Congy** - Chambre Régionale d'Agriculture de Bretagne - Responsable de l'équipe Protection des Cultures et Biodiversité.

**Yannick Le Bars** - Chambre Régionale d'Agriculture de Bretagne - Elu Ecophyto et responsable CUMA

**Joël Labbé** – Sénat - Sénateur

**Laurence Maillart-Méhaignerie** - Assemblée nationale - Députée présidente de la commission Développement Durable

**Jean-Marie Jacq** – Conseil Régional Bretagne - Chef du Service de l'agriculture et de l'agro-alimentaire (SAGRI)

**Pascal Hervé** - EPTB Vilaine et Rennes Métropole - Vice-président en charge de l'eau, de l'assainissement, de GEMAPI à Rennes Métropole, et vice-président à l'EPTB Vilaine.

**Dominique Legoux** - Eau et rivières de Bretagne - Chargée de mission santé pesticides

**Guy Le Hénaff** - Eau et rivières de Bretagne - Bénévole expert pesticides et environnement

**Gérard Angoujard** - Fédération Régionale de Défense contre les Organismes nuisibles – Directeur

**Julien Chapelain** - Maison de la Consommation et de l'Environnement - Coordination d'actions inter-associatives

**Michel Besnard** – Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest - Président

**Jean René Menier** - Comité interprofessionnel Diagnostics, Inspections et formations Phytosanitaires – Président

**Yoann Méry** - La Coopération Agricole Ouest – Directeur

**Agathe Duval** - La Coopération Agricole Ouest – Responsable Environnement Agroécologie

**Julien Sauvée** - Fédération régionale des agrobiologistes de Bretagne - Vice-président

**Dominique Macé** - Fédération Régionale des CIVAM (Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural) de Bretagne – Animateur

**Mathilde Lefèvre** – CIVAM ADAGE (Agriculture Durable par l'Autonomie, la Gestion et l'Environnement) 35 - Animatrice CIVAM et Ingénieure territoriale Dephy

**Didier Besnard** - Centre d'Etudes Techniques Agricoles 35 – Président

**Eric Kerloch** – Union nationale interprofessionnelle des légumes transformés - Ingénieur régional

**Serge Le Bartz** - Eureden - Président

**Yves Mauffret** - Eureden - Chargé de mission certification environnementale

**Jean-François Bobon** – Eureden - Responsable transformation Innovation Productions Végétales

**Stéphane Fouéré** – Cooperl - Agriculteur dans un groupe 30 000 et administrateur

**Gildas Lefessant** – Cooperl - Responsable agrofournitures et projets ecophyto

**Lisa Pinoche** - Cooperl - Technicienne R&D Grandes cultures, animatrice de groupes Ecophyto, HVE et sans pesticides

**Morgane Hervé** - Cooperl - Efficience digitale, démarches de réduction des produits phytosanitaires

**Philippe Garde** - Syngenta - Service agriculture durable

**Jean-Marc Leroux** – Association Régionale Entrepreneurs - Délégué Régional Fédération Entrepreneurs des Territoires

**Julien Sérandour** – CERAFEL - Responsable phytosanitaires

**Christian Mochet** – Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de Bretagne  
- Elu FDSEA35, responsable environnement

**Mickaël Marchand** - Coordination Rurale – Eleveur lapins

**Pierre Frappier** - TER Qualitechs – Conseiller

**Bernard Rolland** - Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement - Ingénieur de recherche grandes cultures

**Anne Bouilly** – Lycée agricole de Bréhoulou - Enseignante en agronomie et productions végétales

**Cyrille Rebours** – Lycée agricole La Touche - Professeur de production végétale

**Luka Lefort** – Mousquetaires - Coordinateur agricole en régions

**Fabien Bouleau** – Intermarché - Chargé du service marketing

**2) Nom – structure - fonction : Phase Bassin versant Arguenon (total 38 personnes mais 37 entretiens)**

**Bruno Lebreton** – DDTM22 (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) - Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement

**Adeline Yon-Berthelot** – Conseil Régional – Elue conseil régionale commission transition biodiversité

**Annick Bouedo** – Conseil Départemental 22 – Chargée de mission Bassin Versant

**Romuald Toussaint** – Lamballe Terre et Mer – Directeur environnement

**Xavier Hamon** – Loudéac Communauté – Président

**Patrice Gautier** – Dinan Agglomération – Vice président en charge de l’agriculture et de la Mer

**Elvis Denieul** – Dinan Agglomération – Responsable service environnement

**Francis Dault** – Commune de Trémeur – Maire

**Philippe Dauly** – Commune de Bourseul – Maire

**Mathias Morel** – Lycée agricole de Caulnes – Elève BPREA

**Jean-Luc Buchon** – Lycée agricole de Caulnes – Salarié responsable conduite élevages

**Michel Raffray** – SMAP (Syndicat Mixte Arguenon Penthièvre) – Président

**Marie Christine Toquet** – SMAP (Syndicat Mixte Arguenon Penthièvre) – Directrice et Animatrice du SAGE BV Arguenon

**Dominique Melec** – Cœur Emeraude – Responsable développement durable du Parc Naturel Régional Vallée de la Rance Côte d’Emeraude

**Yannick Bellanger** – Maison pêche et nature de Jugon-les-Lacs – animateur

**Gilles Michel** – Fédération des chasseurs des Côtes d’Armor - Chasseur

**Hervé Guyot** – Vivarmor Nature – Président

**Paul La Droitte** – AMAPetite terre – Dirigeant

**Yannick Meneux** – Bretagne vivante – Bénévole co-conservateur du site de Trébédan

**Laurent Denoual** - Conchyliculteur

**David Bouvier** – Chambre d’agriculture des Côtes d’Armor – Conseiller agronome du Bassin versant de l’Arguenon

**Julie Lhussiez** – Chambre d’agriculture des Côtes d’Armor – Conseillère agronomie sur le Bassin versant de l’Arguenon

**Adrien Fraval** – GAB 22 (Groupement des Agriculteurs Biologiques d’Armor) – Responsable du pôle actions territoire

**Morgane Coulombel** – CEDAPA (Centre d’Etudes pour le Développement d’une Agriculture Plus Autonome) – Animatrice en charge des questions d’installation transmission

**Françoise Amice** – Eureden – Technico-commercial production végétale

**Jeanne Séronie Doutriaux** – Le Gouessant – Responsable Développement Filières et Agronomie

**Nicolas Collobert** – Garun paysanne – Technico-commercial agronomie

**Jean-Paul Linet** – Laïta – Directeur Qualité et RSE

**Philippe Clément** – ETA SARL Clément - Gérant

**Guy Corbel** – Agriculteur porcin, œufs, cultures

**Malo Le Tonturier** – Agriculteur céréales (bio et conventionnel) et verger

**Jonathan Chabert** – Confédération paysanne 22 – Agriculteur maraîcher bio

**Florian Gaultier** – Jeunes Agriculteurs – Président JA22, agriculteur bovin lait

**Benoît Hamon** – Agriculteur bovin lait

**Béatrice Cordon** – Agricultrice bovin lait

**Jean-Baptiste Cordon** – Agriculteur porcin

**Pierrick Noël** – Agriculteur porcin et bovin lait

**Yves Lecuyer** – Agriculteur bovin lait

**3) Nom – structure - fonction : Phase Bassin versant du Meu (total 39 personnes mais 38 entretiens)**

**Catherine Diserbeau** - DDTM35 (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) -  
Cheffe de service Eau et Biodiversité

**Delphine Pajot** - Région Bretagne – Cheffe du service de l'Eau

**Julia Tual** – Conseil départemental 35 - Chargée de mission agriculture, eau et transition

**Fabienne Bondon** – Montfort Communauté - Vice-présidente déléguée à l'Agriculture, au Développement durable et à la Transition Énergétique

**Bernard Ethoré** - Communauté de communes de Brocéliande - Président

**Antoine Miagat** – Communauté de communes de Saint Méen Montauban – Responsable de service Grands et Petits cycles

**Murielle Douté-Bouton** – Commune de Plélan-le-Grand – Maire

**Denis Levrel** – Commune de Gaël - Maire

**Michel Demolder** - Collectivité Eau du Bassin Rennais - Président

**Marie Chatagnon** – EPTB (Etablissement Public Territorial de Bassin) Vilaine -  
Coordinatrice des actions agricoles

**Clothilde Blancféné** – Unité expérimentale de la Motte, INRAE Rheu – Responsable

**Joël Geslin** – CFTA (Centre De Formation Technique Par Alternance) de Monfort-sur-Meu –  
Formateur

**Pauline Pénnober** - Eau et Rivières de Bretagne – Animatrice territoriale Ille-et-Vilaine

**Alexandre Hardy** – Association Familles Rurales du pays de Montauban-de-Bretagne -  
Bénévole

**Benoît Le Barbier** – CPIE (Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement) Forêt de  
Brocéliande - Chargé de mission Environnement

**Samuel Buart** – La Gaule d’Iffendic – Trésorier

**Eric Philippe** – Merci les algues ! – Coprésident

**Céline Rousset** – IBB (Initiative Bio en Bretagne) – Administratrice, trésorière et référente du pôle recherche

**Philippe Baudron** – Fédération de chasseurs d’Ille et Vilaine – Technicien

**Jean-Paul Bouvet** - Association communale des chasseurs de Mordelles – Responsable

**Youna Girault** – Chambre d’Agriculture Ille et Vilaine – Conseillère Programme d’action du Bassin versant

**Emmanuel Béchet** – Négoce Demeuré – Directeur commercial

**Jérémy Masson** – Agrial – Technico-commercial

**Muriel Guernion** – Eureden - Technicienne agro environnement, animatrice de groupes Ecophyto sur le bassin versant du Meu

**Yann Jaffré** – Agrobio35 – Directeur

**David Bouillé** - Chambre Régionale d'Agriculture de Bretagne - Ingénieur Territorial Dephy en Bretagne, auparavant sur le secteur du Meu

**Erwan Collin** – CETA 35 - Ingénieur Réseau Groupe Dephy

**Paul Rouaud** - ADAGE 35 (Agriculture Durable par l'Autonomie, la Gestion et l'Environnement) - Animateur

**Jean-Michel Cohan** – Agriculteur bovin lait et administrateur CUMA Bretagne Ille Armor

**Michel Payou** - Agriculteur céréales et verger bio

**Jean-Paul Ronsin** – Agriculteur Bovin lait

**Aurélien Debroize** – Agriculteur bovin lait

**Catherine Barre** – Agricultrice bovin lait et dinde de chair

Vincent Guilloré – Agriculteur bovin allaitant

Hervé Dreuslin – Agriculteur bovin lait

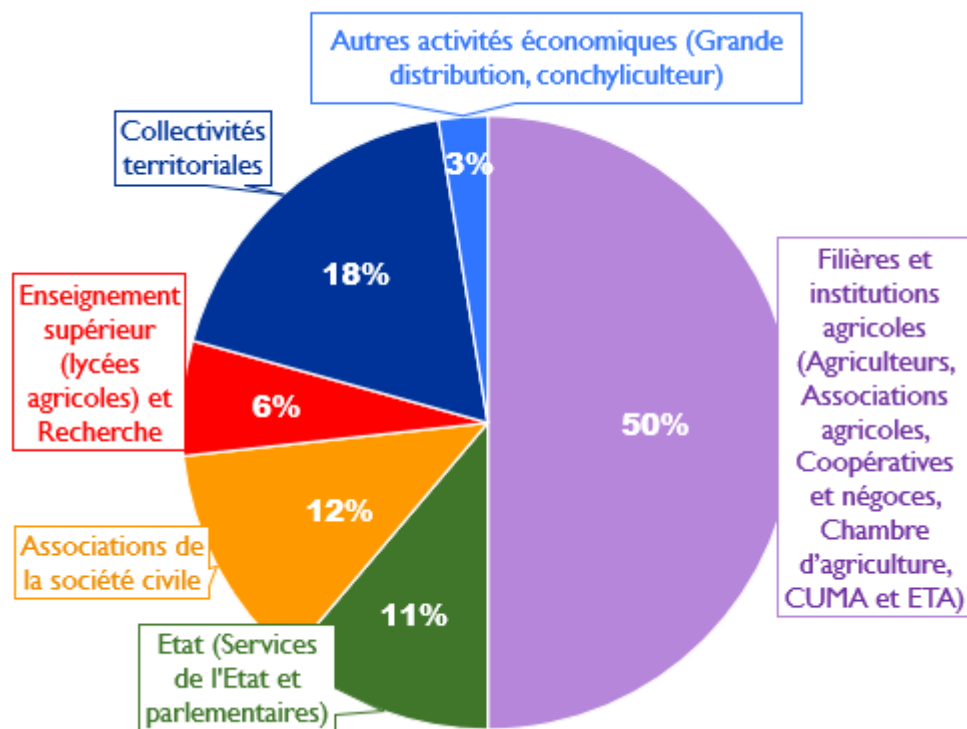
Thierry Juhel – Agriculteur bovin lait et porc

René Gicquel – Agriculteur cultures

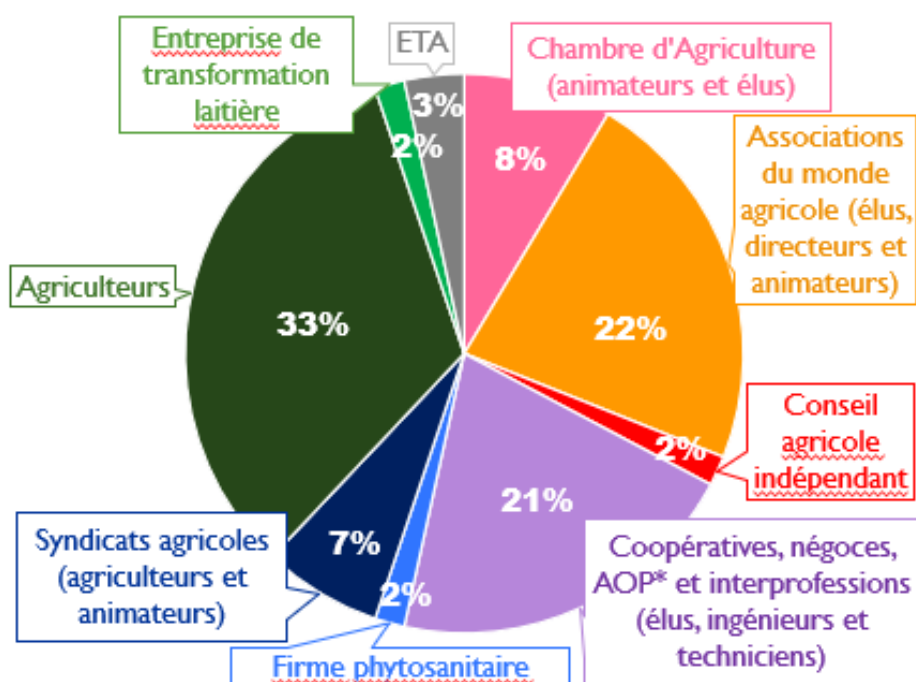
Eric Juhel - Agriculteur bovin lait et porc

Vincent Couvert – Agriculteur bovin lait bio

**Annexe 4 : Diagramme du panel des personnes auditées (en nombre d'entretiens)**



Annexe 5 : Diagramme du panel des personnes auditées en tant que filières et institutions agricoles (en nombre d'entretiens)



\* AOP : Association d'Organisations de Producteurs

Annexe 6 : Tableaux comparatifs des réalités agricoles dans les BV du Meu et de l'Arguenon

Domaines	Indicateurs	Unité	BV-Meu	BV-Arguenon
Notoriété du programme	Exploitations qui connaissent l'existence d'une structure d'animation BV	%	83 %	52 %
	Exploitations qui connaissent l'enjeu environnemental de leur BV	%	96 %	65 %
	dont nitrates	%	60 %	92 %
	dont pesticides	%	50 %	45 %
	dont phosphore	%	23 %	13 %
Utilisation de produits phytosanitaires	Exploitations qui ont utilisé des produits phytosanitaires en 2018	%	79 %	87 %
	Surfaces des exploitations qui ont utilisé des produits phytosanitaires en 2018	%	89 %	91 %
Déclenchement des traitements phytosanitaires	Exploitations utilisant des produits phytosanitaires citant les <b>préconisations du technicien</b> comme un déclencheur du traitement	%	71 %	86 %
	Exploitations utilisant des produits phytosanitaires citant les <b>préconisations du technicien</b> comme <b>principal déclencheur</b> du traitement	%	11 %	47 %
	Exploitations utilisant des produits phytosanitaires citant les <b>conditions météorologiques</b> comme un déclencheur du traitement	%	93 %	84 %
	Exploitations utilisant des produits phytosanitaires citant les <b>conditions météorologiques</b> comme <b>principal déclencheur</b> du traitement	%	48 %	33 %

Source : Agreste, 2021

PAEC Arguenon

	2010	2020	évolution
nombre total d'exploitations	1 163	882	-24 %
SAU totale (ha)	62 210	60 675	-2 %
SAU moyenne (ha)	53,5	68,8	29 %
PBS totale (k€)	328 890	298 996	-9 %
total UGB	264 130	244 008	-8 %
travail total (ETP)	2 008,8	1 624,9	-19 %
nombre de chefs d'exploitation <sup>1</sup>	1 703	1 302	-24 %
— dont femmes	28 %	28 %	-1 point
âge moyen des chefs d'exploitation <sup>1</sup>	47	49	+2 ans

BV du Meu

	2010	2020	évolution
nombre total d'exploitations	2 065	1 466	-29 %
SAU totale (ha)	94 388	93 138	-1 %
SAU moyenne (ha)	45,7	63,5	39 %
PBS totale (k€)	387 138	390 093	1 %
total UGB	286 263	279 629	-2 %
travail total (ETP)	3 063,8	2 611,6	-15 %
nombre de chefs d'exploitation <sup>1</sup>	2 864	2 134	-25 %
— dont femmes	30 %	28 %	-3 points
âge moyen des chefs d'exploitation <sup>1</sup>	48	51	+2 ans

PAEC Arguenon

	exploitations		SAU (ha)		UGB		ETP		PBS (k€)
	2010	2020	2010	2020	2010	2020	2010	2020	2020
total exploitations	1 163	882	62 210	60 675	264 130	244 008	2 009	1 625	298 996

BV du Meu

	exploitations		SAU (ha)		UGB		ETP		PBS (k€)
	2010	2020	2010	2020	2010	2020	2010	2020	2020
total exploitations	2 065	1 466	94 388	93 138	286 263	279 629	3 064	2 612	390 093

Source: Agreste, 2022

## Table de matières

**Clause de non responsabilité et d'engagement / plagiat**

**Présentation de la structure d'accueil**

**Remerciements** 1

**Table de sigles** 2

**Sommaire** 3

**Résumé synthétique** 4

1. Contexte de l'audit 4

2. Résultats de l'audit 4

3. Limites de l'audit 9

**Introduction** 10

1. Contexte général et cadre local de la problématique 10

2. La demande d'une étude de terrain pour améliorer la feuille de route Ecophyto de la Bretagne 10

3. La méthode adoptée : l'audit patrimonial 11

A. Une procédure de co-expertise organisée 11

B. La déontologie 12

C. Les phases de l'audit 12

D. Le choix des personnes auditées 13

E. Les entretiens, les intégrations et les restitutions 14

F. L'organisation du stage 15

G. Le rapport d'audit patrimonial 15

**Partie I - Identification de la situation, des acteurs et des problèmes : La Bretagne, un territoire agricole dynamique aux qualités menacées par la dégradation de son tissu rural et de son environnement** 16

1. Les qualités en jeu, selon les personnes auditées 16

A. La perception des audités sur la transition agroécologique et sur les produits phytosanitaires 16

B. La Bretagne et ses activités agricole et agroalimentaire 17

C. De multiples dimensions en jeu sur la question 18

2. Les entités où se jouent les qualités, selon les audités 19

3. Tous les acteurs sont concernés, selon les audités 20

A. Les acteurs agricoles, directement concernés 20

B. Les autres acteurs économiques ayant un impact direct sur les acteurs agricoles 21

C. Les institutions publiques et les responsables politiques, censés défendre l'intérêt général 21

D. La société civile 21

4. Les problèmes, selon les auditées	22
A. La dégradation de l'environnement et de la santé	22
B. Une déprise agricole en cours	24
C. Les obstacles à la résolution des problèmes	25
C.1. Les obstacles technico-économiques	25
C.2. Les obstacles culturels, relationnels, psychologiques et de connaissance	27
C.3. Les obstacles politiques	28
C.4. Spécificités des territoires	30
5. Le coeur stratégique du problème, selon les audités	31

**Partie II - Diagnostic de l'action engagée : Le constat partagé d'un manque d'efficacité du mode d'action classique** **32**

1. Acteurs actifs, leurs actions, et évaluation de leurs actions par les personnes auditées	32
A. Trois grands types d'acteurs explicités par les personnes auditées	33
A.1. Les acteurs impulseurs du changement sur le terrain, selon les audités	33
A.2. Les acteurs apportant des idées et techniques aux agriculteurs, selon les auditées	35
A.3. Les acteurs influenceurs, selon les audités	37
B. Les actions en place ayant un fort impact positif, selon les personnes auditées	38
C. Les problèmes désignés par les audités comme freinant l'impact de plusieurs structures	39
2. Organisation et fonctionnement du système d'acteurs actifs, selon les audités	40
A. Des discussions existent pour essayer de fixer des objectifs communs, mais le manque de collaboration entre acteurs freine la mise en place d'actions coordonnées	40
B. Existence de partenariats ponctuels sur les territoires	42
3. Evaluation de la gestion effective de la qualité	43
A. Des avancées visibles sur le terrain, mais souvent jugées insuffisantes	43
B. Un problème politique et stratégique en cause	44

**Partie III - Prospective : Une évolution globale de la situation qui ne correspond pas aux souhaits des acteurs du territoire, mais dont la transition agroécologique pourrait être une réponse possible** **46**

1. Horizons spatio-temporels choisis par les audités	46
A. Des horizons temporels choisis selon divers critères	46
B. Des horizons spatiaux multiples	47
2. Un scénario tendanciel globalement pessimiste sur deux axes principaux : le mode de vie du citoyen et la durabilité de l'agriculture bretonne	47
3. Un scénario négatif où l'axe politique prend une importance particulière	48
4. Un scénario positif axé sur l'organisation de l'action commune et sur la volonté politique pour le changement	49
5. Des enjeux multiples pour assurer une bonne qualité de vie dans la durée selon les audités	50
A. Des enjeux environnementaux et de santé humaine	50

B. Des enjeux sociaux et économiques	51
6. Des menaces liées à une action inadaptée face à la complexité des enjeux, à court et à long terme, selon les audités	51
7. Le territoire a des atouts à valoriser selon les audités	52
<b>Partie IV - Propositions d'actions et de stratégies : La nécessité d'un vrai dialogue pour prendre en compte les motivations et les possibilités d'action de chacun</b>	<b>54</b>
1. Les exigences qualité des personnes audités	54
2. Les objectifs qualité des personnes audités	55
A. Rendre le métier d'agriculteur plus attractif	56
B. Mieux engager et massifier la transition agroécologique pour préserver la santé humaine et l'environnement	56
3. Les propositions d'actions faites par les audités	57
A. Propositions d'actions pour rendre le métier d'agriculteur plus attractif	57
B. Propositions d'actions pour mieux engager et massifier la transition	59
B. 1. Sensibiliser et former les agriculteurs, conseillers agricoles et personnels d'ETA	59
B.2. Changer les pratiques agricoles pour mieux engager la transition	61
B.3. Favoriser les produits locaux et de qualité	64
4. Le mode d'action ensemble à mettre en place selon les personnes audités	65
5. Les propositions d'actions pour la DRAAF Bretagne proposées par les audités	67
6. Le chemin de changement	69
7. Les critères personnels d'évaluation de la réussite des personnes audités	71
A. Critères de réussite sur la transition agroécologique	71
B. Critères de réussite sur le maintien du métier d'agriculteur	71
<b>Conclusion</b>	<b>74</b>
Conclusion de l'équipe d'audit	74
Avantages et limites de l'audit	77
Ce que ce stage nous a apporté	79
<b>Bibliographie</b>	<b>81</b>
<b>Annexes</b>	
<b>Table de matières</b>	

## **MEMOIRE : “ Conditions et moyens d’une transition agroécologique, quelle stratégie pour l’agriculture en Bretagne? ”**

**Résumé :** Dans l’objectif de comprendre les freins à l’atteinte des objectifs du plan Ecophyto, la DRAAF Bretagne a commandité l’audit patrimonial : “Conditions et moyens d’une transition agro-écologique, quelle stratégie phytosanitaire pour l’agriculture en Bretagne.” 123 personnes acteurs du territoire ont été interrogés. Lors de la partie d’Identification, les audités ont décrit la Bretagne comme ayant une économie diverse et dynamique, mais qui est mise en danger par la déprise agricole et la dégradation de l’environnement et de la santé. La partie de Diagnostic remet en cause le mode d’action classique pour gérer ces problématiques en raison d’un manque d’efficacité. Dans la partie de Prospective, l’évolution globale de la situation ne correspond pas aux souhaits des audités pour le territoire. Enfin, dans la partie de proposition d’Actions, les audités souhaitent avoir un vrai dialogue, afin de prendre en compte les motivations et les possibilités d’action de chacun. Ainsi, la problématique est très complexe, et concerne l’ensemble de la société ; c’est pourquoi la mise en place d’une coconstruction aux échelles locale et régionale nous semble nécessaire, afin de mieux coordonner les actions.

**Abstract :** With the aim of understanding the obstacles of achieving the objectives of the Ecophyto plan, the DRAAF Bretagne commissioned the patrimonial audit: "Conditions and means of an agro-ecological transition, what phytosanitary strategy for agriculture in Brittany." 123 people of this territory were interviewed. During the Identification part, the auditees described Brittany as having a diverse and dynamic economy, but which is endangered by the agricultural decline and the degradation of the environment and health. The Diagnosis part questions the traditional mode of action to manage these issues due to a lack of efficiency. In the Prospective part, the overall evolution of the situation does not correspond to the wishes of the auditees for the territory. Finally, in the Action proposal part, the auditees would like to have a real dialogue, in order to take into account the motivations and action possibilities of each person. Thus, the problem is very complex and concerns the whole of society; this is why the implementation of a co-construction at the local and regional levels seems necessary to us, in order to better coordinate the actions.